





# LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

Dans la majorité...

## M. Poniatowski : une certaine stabilité

Dans le courant de la nuit, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a fait la déclaration suivante :

« Le premier tour des élections municipales qui a eu lieu aujourd'hui dans les trente-six mille trois cent quatre-vingt-cinq communes s'est déroulé sans aucun incident. »

« Les électeurs et électrices étaient appelés à élire quatre cent soixante-quinze mille conseillers municipaux. Le tour de participation est de 73,2 %. Le taux sera, en définitive, vraisemblablement légèrement supérieur à celui de 1971, qui était de 73,2 %. »

« En raison de la durée du dépouillement, dans les communes de moins de trente mille habitants, il n'est pas encore possible d'établir une statistique précise de la répartition des voix recueillies par chacune des coalitions en présence. Par rapport aux élections municipales de 1971, on constate une progression des listes présentées par l'opposition. Mais, au regard des élections cantonales de 1976, on observe un certain recul du nombre des suffrages obtenus par les formations de l'opposition. »

« A 0 h. 30, soixante-cinq mille sièges étaient pourvus sur quatre cent soixante-quinze mille environ à pourvoir. A l'exception de quelques cas, il se dégage de ce scrutin une certaine stabilité. Les électeurs ont, en effet, largement renouvelé leur confiance à leurs élus sortants. Dans les grandes villes, dès le premier tour, la majorité conserve Bordeaux, Caen, Tours, Dijon, Strasbourg, Rouen et gagne Quimper et Cambrai. Elle est en ballottage favorable à Saint-Etienne, Nantes, Toulouse, Lyon, Nancy, Montpellier, Mulhouse, Perpignan, Orléans et Toulon. Il faut noter que, dans les quelques grandes villes où les primaires ont eu lieu entre des formations de la majorité, comme à Toulon, Nancy et Brest, la liste R.I. arrive en tête. L'opposition conserve, à l'occasion de ce premier tour, Marseille, Nîmes, Amiens, Roubaix, Limoges, Angoulême, Le Havre et Clermont-Ferrand. Elle gagne Brest, Angers et Reims. »

« Le scrutin démontre, au second tour, être serré à Rennes, au Mans et à Bourges et à Villeurbanne. A Caen, à Nancy, à Metz, à Perpignan, à Rouen, à Tignes, à Valenciennes et à Saint-Nazaire, la majorité obtient plus de suffrages qu'en 1974. A l'inverse, à Limoges, à Saint-Etienne, à Angoulême et à Angers, l'opposition recueille davantage de suffrages que n'en avait obtenu M. Mitterrand, cet élu du scrutin, en dépit de l'intense politisation de la campagne électorale. A Paris, où pour

la première fois les électeurs ont été appelés à élire un conseil municipal de droit commun, on constate que, par rapport au scrutin antérieur, la majorité maintient ses positions. Les listes sortantes du R.P.R. sont les mieux placées dans la majorité des sections. Toutefois, elles sont devancées par les listes présentées par M. d'Ornano dans les deuxième, troisième, douzième, seizième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements. Dans le septième, la liste était commune aux deux candidats. »

« Dans les villes moyennes et dans les grandes villes auparavant détenues par le parti socialiste, l'entrée, par le biais de l'union de la gauche, des communistes dans l'administration communale constitue sans doute l'élément le plus nouveau de la consultation. En définitive, les résultats confirment une certaine progression de l'opposition, sans atteindre le nombre des suffrages que ces formations avaient obtenus aux élections cantonales de 1976. En ce qui concerne la majorité, des primaires ont eu lieu dans plusieurs villes. En province, elles ont tourné à l'avantage des républicains indépendants et des centristes. A Paris, les listes de M. Chirac arrivent en tête dans onze sections, et celles de M. d'Ornano dans sept sections. »

## M. LABBÉ : le R.P.R. est le seul à remporter des victoires contre l'opposition.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale : « La majorité doit lire rapidement et nettement les leçons de ce premier tour. D'abord pour envisager dans l'efficacité l'effort de second tour, puis s'organiser pour l'affrontement capital des législatives. Nous avons raison de réclamer depuis des mois un choix clair de l'adversaire, qui n'est pas seulement le parti communiste, mais essentiellement le parti socialiste, qui vient de confirmer qu'il ne jait qu'ouvrir les portes à des élus communistes qui consolident partout leurs positions. Le R.P.R. est le mieux placé pour mener ce combat. Il l'a montré avec Jacques Chirac à Paris, ainsi qu'à Cambrai et à Quimper où il est le seul à remporter des victoires contre l'opposition. »

## M. CHINAUD : érosion de l'opposition.

M. Roger Chinaud, président du groupe R.I. de l'Assemblée nationale : « Par rapport aux

élections présidentielles et au score de M. Mitterrand, j'ai noté pour ma part un tassement et une érosion de l'opposition. A l'intérieur de cette opposition, c'est un fait que le P.S. semble bénéficier de la poussée plus que les communistes. En ce qui concerne la majorité, sur le plan national, je constate qu'il y a une certaine poussée de la tendance R.I. et centriste, mais ce qui me paraît le plus intéressant, et ce que nous savons depuis longtemps, c'est que dès lors que la majorité se divise contre elle-même, elle donne des avantages à l'opposition et c'est comme cela que l'on perd la maîtrise de l'Etat ce qui est tout à fait inadmissible. »

## M. LECANUET : répétition des cantonales de l'an dernier.

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de l'aménagement du territoire, président du C.D.S. (I.P.1) : « Les résultats de ce soir reproduisent à peu près ce que nous avons connu au moment des cantonales. Par conséquent, l'appartenance au gouvernement, il faut lacer avec vigueur la situation économique et sociale, et je crois que ce gouvernement va créer dans l'opinion un mouvement de confiance, qui nous permette, à condition de restituer au sein de la majorité notre union, d'enserrer le succès avec confiance, malgré les difficultés de l'heure, pour l'année prochaine. »

« M. OLIVIER GUICHARD, MINISTRE D'ETAT, GARDE DES Sceaux (R.P.R.) (France-Inter) : « Je constate dans ma région, d'une manière générale, que le fait de la présence des communistes avec les socialistes n'a pas modifié beaucoup l'attitude des électeurs, ce qui est la preuve de ce que j'ai toujours dit depuis un mois, c'est-à-dire qu'il était en train de se créer un parti sociolo-communiste et la fois sectaire et décadent, mais qui va exister dans les semaines et les mois à venir et qui va se renforcer de cette coopération inévitable. »

« M. JACQUES CHABAN-DELMAS (R.P.R.) : « Je ne sais pas que nous l'emporterions des ce soir. D'abord, je ne suis pas premier ministre comme il y a six ans, et alors l'union de la gauche n'existait pas. Elle existe maintenant et elle l'a prouvé abondamment, en particulier autour de Bordeaux. Je le prévoyais. Et puis, quatre listes à Bordeaux, c'était pour beaucoup une tendance à l'éparpillement. Il ne faut pas nous encore plus urger de nous organiser au coude-à-coude. Cela va être d'autant plus nécessaire que la communauté urbaine de Bordeaux va basculer. Nous, Bordelais et bordelais, nous allons avoir des conditions de travail très difficiles. C'est maintenant que tout commence. »

... et dans l'opposition

## M. MITTERRAND : quand M. Giscard d'Estaing constatera-t-il que sa majorité a perdu ?

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S. (Europe 1) : « Il y a une poussée considérable de la gauche qui va gagner au deuxième tour de scrutin un grand nombre de villes et qui a déjà remporté au premier tour, parfois de façon surprenante, de grands succès. La poussée de la gauche unit, et partiellement la poussée du P.S., annoncée depuis plusieurs élections, se confirme et prépare dans de bonnes conditions les prochaines élections législatives. »

« Nous avons devant nous une année, cette année sera employée à une tâche inéluctablement assumée pour convaincre les Français qu'il faut changer de politique. Il faut donc que la nouvelle majorité, que la future majorité, si l'on peut bien l'appeler, affirme déjà sa capacité. »

« Seul le président de la République possède le droit de décider des élections anticipées et seul M. Chirac possède le moyen politique de forcer M. Giscard d'Estaing à aller dans ce sens. La gauche, qui est encore minoritaire en nombre de députés à l'Assemblée nationale, ne peut pas peser sur cette décision. Mais il est vrai que la décision des Français aujourd'hui même et dimanche prochain va contraindre le président de la République à réfléchir quel sera pour lui le meilleur moment pour constater que sa majorité a perdu. »

## M. MARCHAIS : la traduction d'un mécontentement profond

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. : « Les résultats traduisent le mécontentement profond qui existe dans le pays face à la politique économique et sociale désastreuse du nouveau gouvernement et de la droite. En second lieu, les électeurs ont clairement approuvé l'union de la gauche et l'accord national du 30 juin dernier. (...) En ce qui concerne les villes de plus de 30 000 habitants, où il y a eu 17 exceptions à la règle unitaire, l'espérance pour le second tour des délégués républicains est intervenue. »

« A propos des villes de moins de 30 000 habitants, M. Marchais a déclaré : « J'espère que les responsables locaux des trois formations vont se réunir très rapidement en vue d'établir une liste commune pour le 20 mars. »

## M. ROBERT FABRE : notre position est confortée.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Cette élection a été un test politique qui sort à notre avantage total. Je crois que, dans l'ensemble de la poussée de la gauche, le Mouvement des radicaux de gauche a eu une large part. Si on ne parle pas tellement de nous au niveau des grandes villes, c'est que dans la proportionnalité qui s'est établie, nous n'avons pas toujours les listes de liste. Mais à Perpignan, par exemple, où nous avons la tête de liste, notre score est en difficulté à Albi. Je compare les difficultés de M. Brousse à Béliers à celles de M. Durafour, en ballottage à Saint-Etienne. Cela prouve que les radicaux sont bien dans la gauche et que ceux qui ont voulu rallier la majorité ne sont pas suivis par leur électoral. Cela conforte notre position, notre désir de rester dans l'union de la gauche. »

## LE P.S.U. : seule la gauche peut prendre en charge les aspirations écologiques.

« Pour le deuxième tour, la mobilisation doit, malgré le peu de temps qui reste, permettre, y compris à Paris, de confirmer et de renforcer la poussée populaire. Pour contribuer à cette poussée, proclamons le P.S.U. dans un communiqué, la responsabilité du mouvement écologique est déterminante. Les deux plus grandes organisations de la gauche avaient eu tendance à sous-estimer ces problèmes. »

« Le P.S.U. réaffirme que l'une de ses vocations, dans l'unité, est d'apporter le contenu politique du combat écologique. Il estime que seule la gauche peut prendre en charge ces aspirations qui nécessitent, pour être satisfaites, un changement fondamental de société. Le P.S.U. fera tout pour créer les conditions du succès de la gauche au deuxième tour. »

« M. HENRI FISZBIN, chef de file du P.C. à Paris : « Paris a été vidé depuis des années d'une bonne partie de sa population laborieuse, et, malgré cela, la gauche va progresser de 3 ou 4 points par rapport aux élections municipales précédentes. Il est prématuré de dire aujourd'hui ce qui se passera la semaine prochaine. Nous ne cessons de dire que la gauche peut gagner à Paris pour la première fois, mais, pour obtenir ce résultat, il faut un effort considérable doit être fait. »

« M. GEORGES SARRÉ, chef de file du P.S. à Paris : « La majorité ne peut désormais plus faire comme si rien ne s'était passé. M. Sarré a fait remarquer que les deux grands partis de la gauche ont progressé ensemble : le parti socialiste et le parti communiste. En ce qui concerne Paris, et au vu des premiers résultats, il a estimé que la poussée écologique a marqué le recul de la droite. »

« M. MICHEL MOUSSE, (P.S.U.) : « La gauche apparaît majoritaire en France. On s'en doutait déjà depuis un an, mais maintenant, c'est à peu près certain. Au P.S.U., nous avons déjà maintenu que nous avons un nombre assez important de candidats élus dans un certain nombre de grandes villes de France, et je dois dire que cela représente aussi pour nous quelque chose de très positif. »

« M. DOMINIQUE GALLET, président délégué du front progressiste (gauche d'opp.) : « Ces élections constituent incontestablement un important jalon dans la montée des forces démocratiques. Pour la première fois, des gauchistes participent, aux côtés de la gauche, à des élections générales. (...) Les gauchistes d'opposition doivent maintenant en plus vite unir leurs efforts au sein d'une seule formation pour faire valoir avec efficacité leurs objectifs. »

« Mlle ARLETTE LAGUILLE (LUTTE OUVRIÈRE) : « Lutte ouvrière appelle tous ceux qui ont voté pour les listes d'extrême gauche à reporter au second tour leurs voix sur les listes d'union de la gauche, sans aucune fusion sur les hommes ni sur le programme, mais par solidarité avec les millions de travailleurs qui veulent les voir élus. »

« LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE : « La droite est battue. En votant majoritairement pour les partis de gauche, les organisations d'extrême gauche, la majorité du pays, a clairement exprimé sa volonté d'en finir avec ce régime. Au deuxième tour, la Ligue communiste révolutionnaire appelle à voter contre la droite, pour les listes conduites par le parti communiste ou le parti socialiste. »

« M. MICHEL JOBERT (Mouvement des démocrates) : « Ce qui était fondamental, c'était d'avoir notre réflexion, de la communiste et d'écarter. Nous sommes là, dans l'affrontement gauche-droite et on comprendra peut-être qu'il y a en France une démarche qui ne participe pas des guerres de religion. »

**Chez Avis, au bout de trois minutes, votre voiture est à point.**



**Si votre voiture tardait à être livrée, râlez.**

**CARTE D'APPRECIATION**

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement? Oui Non

2. Le service a-t-il été amical et efficace? Oui Non

3. Votre voiture était-elle propre? Oui Non

4. Votre voiture était-elle en bon état technique? Oui Non

5. Avez-vous des suggestions à nous faire?

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

La rapidité est une des qualités que l'on attend d'un loueur de voitures. Chez Avis, vous n'attendez pas la quatrième sonnerie du téléphone pour qu'une hôtesses décroche.

Disposer d'une voiture ne doit vous prendre guère plus de trois minutes (avec votre carte Avis ou un bon de voyage, c'est encore plus rapide). Concurrence oblige, chez Avis nous avons tout mis en œuvre pour répondre à vos exigences.

Aujourd'hui, Avis se crée un stimulant de plus : la carte d'appréciation. Si par extraordinaire, vous n'étiez pas satisfait de notre service, dites-le nous. Votre carte arrivera directement à la Direction Générale, qui réagira très vite.

Vous pouvez être sûr que votre prochain voyage se déroulera dans les meilleures conditions. La carte d'appréciation vous permet de nous aider à faire mieux encore. Donc à mieux profiter encore de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

**Avis.**  
**Profitez de nous.**







Sous l'appellation « extrême gauche » figurent ci-dessous les résultats des listes Paris aux travailleurs, présentées par la Ligne communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs. Leur score varie entre 3,7 % des suffrages exprimés

La gauche détenait en 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Dans le 11<sup>e</sup>, la liste conduite par M. Berlemont (I.P.C.I) et comprenant notamment M. Sarre, candidat du P.S. la mairie, recueille 42 % des suffrages exprimés tandis que les deux listes de la majorité en rassemblent 41,75 % en puissance ; c'est M. Anton, député R.P.R., qui sera en lice au second tour. Dans le 13<sup>e</sup>, la liste conduite par M. André Vaguet (P.C.I.) a 42,7 % des suffrages et la majorité ne dispose que d'un potentiel de 37,88 %. La situation est encore plus favorable à la gauche dans les bastions communistes des 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. En revanche, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement la majorité a, dans son ensemble, plus de réserves (45,08 %) que la gauche (40,2 %), de telle sorte que M. Chénard, président du groupe des R.L. (Rassemblement pour la Liberté) et député d'arrondissement, et M. D'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, peuvent espérer, après avoir devancé la liste de M. Le Tac (R.P.R.), battre

Les listes Chirac sont en tête dans les 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements (M. Krieg, député R.P.R.), le 5<sup>e</sup> (MM. Chirac et Tiberi, députés R.P.R.), le 6<sup>e</sup> (M. Bas, député R.P.R.), le 8<sup>e</sup> (M. Conve de

**Dimanche prochain, les électeurs n'auront à arbitrer la phase finale du duel Chirac-O'Connell que si l'engagement se poursuit ; il est possible que les breuteurs arrêtent les frais devant la « nécessité nationale » de faire front contre la poussée de la gauche. Encore faudrait-il qu'ils émettent sur le choix du prochain maire de Paris. Sinon ils devront en découdre jusqu'au bout.**

**ANDRÉ LAURENS.**

act. loc. action locale défense des intérêts locaux, muni-  
cipaux et étiquettes de même nature  
adj(m) mun(cipale)  
adju(n)t adjoint  
anc. c. m. ancien conseiller municipal  
anc. dép. ancien député  
anc. m. ancien maire  
anc. min. ancien ministre  
anc. secr. E. ancien secrétaire d'Etat  
anc. sén. ancien sénateur  
app. approuvé  
AFC Action pour la renaissance de La Corse  
ball. ballottage  
Cent. dém. Centre démocrate  
C. N. S. C. Centre des communistes soviets  
C. D. P. Centre Démocratique et Progrès  
cent. centriste  
cent. droit centre droit  
centre gauche à l'exclusion des radicaux de gauche  
cens. radicaux favorables à la majorité  
Cent. ind. Centre indépendant (ex-Alliance républicaine indé-  
pendante et libérale)  
Cent. rép. Centre républicain  
C. I. R. Convention des institutions républicaines  
C. N. P. C. Centre national des indépendants et paysans  
c. o. s. conseiller général  
cens. censitaire  
dém. démocrate  
dép. député  
dir. cent. divers centre  
div. d. divers droite  
div. g. divers gauche  
dir. maj. divers majorité  
écosci. écologiste  
E. L. Elsass-Lothringen [au touonnais] alsaciens.  
eu'este eueste  
eutent. municipale eutente  
ext. d. extrême droite  
ext. g. extrême gauche  
F. S. D. Fédération des socialistes démocrates (M. Eric Hin-  
termann)  
F. N. Front national (M. Jean-Marie Le Pen)  
Front. procédure (gauchistes d'opposition)  
Gauche Gauche dém.  
gaull. gaullisme  
gaull. diss. gaullisme dissident  
gaull. maj. gaullisme favorable à la majorité  
gaull. opp. gaullisme opposé à la majorité  
ind. indépendant à l'exclusion des C. N. I. P. et des R. L.  
ins. insérés  
int. comm. interfédération communales  
L. C. B. Ligue communiste révolutionnaire  
L. O. m. Lutte ouvrière  
m. mine  
maj. majorité  
M. D. S. F. Mouvement démocrate socialiste de France  
ministre ministre  
modéré modéré  
modif. favorable à la majorité  
Mou. dem. Mouvement des démocrates (M. Michel Jobert)  
m. o. s. mineur sortant  
M. G. L. Mouvement des sociaux libéraux (M. Olivier Stirn)  
Mou. act. Action française (royalistes)  
non inscrit non inscrit  
prés. cons. gén. président du conseil général  
prés. cons. rég. président du conseil régional  
Organisation Organisation des travailleurs  
opp. opposition  
P. C. parti communiste  
P. D. S. parti de la démocratie socialiste (M. Emile Mollat)  
P. F. C. Parti fédératif européen  
P. L. Progrès et Liberté (M. Jacques Stastelle)  
P. L. F. Parti libéral de France  
P. R. parti républicain  
P. S. U. parti socialiste unifié  
radical radical (favorable à la majorité)  
rad. g. radical de gauche  
réformateur réformateur  
réf. républicain indépendant  
R. L. République libérale  
R. P. R. Rassemblement pour la République  
ss étiqu. sans étiquette  
secr. E. secrétaire d'Etat  
secr. gén. secrétaire général  
sénat sénator  
soc. socialiste  
soc. ind. socialiste indépendant  
sout. soutien  
suff. expr. suffrages exprimés  
suff. suppl. supplément  
U. D. B. Union démocratique bretonne  
U. D. R. Union des démocrates pour la République  
Union la cause des socialistes et démocrate (pour les  
socialistes et les radicaux de gauche uniquement)  
U. J. P. Union des jeunes pour le progrès (jeunes candidats  
non R. P. D.)  
unib. union  
union union (réservé aux sénateurs)  
Upion Upion  
Un. g. Union démocratique  
Un. g. Union de la gauche

4° SECTEUR (4 sièges)  
1<sup>er</sup> arrondissement

ins. : 38 050; suff. expr. : 33 391.

Chiriac (R. de) : 10 423; s. : 5.

R.P.R. : Coffet, c. s. R.P.R.

Dohet, c. s. maj. prés., 8 608;

rauche (M. Barrau, P.S.). 5 215;

d'Ornano (M. Saint-Mar, C.D.S.-

R.P.R.). 4 767; s. : 1.

32 355; Joibert (M. Alterio), 476;

ext. g. (M. Ajzenberg), 445; Le

Pen (M. Duclos), 356; royaliste

(M. Amont), 88 BAL.

1971. — ins. : 39 833; suff. expr. :  
35 400; s. : 10 423; C.O.S.). 10 423;

U. dem (M. Eitelstein, P.C.).

3 614; ext. centre cathol. Cent.

10 423; s. : 1.

8 833; ext. g. (M. Lafont, P.S.).

1 442; ext. d. (M. Garry), 579; p.c.u.

131 Report. dist. Mounal, 131.

1976. — ins. : 10 291;

Glavard d'Estaling, 19 989;

**7<sup>e</sup> SECTEUR (4 sièges)**  
9<sup>e</sup> arrondissement  
Ins.: 38 658; suff. expr. 25 017.  
— Chirac (M.M. Espartero, dép., c. s. R.P.R.; Colbeau, c. s. R.P.R.; Mme Jacqueline Nebou, rad.), 8 510; gauche (M. Regnier, P.S.), 8 510; d'Oz (M. de la Fourrière, c. s. R.L.), 4 211; écol. (Mlle Roussel), 1 929; apol. et mod. (M. Correggiani), 972; ext. g. (Mlle Cauquil), 843; républicains démocrates indépendants (M. Ha-

(Dessein de PLANTU.

LANVIN  
2, rue Cambon, Paris 1<sup>er</sup> - Tél. 260.38.83

11<sup>e</sup> arrondissement

Ins. 81 339; suff. expr. 54 545.  
- Gauche (M.M. Berlemont, C. S.  
P.C.; Sarre, C. S. P.S.; Mme Bro-  
selle, C. S. P.C.; Wlos, C. S. P.C.I.  
R.P.R.), 13 649; M. Fanton, dép.  
R.P.R.), 13 649; (M. Brochet, S.  
bes, s'édig.) 8 989; écol. (M. Bro-  
chet), 4 988; ext. g. (M. Thora-  
val), 1 705; Le Pen (M. Bouquet),  
1 137; Jobert (M. Pernethin), 1 130.  
BALI.

1971. - Ins. 9 899; suff. expr. 51 700.  
- Ins. 91 024 (M. Berlemont, C.  
P.C.R.), 19 437; maj. (M. Fanton,  
U.D.R.), 15 895; ext. g. (M. Fera-  
ud), 8 595; ext. g. (M. Feraud,  
C.N. P.S.U.), 3 289; ext. d. (M. Pa-  
trist), 1 291.

1974. - Mittelrand, 33 287; Glusard  
d'Esting, 33 448.

En attendant un "bifteck" à votre boucher, avez-vous au moins envisagé de toutes les "arnaques" dont vous pourriez être la victime? Le harnache de la "gandé" est plein de pièges. Gault et Millau vous les révèlent et vous les éviterez aussi. Les précieuses adresses? celles de 42 meilleures boucheries de Paris. Le "Nouveau Guide" Gault-Millau, d'avis chez votre marchand de journaux.







Dans la région parisienne

LE PREMIER TOUR

ESSONNE

EVRY

Insc. : 9 438 ; suff. expr. : 6 816.  
— Un. g. (M. Jeanlin, cons. gén. P.S.), 3 874 ; 27 ELUS (15 P.S., 10 P.C., 1 rad. g. 1 div. g.) ; maj. (M. Boscher, dép., R.P.R., m. s.), 3 136.  
Sortants : 17 mod. maj., 3 R.P.R., 1 P.S.  
1971. — Ins. : 3 972 ; suff. expr. : 3 019 ; maj. (M. Boscher, U.D.R.), 1 453 ; div. g. (M. Uffreda, R.P.R., m. s.), 1 566.  
1974. — Mitterrand, 2 769 ; Giscard d'Estaing, 2 682.

ATHIS-MONS

Insc. : 17 743 ; suff. expr. : 12 126.  
— Un. g. (Mme Chemier, P.C.), 6 301 ; 31 ELUS (14 P.C., 10 P.S., 3 g. ind., 3 g. mod. app. 2 div. g.) ; maj. (M. L'Héguen, cons. gén. cent., m. s.), 5 825.  
Sortants : 12 cent., 3 R.P.R., 3 R.L., 2 M.D.S.F., 2 C.D.S., 2 mo.  
1971. — Ins. : 13 093 ; suff. expr. : 10 360 ; maj. (M. L'Héguen, cons. gén. cent., m. s.), 5 825 ; Dn. g. (M. Dostais, 4 362).  
1974. — Mitterrand, 7 374 ; Giscard d'Estaing, 5 977.

CORBEIL-ESSONNES

Insc. : 20 148 ; suff. expr. : 14 865.  
— Un. g. (M. Combrisson, dép. P.C.), m. s., 9 857 ; 31 ELUS (16 P.C., 8 P.S., 4 div. g. 2 rad. g., 1 P.S.U.), 5 178.  
Sortants : 20 P.C., 8 P.S., 1 rad. g., 1 div. g.  
1971. — Ins. : 17 384 ; suff. expr. : 12 891 ; Un. g. (M. Combrisson, P.C.), 8 997 ; maj. (M. Maitat), 3 899.  
1974. — Mitterrand, 9 233 ; Giscard d'Estaing, 8 303.

MASSY

Insc. : 22 369 ; suff. expr. : 15 323.  
— Un. g. (M. Germain, P.S. m. s.), 10 324 ; 33 ELUS (14 P.S., 12 P.C., 1 mod. app., 1 rad. g., 2 P.S.U., 3 div. g.) ; maj. (M. Puerker, R.L.), 4 889.  
Sortants : 13 P.C., 11 P.S., 4 div. g.  
1971. — Ins. : 17 518 ; suff. expr. : 11 721 ; Un. g. (M. Germain, P.S.), 6 963 ; GAN. Cent. dém. div. (M. Sotchiak, 2 332 ; maj. (M. Forquet), 2 187 ; P.S.U. (M. Vétard), 1 274.  
1974. — Mitterrand, 9 512 ; Giscard d'Estaing, 6 787.

SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Insc. : 17 333 ; suff. expr. : 12 600.  
— Un. g. (M. Oughe, cons. gén. P.C.), m. s., 7 909 ; 31 ELUS (20 P.C., 8 P.S., 2 rad. g., 1 div. g.) ; maj. (M. Roth, maj. prés.), 3 650 ; écol. (M. Thoreau), 1 039.  
Sortants : 16 P.C., 8 P.S.  
1971. — Ins. : 14 231 ; suff. expr. : 10 918 ; Un. g. (M. Oughe, P.C.), 5 432 ; maj. (M. Roth), 3 758 ; P.S.U. (M. Amboulet), 306.  
1974. — Mitterrand, 7 688 ; Giscard d'Estaing, 5 909.

SAVIGNY-SUR-ORGE

Insc. : 20 708 ; suff. expr. : 15 432.  
— Un. g. (M. Broseau, sén. C. g.), m. s., 8 617 ; 31 ELUS (19 P.C., 11 P.S., 1 rad. g.) ; maj. (M. Morigny), 8 615.  
Sortants : 16 P.C., 11 P.S., 4 div. g.  
1971. — Ins. : 18 609 ; suff. expr. : 12 590 ; Un. g. (M. Broseau, P.C.), 5 233 ; mod. (M. Morigny), 3 957 ; maj. (M. Baule), 2 778 ; Cent. dém. div. (M. Medori), 1 501 ; P.S.U. (M. Arbury), 310.  
1974. — Mitterrand, 8 890 ; Giscard d'Estaing, 7 597.

VIRY-CHATILLON

Insc. : 16 380 ; suff. expr. : 11 862.  
— Act. mun. (M. Longuet, mod. m. s.), 6 132 ; 31 ELUS (15 cent., 10 mod., 3 rad. g., 3 cent. ind.) ; un. g. (M. Gamet, P.C.), 4 406 ; GAN (M. Liger), 1 124.  
Sortants : 23 mod. maj., 3 M.D.S.F.  
1971. — Ins. : 13 126 ; suff. expr. : 9 897 ; Cent. dém. mod. (M. Longuet), 6 017 ; Un. g. (M. Gédé, P.C.), 3 670.  
1974. — Mitterrand, 6 533 ; Giscard d'Estaing, 5 497.

BRETIQNY-SUR-ORGE

Insc. : 10 549 ; suff. expr. : 7 777.  
— Un. g. (M. Blin, éd. s. P.C.), 4 089 ; 27 ELUS (13 P.C., 3 P.S., 3 P.S.U., 1 rad. g., 2 pers.) ; maj. (M. de Balhuc, cons. tech. au cabinet de M. Olivier Guichard), 3 628.  
M. Chambonnet, P.C., m. s., se représentait sur la liste de M. Blin.  
Sortants : 15 P.C., 4 P.C., 3 P.S.U., 3 div. g.  
1971. — Ins. : 7 518 ; suff. expr. : 5 571 ; Un. g. (M. Chambonnet, P.C.), 2 511 ; maj. (M. Andrieux), 1 994 ; mod. (M. Adnet), 733.  
1974. — Mitterrand, 4 479 ; Giscard d'Estaing, 3 434.

BRUNOY

Insc. : 12 883 ; suff. expr. : 9 757.  
— P.C.-rad. g. (M. Jacob, P.C.), 2 299 ; act. mun. (M. Maréchal, cons. mod., éd. s.), 1 659 ; P.S. (M. Guyparis), 1 531 ; mod. (M. Gockerton, c. s.), 1 277 ; écol. (M. Gavarry), 1 181. BALL.  
M. Prost, sén. non ins. m. s., ne se représentait pas.  
1971. — Ins. : 9 521 ; suff. expr. : 6 314 ; maj. (M. Prost), 3 705 ; Un. g. (M. Maréchal, P.C.), 1 364 ; GAN (M. Oughe), 1 191.  
1974. — Giscard d'Estaing, 5 034 ; Mitterrand, 4 221.

DRAVEIL

Insc. : 15 436 ; suff. expr. : 11 518.  
— Mod. maj. (M. Tournier-Laferte, mod. m. s.), 6 408 ; 27 ELUS (27 modérés) ; un. g. (M. Vandell, P.C.), 5 058.  
Sortants : 23 mod.  
1971. — Ins. : 13 183 ; suff. expr. : 9 333 ; maj. (M. Tournier-Laferte), 6 648 ; Un. g. (M. Payen, P.C.), 2 240.  
1974. — Mitterrand, 6 610 ; Giscard d'Estaing, 5 420.

ETAMPES

Insc. : 10 558 ; suff. expr. : 7 582.  
— Un. g. (M. Lefranc, cons. gén. P.C.), 3 833 ; 18 ELUS (19 P.S., 6 P.C., 1 P.S.U.) ; mod. maj. (M. Lefranc, adj. s.), 2 251 ; mod. (M. Crehan, adj. s.), 1 387. (Ball. pour 11 sièges.)  
M. Barrière, mod. maj., m. s., ne se représentait pas.  
Sortants : 18 mod. maj., 4 R.L., 2 R.P.R.  
1971. — Ins. : 9 093 ; suff. expr. : 6 489 ; mod. (M. Barrière), 3 234 ; Un. g. (Mme Rivet, P.C.), 2 764 ; P.S.U. (M. Andran), 373.  
1974. — Giscard d'Estaing, 4 199 ; Mitterrand, 3 875.

GRIGNY

Insc. : 11 148 ; suff. expr. : 7 031.  
— Un. g. (M. Rodriguez, P.C.), m. s., 4 506 ; 27 ELUS (14 P.C., 8 P.S., 5 mod.), maj. (M. Durkel, mod.), 2 502.  
Sortants : 13 P.C., 13 div. g.  
1971. — Ins. : 2 429 ; suff. expr. : 1 839 ; Un. g. (M. Muzard, P.C.), 1 072 ; GAN (M. Muehler), 371 ; Dn. g. (M. Tisser-Vigneau), 371.  
1974. — Mitterrand, 4 080 ; Giscard d'Estaing, 2 671.

MONTGERON

Insc. : 14 247 ; suff. expr. : 10 519.  
— Un. g. (M. Hardouin, cons. gén. P.S.), 4 947 ; act. mun. (M. Jasse, mod. adj. s.), 3 850 ; maj. (M. Pernet, rad.), 1 242 ; act. cent. (M. Gervu, 375. BALL.  
M. Cachat, mod. maj., m. s., ne se représentait pas.  
1971. — Ins. : 12 285 ; suff. expr. : 8 519 ; U.D.R., écol. ind. (M. Ceschet), 4 896 ; Act. loc. (M. Aubry, U.D.R.), 2 314 ; Un. g. (M. Girard, P.C.), 1 982.  
1974. — Giscard d'Estaing, 5 898 ; Mitterrand, 5 361.

MORSANG-SUR-ORGE

Insc. : 10 526 ; suff. expr. : 7 892.  
— Un. g. (Mme Rodriguez, cons. gén. P.C.), m. s., 4 851 ; 27 ELUS (16 P.C., 8 P.S., 5 mod., 1 rad. g.) ; maj. (M. 2 921).  
Sortants : 17 P.C., 6 div. g., 3 P.S., 1 rad. g.  
1971. — Ins. : 8 257 ; suff. expr. : 5 899 ; Un. g. (Mme Rodriguez, P.C.), 3 385 ; maj. (M. Vionet), 2 689.  
1974. — Mitterrand, 4 647 ; Giscard d'Estaing, 3 761.

ORSAY

Insc. : 8 514 ; suff. expr. : 6 057.  
— Mod. maj. (M. Thévenon, cons. gén. m. s.), 2 560 ; P.S. (M. Laurent), 1 883 ; P.C. (M. Dénari), 1 507. BALL.  
M. Roche (P.S.).  
A l'issue des élections, il n'y a plus guère que les écologistes pour arbitrer le duel serré entre M. Ducloux, député communiste, et le maire sortant modéré, M. Menand. Si les écologistes n'ont pas gagné à Corbeil-Bellancourt, ils ont empêché à Ruell-Malmaison la réélection de M. Baume, député, président du conseil général, en blanchant plus de trois mille voix.  
A Châtillon, M. Pierre Mazaud, ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ancien député (R.P.R.), n'a pas réussi à détronner M. Le Dauphin (P.C.), qui manque sa réélection au premier tour d'une quarantaine de suffrages.  
Le scrutin du second tour devrait être serré à Vanves, où le maire sortant, M. Roche (R.P.R.), est mis en ballottage par la gauche divisée, à Fontenay-aux-Roses, où le P.S. distance de peu le maire sortant (dem. maj.) ; à Meudon, où M. Cauet (R.L.) est d'une certaine façon, victime de l'écologie.

NANTERRE

Insc. : 39 672 ; suff. expr. : 25 468.  
— Un. g. (M. Saudmont, P.C.), m. s., 19 103 ; 39 ELUS (25 P.C., 7 P.S., 1 s. écol.) ; maj. (M. Longuet, R.P.R.), 6 538.  
Sortants : 35 P.C., 5 P.S., 7 div. g.  
1971. — Ins. : 35 277 ; suff. expr. : 23 589 ; Un. g. (M. Barbet, P.C.), 15 428 ; Nanterre (dem. ind.), Rousseau, 5 écol., 5 139 ; maj. (M. Rellin), 3 410.  
1974. — Mitterrand, 19 161 ; Giscard d'Estaing, 11 463.

ANTONY

Insc. : 34 833 ; suff. expr. : 24 408.  
— Un. g. (M. Aubry, P.C., sén. cons. gén. P.S., M.R.G., P.S.U.), 11 824 ; maj. (M. Suant, app. R.P.R., m. s.), R.L., C.D.S., 7 626 ; Act. loc. (M. Rousseau), 4 756. BALL.  
1971. — Ins. : 29 520 ; suff. expr. : 18 881 ; maj. (M. Suant, mod. ind.), 8 854 ; P.C. (M. Aubry, P.C.), 5 507 ; Cent. (M. Allard), 2 750 ; P.S.U. (M. Ravent), 1 529.  
1974. — Ins. : 23 790 ; suff. expr. : 14 038.  
— Un. g. (M. Ravera, cons. gén. P.C., m. s.), 10 701 ; 33 ELUS (21 P.C., 6 P.S., 6 s. écol.) ; maj. (M. Demarey, C.D.S., R.P.R., R.L., mod. maj.), 4 237.  
Sortants : 24 P.C., 5 P.S., 4 s. écol.  
1971. — Ins. : 22 422 ; suff. expr. : 14 051 ; Un. g. (M. Ravera, P.C.), 8 717 ; Maj. (M. Foullet, s. écol.), 5 334.

PALaiseau

Insc. : 17 476 ; suff. expr. : 12 538.  
— Un. g. (M. Vizez, dép. cons. gén. P.C., m. s.), 7 820 ; 27 ELUS (16 P.C., 10 P.S., 1 rad. g.) ; maj. (M. Moreau, mod.), 4 855.  
Sortants : 13 P.C., 8 P.S., 3 d. g.  
1971. — Ins. : 13 269 ; suff. expr. : 9 514 ; Un. g. (M. Vizez, P.C.), 4 389 ; maj. (M. Moreau), 4 477.  
1974. — Mitterrand, 7 427 ; Giscard d'Estaing, 5 557.

RIS-ORANGIS

Insc. : 14 828 ; suff. expr. : 10 789.  
— Un. g. (M. Perrin, P.C., m. s.), 5 063 ; 27 ELUS (15 P.C., 12 P.S.), mod. maj. (M. Marrou, cons. gén. mod. maj.), 5 086.  
Sortants : 15 P.C., 11 P.S.  
1971. — Ins. : 12 231 ; suff. expr. : 8 281 ; Un. g. (M. Perrin, P.C.), 4 232 ; Act. loc. (M. Bacchi, 2 715 ; maj. mod. (M. Collet), 2 519.  
1974. — Mitterrand, 5 638 ; Giscard d'Estaing, 5 553.

SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Insc. : 11 281 ; suff. expr. : 7 833.  
— Un. g. (M. Englander, cons. gén. P.C., m. s.), 4 636 ; 27 ELUS (12 P.C., 8 P.S., 6 pers.) ; Act. mod. (M. 1 711).  
Sortants : 16 P.C., 4 P.S., 6 d. g.  
1971. — Ins. : 8 024 ; suff. expr. : 5 965 ; Un. g. (M. Oughe, P.C.), 2 432 ; maj. (M. Perrin, U.D.R.), 1 742 ; Act. loc. (M. Postelle), 1 313.  
1974. — Mitterrand, 4 137 ; Giscard d'Estaing, 4 036.

VIGNEUX-SUR-SEINE

Insc. : 13 683 ; suff. expr. : 9 836.  
— Un. g. (M. Grinbaum, P.C.), m. s., 3 851 ; 27 ELUS (17 P.C., 3 P.S., 1 rad. g., 1 pers.) ; Maj. (M. Cheeré, mod. maj.), 3 926.  
Sortants : 17 P.C., 5 P.S., 4 rad. gauche.  
1971. — Ins. : 11 533 ; suff. expr. : 9 329 ; Un. g. (M. Grinbaum, P.C.), 4 395 ; maj. mod. (M. Cheeré), 2 337 ; mod. (M. Seyres, U.D.R.), 1 563.  
1974. — Mitterrand, 6 518 ; Giscard d'Estaing, 4 045.

YERRES

Insc. : 14 032 ; suff. expr. : 9 819.  
— Un. g. (M. Lucas, P.S.), 4 819 ; Maj. (M. Gosselme, mod. maj.), 3 862 ; P.S.U. (M. Aubry), 1 362. BALL.  
M. Sanaudier, cent. m. s., ne se représentait pas.  
1971. — Ins. : 10 485 ; suff. expr. : 7 535 ; cent. (M. Sanaudier), 3 745 ; déma. (M. Crespo, mod. ind.), 1 819 ; (M. L. 1 427 ; ext. g. (M. Attané), 633.  
Février 1976. — Election complémentaire destinée à pourvoir le siège du maire, André Mignon, P.S., et de son troisième adjoint, Auguste Leroy, s. écol., décédés.  
Ins. : 12 690 ; suff. expr. : 6 714 ; Un. g. (M. 2 520 ; mod. ind. des cons. déma. (M. 1 386 ; mod. (M. 491.  
1974. — Mitterrand, 6 134 ; Giscard d'Estaing, 4 854.

HAUTS-DE-SEINE

Les accords intervenus au sein de la majorité et de l'opposition ont eu pour conséquence une simplification du scrutin puisque deux listes s'affrontaient dans plus de la moitié des trente-six communes que compte le département. Aussi n'y a-t-il que onze ballottages.  
Dans les vingt villes de plus de 30 000 habitants, le P.C. en retrouve six d'emblée (Nanterre, Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Levallois-Perret, Malakoff), le P.S. une (Suresnes) et la majorité sept (Asnières, Boulogne-Billancourt, Clamart, Courbevoie, Montrouge, Neuilly, Puteaux).  
Le P.C. fait avec M. Aubry, sénateur, une percée remarquable à Antony, où il peut inquiéter M. Suant, apparenté au R.P.R., mais la gauche est en revanche engagée dans un ballottage difficile à Châtenay-Malabry, A Cligny, où il y avait désaccord au sein de la gauche. M. Schmaus, sénateur communiste, espérait poursuivre sur la lancée de son succès aux cantonales de 1975, mais à 180 voix près il est devancé par le maire sortant, M. Roche (P.S.).  
A Issy-les-Moulineaux, il n'y a plus guère que les écologistes pour arbitrer le duel serré entre M. Ducloux, député communiste, et le maire sortant modéré, M. Menand. Si les écologistes n'ont pas gagné à Corbeil-Bellancourt, ils ont empêché à Ruell-Malmaison la réélection de M. Baume, député, président du conseil général, en blanchant plus de trois mille voix.  
A Châtillon, M. Pierre Mazaud, ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ancien député (R.P.R.), n'a pas réussi à détronner M. Le Dauphin (P.C.), qui manque sa réélection au premier tour d'une quarantaine de suffrages.  
Le scrutin du second tour devrait être serré à Vanves, où le maire sortant, M. Roche (R.P.R.), est mis en ballottage par la gauche divisée, à Fontenay-aux-Roses, où le P.S. distance de peu le maire sortant (dem. maj.) ; à Meudon, où M. Cauet (R.L.) est d'une certaine façon, victime de l'écologie.

ASNIÈRES-SUR-SEINE

Insc. : 45 073 ; suff. expr. : 39 681.  
— Maj. (M. Maurice Bokanowski, sén. R.P.R., m. s.), R.L., C.D.S., rad.), 16 932 ; 37 ELUS (21 P.C., 7 P.S., 2 P.S.U., 6 s. écol.) ; maj. (M. Aubert, R.P.R., R.L., C.D.S., rad.), 10 235 ; ext. g. (Mme Amiel), 1 501.  
Sortants : 19 P.C., 10 P.S., 5 P.S.U., 3 div.  
1971. — Ins. : 42 826 ; suff. expr. : 36 749 ; Un. g. (M. Frelaut, P.C.), 19 538 ; m. s. (M. Julliard, U.D.R.), 11 282.  
1974. — Ins. : 32 753 ; suff. expr. : 23 033.  
— Maj. (M. Gérard Deprez, dép. R.L., m. s.), R.P.R., C.D.S., 12 837 ; 35 ELUS (10 P.C., 8 P.S., 4 C.D.S., 2 rad., 10 s. écol.) ; Un. g. (M. Denis, P.C., M.R.G., P.S.U.), 10 145.  
Sortants : 18 mod. maj., 10 R.P.R., 6 R.L.  
1971. — Ins. : 33 334 ; suff. expr. : 26 259 ; maj. (M. Gérard-Deprez, R.L.), 9 545 ; Un. g. (M. Guedes, P.C.), 7 436 ; cent. (M. Lohay, 3 269).

COURBEVOIE

Insc. : 32 753 ; suff. expr. : 23 033.  
— Maj. (M. Gérard-Deprez, dép. R.L., m. s.), R.P.R., C.D.S., 12 837 ; 35 ELUS (10 P.C., 8 P.S., 4 C.D.S., 2 rad., 10 s. écol.) ; Un. g. (M. Denis, P.C., M.R.G., P.S.U.), 10 145.  
Sortants : 18 mod. maj., 10 R.P.R., 6 R.L.  
1971. — Ins. : 33 334 ; suff. expr. : 26 259 ; maj. (M. Gérard-Deprez, R.L.), 9 545 ; Un. g. (M. Guedes, P.C.), 7 436 ; cent. (M. Lohay, 3 269).

GENNEVILLIERS

Insc. : 21 673 ; suff. expr. : 14 512.  
— Un. g. (M. Lanterrier, cons. g. P.C., m. s.), 11 278 ; 35 ELUS (27 P.C., 4 P.S., 4 s. écol.) ; maj. (M. Clero, R.P.R., R.L., C.D.S.), 3 334.  
Sortants : 25 P.C., 4 P.S.  
1971. — Ins. : 18 286 ; suff. expr. : 10 821 ; Un. g. (M. Lanterrier, P.C.), 10 621.



1. Villes passant de la majorité à l'opposition; 2. Villes passant de l'opposition à la majorité; 3. Ballottage; 4. Stabilité dans la majorité; 5. Stabilité dans l'opposition. A noter le cas particulier de Sevran (Seine-Saint-Denis), dont le maire, socialiste récemment passé au M.D.S.F., cède sa place à un communiste.

BOULOGNE-BILLANCOURT

Insc. : 60 578 ; suff. expr. : 39 722.  
— Maj. (M. Gorse, c. g. R.P.R., m. s.), R.L., C.D.S., 22 650 ; 4 ELUS (4 R.P.R., 12 C.D.S., 7 R.L., 8 s. écol.) ; Un. g. (M. Balbeher, P.C., P.S.), 12 503 ; écol. (M. Milhaud), 4 588.  
Sortants : 13 R.P.R., 12 cent., 8 mod. maj., 5 R.L.  
1971. — Ins. : 59 449 ; suff. expr. : 37 640 ; Un. g. (M. Gorse, P.C.), 11 477 ; maj. (M. Gorse, U.D.R.), 11 229 ; Cent. (M. Assoué, div. g.), 9 925.  
1974. — Giscard d'Estaing, 28 157 ; Mitterrand, 21 088.

CHATENAY-MALABRY

Insc. : 17 182 ; suff. expr. : 11 644.  
— Un. g. (M. Vons, P.S., m. s.), P.C., P.S.U.), 5 361 ; maj. (M. Baude, R.P.R.), 3 751 ; maj. (M. Dupuy), 1 744 ; div. g. (Mme Libessart), 788. BALL.  
1971. — Ins. : 12 908 ; suff. expr. : 8 819 ; P.S. (M. Milgosa), 5 572 ; P.C. (M. Joly), 1 312.  
Avril 1976. — Election complémentaire destinée à pourvoir le siège du maire, André Mignon, P.S., et de son troisième adjoint, Auguste Leroy, s. écol., décédés.  
Ins. : 16 765 ; suff. expr. : 9 064 ; Un. g. (P.S.), 4 985 ; P.C., 4 818 ; 12 207 ; P.S. (M. 1 144 ; C.D.S., 1 240 ; Mout. des dém. 2 111. F.P., 7 418 ; ex-U.D.R., 3 913.

CLAMART

Insc. : 33 518 ; suff. expr. : 23 207.  
— Maj. (M. Fonteneau, sén. C.D.S., m. s.), R.P.R., P.S.), cent. g. C.D.S., R.P.R.), 9 880 ; 10 R.P.R., 4 R.L., 4 rad. 3 s. écol.) ; un. g. (M. Durand, P.C., P.S., M.R.G., P.S.U.), 10 830.  
Sortants : 12 cent., 12 s. é., 6 R.P.R., 3 rad., 2 R.L.  
1971. — Ins. : 31 294 ; suff. expr. : 20 281 ; maj. (M. Fonteneau, Cent. dém.), 9 036 ; P.C. (M. Michaut, P.C.), 7 418 ; ex-U.D.R., 3 913.

CLICHY

Insc. : 25 408 ; suff. expr. : 17 401.  
— P.S. (M. Roche, P.S., m. s.), 7 388 ; P.C. (M. Schmaus, sén. c. g. R.P.R.), 7 207 ; maj. (Mme Baude, R.P.R.), 3 751 ; maj. (M. Dupuy), 1 744 ; div. g. (Mme Libessart), 788. BALL.  
1971. — Ins. : 23 757 ; suff. expr. : 17 694 ; P.S., cent. (M. Le Villain, P.S.), 8 526 ; P.C. (M. Sebmans), 5 531 ; maj. (M. Fortier), 3 337.

COLOMBES

Insc. : 45 738 ; suff. expr. : 32 742.  
— Un. g. (M. Frelaut, dép. cons. gén. P.C., m. s.), P.S., P.S.U.), 20 818 ; 39 ELUS (21 P.C., 10 P.S., 2 P.S.U., 6 s. écol.) ; maj. (M. Aubert, R.P.R., R.L., C.D.S., rad.), 10 235 ; ext. g. (Mme Amiel), 1 501.  
Sortants : 19 P.C., 10 P.S., 5 P.S.U., 3 div.  
1971. — Ins. : 42 826 ; suff. expr. : 36 749 ; Un. g. (M. Frelaut, P.C.), 19 538 ; m. s. (M. Julliard, U.D.R.), 11 282.

COURBEVOIE

Insc. : 32 753 ; suff. expr. : 23 033.  
— Maj. (M. Gérard-Deprez, dép. R.L., m. s.), R.P.R., C.D.S., 12 837 ; 35 ELUS (10 P.C., 8 P.S., 4 C.D.S., 2 rad., 10 s. écol.) ; Un. g. (M. Denis, P.C., M.R.G., P.S.U.), 10 145.  
Sortants : 18 mod. maj., 10 R.P.R., 6 R.L.  
1971. — Ins. : 33 334 ; suff. expr. : 26 259 ; maj. (M. Gérard-Deprez, R.L.), 9 545 ; Un. g. (M. Guedes, P.C.), 7 436 ; cent. (M. Lohay, 3 269).

GENNEVILLIERS

Insc. : 21 673 ; suff. expr. : 14 512.  
— Un. g. (M. Lanterrier, cons. g. P.C., m. s.), 11 278 ; 35 ELUS (27 P.C., 4 P.S., 4 s. écol.) ; maj. (M. Clero, R.P.R., R.L., C.D.S.), 3 334.  
Sortants : 25 P.C., 4 P.S.  
1971. — Ins. : 18 286 ; suff. expr. : 10 821 ; Un. g. (M. Lanterrier, P.C.), 10 621.

ISSY-LES-MOULINEAUX

Insc. : 27 468 ; suff. expr. : 19 288.  
— Un. g. (M. Ducloux, dép. cons. gén. P.C., P.S., M.R.G., P.S.U.), 8 798 ; Maj. (M. Menand, m. s.), mod. R.P.R., R.L., 6 715 ; Écol. (M. Philippart), 1 775. BALL.  
1971. — Ins. : 27 463 ; suff. expr. : 17 633 ; Un. g. (M. Ducloux, P.C.), 8 133 ; cent. mod.



# DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans la région parisienne

## FONTENAY-AUX-ROSES

Ins. : 14 889 ; suff. expr. : 10 524 — Un. g. (M. Le Bail, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## GARCHES

Ins. : 9 780 ; suff. expr. : 8 705. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LA GARENNE-COLOMBES

Ins. : 15 070 ; suff. expr. : 11 078. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LA GARENNE-COLOMBES

Ins. : 15 070 ; suff. expr. : 11 078. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## MARNES-LA-COQUETTE

Ins. : 988 ; suff. expr. : 780. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LE PLESSIS-ROBINSON

Ins. : 13 888 ; suff. expr. : 9 745. — Un. g. (M. G. G. G.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SAINT-CLOUD

Ins. : 17 618 ; suff. expr. : 11 678. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SEINE-SAINT-DENIS

La gauche améliore ses résultats dans l'un des départements qui lui sont le plus favorables. Elle conforte sa position dans les communes déjà acquises de longue date, comme Saint-Ouen, où les voix du maire, M. Fernand Lefort, sénateur communiste, dépassent de 80 % des suffrages exprimés. Mieux encore, elle enlève, dès le premier tour, Sevran et Neuilly-Plaisance. Dans la première ville, M. André Toutain, maire et conseiller général, exclu du P.S., est largement battu par la liste d'union de la gauche conduite par M. Vergnaud (P.C.). Dans la seconde, M. Charles Castella, sénateur et maire (mod. maj.), est défait par la liste conduite par M. Marc, conseiller général (P.C.).

Dans cinq villes, la lutte s'annonce particulièrement rude au deuxième tour en raison des scores de la gauche : Gagny, où M. Raymond Valent, député et maire R.P.R., est mis en ballotage par une liste de C.D.S. et de R.I. ; Noisy-le-Grand et Villepinte semblent à portée du parti communiste. A Neuilly-sur-Marne et, dans une moindre mesure, à Villemonble, le P.S. est le mieux placé.

Placée dans une certaine défensive, la majorité n'a qu'une raison de se réjouir : Le Bourget n'est pas tombé aux mains du P.C. et, malgré un ballottage difficile, la partie est loin d'être perdue pour M. Cadot, maire adjoint sortant (mod. maj.).

Par ailleurs, la majorité n'a pas pu concrétiser ses espoirs de revanche. A Rosny-sous-Bois, M. Roger Daviet, conseiller général et maire (P.C.), ne semble plus pouvoir être inquiété grâce à ses 1 500 voix d'avance. Enfin, Montfermeil, est resté dans le camp de la gauche pour 133 voix. En 1971, déjà, la majorité avait échoué de 357 suffrages.

## BOBIGNY

Ins. : 20 629 ; suff. expr. : 13 025. — Un. g. (M. Valbon, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## AUBERVILLIERS

Ins. : 23 974 ; suff. expr. : 20 635. — Un. g. (M. Karmann, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## AULNAY-SOUS-BOIS

Ins. : 23 366 ; suff. expr. : 23 701. — Un. g. (M. Karmann, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SCAUX

Ins. : 12 245 ; suff. expr. : 9 304. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SEVRES

Ins. : 13 759 ; suff. expr. : 8 583. — Un. g. (M. Lemaire, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VAUVRESSON

Ins. : 5 080 ; suff. expr. : 3 340. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. : 12 114 ; suff. expr. : 9 019. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LE BLANC-MESNIL

Ins. : 25 330 ; suff. expr. : 17 244. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## BONDY

Ins. : 27 781 ; suff. expr. : 19 097. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LA COURNEUVE

Ins. : 17 953 ; suff. expr. : 11 770. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## DRANCY

Ins. : 37 926 ; suff. expr. : 25 114. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## ÉPINAY-SUR-SEINE

Ins. : 25 371 ; suff. expr. : 15 990. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## GAGNY

Ins. : 21 444 ; suff. expr. : 15 601. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LIVRY-GARGAN

Ins. : 30 948 ; suff. expr. : 13 700. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## MONTREUIL

Ins. : 55 130 ; suff. expr. : 34 124. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-GRAND

Ins. : 15 517 ; suff. expr. : 11 491. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-SEC

Ins. : 21 878 ; suff. expr. : 13 870. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-GRAND

Ins. : 15 517 ; suff. expr. : 11 491. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-GRAND

Ins. : 15 517 ; suff. expr. : 11 491. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-GRAND

Ins. : 15 517 ; suff. expr. : 11 491. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## NOISY-LE-GRAND

Ins. : 15 517 ; suff. expr. : 11 491. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## PANTIN

Ins. : 24 320 ; suff. expr. : 15 469. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## ROSNY-SOUS-BOIS

Ins. : 19 423 ; suff. expr. : 13 247. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SAINT-DENIS

Ins. : 43 968 ; suff. expr. : 27 188. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SAINT-OUEN

Ins. : 24 199 ; suff. expr. : 13 894. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## SEVRAN

Ins. : 15 200 ; suff. expr. : 11 139. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## STAINS

Ins. : 17 338 ; suff. expr. : 8 817. — Un. g. (M. Fregosse, P.S., P.C.), 4 415 ; M. J. Bodin, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971.

## LE BOURGET

Ins. : 6 076 ; suff. expr. : 4 462. — M. J. Bodin, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 325 ; E. Volle (M. G. G. G.), 1 819. R. L. 1971. — Ins. : 12 282 ; suff. expr. : 7 589 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4 415 ; M. J. Dolivet, mod. maj., 4



[ ] Communes acquises à la majorité  
 [ ] La majorité en tête  
 [ ] Communes acquises au parti communiste  
 [ ] Communes acquises à la gauche non communiste  
 [ ] Communes où la gauche est en tête

HAUTE-DE-SEINE  
 SEINE-SAINT-DENIS  
 PARIS  
 VAL-DE-MARNE

M. Constantin, cent., m. s., ne  
se représentait pas.  
Sortants : 19 mod.

1971. — Ins. : 2 596 ; snuff. expr. :  
1982 : Cent. g. (M. Bertrand), 780 ;  
div. d. (M. Béranger), 700 ; P.C.  
(M. Gagnon), 102.

**VILLENEUVE-LE-ROI**

— Un. g. 1M. Kalinsky, dep.  
P.C., m. s.), 6536, 27 ELUS.  
Sortants : 18 PC 3 div n

1971. — lxx. : 12637 ; suff. expr. :  
9007 ; Un. dem. 131. Kalloski, P.C.),

VILLIERS-SUR-MARNE

— Div. g. (M. Rouy, m. s.), 2921 :  
P.S. (M. Delaporte), 2465 : Un.

1971. — Ins. : 9 368 ; suff. expr. : 9 364 ; P.S. (31 Rouv.) 7 963 ; D.C.

(M. Roth), 1143; Un. prog. (M. Da-  
raffbourg), 581.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



## Education

## Education

e mars

## S ET L'ÉCOLE

nt les élas des prochaines  
nde place. L'enseignement

de d'une commune (près de  
es, plus de 30 % pour les

communes qui n'ont permis,  
prolongation de la scolarité  
qui ressort d'une enquête

des communes de toilles  
de toutes les orientations

épenses obligatoires, une  
voir une politique originale  
mpires — et pas seulement

ent à la fois des « transferts  
ter de la part de l'Etat, et  
dministration.

— MM. Mauroy (Lille),  
Mansbourg, Fréville (Rennes),  
Mable. Chahon-Delmas (Eau-

exposent également, dans  
de l'action municipale an

\_\_\_\_\_

**Sommaire :**

répondent. Des conseils de  
ian des enfants. Suède : que  
? Des collégiens à l'usine.

université populaire d'Alsace.  
Soriano. Les métiers du droit.  
ologie? Scolariser les enfants

---

11 numeros par an!, 50 F.  
EDUCATION n.

27 Paris Cedex 09.

# Le Monde de l'éducation

## Numéro de mars

### LES COMMUNES ET L'ÉCOLE

Parmi les tâches qui attendent les élus des prochaines municipales, l'école tient une grande place. L'enseignement est la première dépense ordinaire d'une commune (près de 20 % du budget pour les petites, plus de 30 % pour les grandes).

C'est l'effort supporté par les communes qui a permis, depuis quinze ans, d'assurer la prolongation de la scolarité et la démocratisation. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par Guy HERZLICH dans des communes de tailles et de régions différentes et de toutes les orientations politiques.

Malgré l'importance des dépenses obligatoires, une commune peut, si elle le veut, avoir une politique originale en la matière. Mais beaucoup de maires — et pas seulement ceux de l'opposition — se plaignent à la fois des « transferts de charges » qu'elles ont à supporter de la part de l'Etat, et du contrôle tatillon exercé par l'administration.

Huit maires de grandes villes — MM. Masurel (Lille), Duraménil (Le Havre), Piffardin (Strasbourg), Fréville (Rennes), Royer (Tours), Dubedout (Grenoble), Chaban-Delmas (Bordeaux) et Defferre (Marseille) — exposent également, dans des interviews, leur conception de l'action municipale en matière éducative.

#### Egalement au sommaire :

L'échec des C.E.S. : les lecteurs répondent. Des conseils de lecture pour les parents sur l'éducation des enfants. Suède : que vont faire les partis « bourgeois » ? Des collégiens à l'usine. L'ornatisme de l'université de Pau. L'université populaire d'Alsace. Que feroient des contes, par Marc Sotiron. Les métiers du droit. Une semaine avec une année de psychologie ? Scolariser les enfants malades.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an), 50 F.

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »,  
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09.

هكذا من الجبل























## LE PREMIER TOUR

R.I. m. a.), 3500; P.S. (M. Gaud, cons. gen.), 2700; P.C. div. g. (M. Le Goff, P.C.), 1100. **RAIL.**

**SALERIS.** — Ins., 4323; suff. expr., 3373. — Maj. (M. Corrèze, dép. R.P.R., m. a.), 2293, 23 ELUS (15 mod. maj., 5 R.P.R., 3 C.D.S.); Un. g. (M. Fillet, P.C.), 910.

**Sorantis.** — 15 mod. maj., 5 R.P.R., 3 cent.

suff. expr. : 7972 - Cent. g.  
 (M. Lasneau, soc. ind. m. a.),  
 4 680, 27 ELUS (13 cent. g., 7 cent.  
 et mod., 5 soc. ind., 2 R.I.) ; Un.g  
 (M. Barreau, P.S.), 3 144.  
 Sortants : 13 cent. g. 7 mod.  
 maj., 5 soc. ind. 3 R.I.

*Importante poussée de la gauche  
 à Blois par rapport aux municipales  
 de 1971. Alors que le nombre de ra-  
 ifrages exprimés en 1977 est supérieur  
 de 4 025, le nombre des voix de gau-*

51,3 % des suffrages alors qu'en 1971 elle avait obtenu près de 60 % des voix. Le parti communiste, majoritaire au chef-lieu du Loir-et-Cher jusqu'aux législatives de 1973, est maintenant distancé par le parti socialiste.

St. à Vendôme et à Salbris, les maires sortants l'emportent aisément sur l'union de la gauche, le sénateur Thyraud (R.J.), maire de Romorantin, est en ballottage assez difficile.

renouer, après avoir menacé d'abandonner le poste, le maire en place, contre lequel il s'était présenté, s'est refusé cette fois-ci à tenter d nouveau sa chance. Les suffrages de l'électorat socialiste ayant été

lektion de M. Péllet lui ont fait dédaigner le dimanche.

Après une dernière passe de la gauche, celle de Bide-de-Gier, et la diatribe traditionnelle courtoise sur la médiocrité de la droite, M. Michel Durafour, avec 32,54 % des suffrages, a été élu député de la circonscription, derrière la liste de l'union de la gauche, soit le deuxième d'un bon millier de députés élus. Le député communiste national du député R.P.F. de la circonscription, M. Paul Rivière, a été élu par un autre parlementaire R.P.F., M. Paul Rivière, compagnon de la démission et son refus de garder l'union en options pour M. Bernard Lemaire, député de la circonscription I.U.F.J. C'est-à-dire, candidat de la majorité contre M. Durafour, avec l'appui du renfort des amis de M. Michel Durafour, M. Joseph Sarguolou, communiste, M. Joseph Sarguolou, communiste, la gauche, avec 44,92 % des suffrages.

Enfin, en progression, déjà remarquée lors des dernières élections

Saint-Chamond pour la première fois depuis près d'un demi-siècle.

torique », M. Antoine Pinay, il est vrai, n'était plus candidat. Son dauphin, M. Henri Gidrol, est cependant, avec 47,39 % des voix, en balottage favorable. Sa victoire est sans doute ée assurée sans la lute écolopique, qui a obtenu 9,67 % des suffrages. L'union de la gauche a

**LE PUY**

Ins. s. 4300; suff. exp. : 8380.  
— Ins. s. 4300. Pournouron. dép.  
C.D.S., 4953. 16 ELUS : Un. g.  
— M. Léger, P.S., 3024; Mod. et  
div. g. (M. Gardès, div. g.).  
1734. (Bail. pour 11 sièges)

M. Louis Porte, M.S., C.D.S. In-  
figure sur la liste de M. Pournou-  
ron. 16 ELUS : 12 élus parmi les  
élus du premier tour.

1871. — Ins. : 14380; suff. exp. :  
9533; div. mod. 19. Quicriac. dép.  
1849. 1321; div. (M. Gardès, rad.).  
1248. 10 ELUS : M. Prommer, U.D.R.,  
2181. P.C. (M. Ronz), 1237; ss. élig. :  
2270.

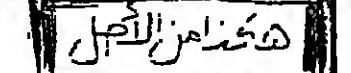
1974. — Girard d'Estaling. 7129  
Mitterrand. 4816.

. . .

**BRIEUDE**. — Ins. : 4734;  
suff. exp. : 3844. — Un. g.  
(M. Eyraud, dép. P.S. m. s.),  
10 ELUS : 10 ELUS : maj., M. Dubois,  
s. élig. 10 ELUS : 10 ELUS : 10 ELUS :  
présentant pas : 417. (Bail. pour  
13 sièges).

. . .

**LANEAGE**. — Ins. : 3360; suff.  
exp. : 2840. — Un. g. (M. Cha-  
pelle, P.S., 1604, 18 ELUS  
C.D.S., 1604, 18 ELUS : 18 ELUS :  
C.D.S., R.P.R., 1268, 18 ELUS : 18 ELUS

[illegible]

*Silk cut  
L'anglaise douce.*

GALLAHUE LONDRES - BELFAST



# DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans les autres départements

## LOIRE-ATLANTIQUE

### NANTES

Ins. : 132 881 ; suff. expr. : 100 968.  
— Un. g. (M. Chénard, c. g. P.S.), 44 905 ; mai. (M. Morice, anc. ind. éd., conc. r.p., m. s. P.S.D., CNIP, div. m.a.), 44 177 ; Mouv. dém. (M. Bourdieu), 12 286. BAILL.  
1974. — Ins. : 147 491 ; suff. expr. : 132 881 ; suff. expr. : 100 968. 23 289 ; P.S. : 23 289 ; cent. r.p., cent. dém., 12 286 ; P.S.D., 12 286 ; P.S., 12 286 ; div. g. (M. Morice, c. g. P.S.), 12 286.  
1974. — Clésard d'Estaling, 23 289 ; Mitterrand, 23 286.

### REZE

Ins. : 23 282 ; suff. expr. : 16 427.  
— Un. g. (M. Plancher, c. g. P.S.), 10 113 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Maugé, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.  
1974. — Ins. : 19 574 ; suff. expr. : 14 012 ; suff. expr. : 10 113 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Maugé, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-NAZAIRE

Ins. : 40 864 ; suff. expr. : 30 937.  
— Un. g. (M. Caux, P.S.), 27 315 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Garin, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-HERBLAIN

Ins. : 40 188 ; suff. expr. : 14 006.  
— Un. g. (M. Ayraud, c. g. P.S.), 8 253 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chausy, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### LA BAULE-ESCOUBLAC

Ins. : 10 418 ; suff. expr. : 8 745.  
— Un. g. (M. Guichard, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### BOUGUENAI

Ins. : 8 280 ; suff. expr. : 6 280.  
— Un. g. (M. Audin, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Genty, mod. m.a.), 1 765.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### CHATEAUBRIANT

Ins. : 8 284 ; suff. expr. : 6 704.  
— Un. g. (M. Buisson, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Buisson, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### COUREN

Ins. : 8 434 ; suff. expr. : 6 491.  
— Un. g. (M. Morand, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Morand, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### ORVAULT

Ins. : 12 134 ; suff. expr. : 6 491.  
— Un. g. (M. Poulade, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Poulade, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE

Ins. : 10 418 ; suff. expr. : 8 745.  
— Un. g. (M. Guichard, conc. r.p., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### VERTEUIL

Ins. : 8 455 ; suff. expr. : 6 491.  
— Un. g. (M. Dele, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Dele, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

## LOIRET

### ORLÉANS

Ins. : 54 097 ; suff. expr. : 37 588.  
— Un. g. (M. Thénard, mod. m.a.), 23 289 ; P.S. : 23 289 ; cent. r.p., cent. dém., 12 286 ; P.S.D., 12 286 ; P.S., 12 286 ; div. g. (M. Morice, c. g. P.S.), 12 286.  
1974. — Clésard d'Estaling, 23 289 ; Mitterrand, 23 286.

### CHATELAIN-SUR-LOING

Ins. : 6 992 ; suff. expr. : 4 497.  
— Un. g. (M. Louch, P.C., app. P.C.), 2 329 ; 27 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Louch, P.C.), 2 329.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### PLEURY-LES-AUBAIS

Ins. : 9 998 ; suff. expr. : 7 639.  
— Un. g. (M. Chénard, P.C., m. s. P.S.D., 6 div. g.), 6 314.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### GIEN

Ins. : 8 272 ; suff. expr. : 6 445.  
— Un. g. (M. Boyer, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Boyer, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### MONTARGIS

Ins. : 10 016 ; suff. expr. : 7 439.  
— Un. g. (M. Bouche, mod. m.a.), 2 329 ; 27 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Bouche, mod. m.a.), 2 329.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### OLIVET

Ins. : 7 138 ; suff. expr. : 5 362.  
— Un. g. (M. Salé, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Salé, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-JEAN-DE-LA-BUE

Ins. : 8 116 ; suff. expr. : 5 998.  
— Un. g. (M. Porteuille, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Porteuille, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-JEAN-DE-BRAYE

Ins. : 8 681 ; suff. expr. : 4 916.  
— Un. g. (M. Joriot, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Joriot, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-JEAN-DE-LA-BUE

Ins. : 8 116 ; suff. expr. : 5 998.  
— Un. g. (M. Porteuille, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Porteuille, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-JEAN-DE-BRAYE

Ins. : 8 681 ; suff. expr. : 4 916.  
— Un. g. (M. Joriot, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Joriot, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### SAINT-JEAN-DE-LA-BUE

Ins. : 8 116 ; suff. expr. : 5 998.  
— Un. g. (M. Porteuille, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Porteuille, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

## LOZÈRE

### MENDE

Ins. : 5 784 ; suff. expr. : 4 462.  
— Un. g. (M. Gaudier, P.S.), 2 329 ; 27 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Gaudier, P.S.), 2 329.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### LANGOGNE

Ins. : 2 780 ; suff. expr. : 2 087.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### MARVEJOLS

Ins. : 3 208 ; suff. expr. : 2 598.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

## LOT

### CAHORS

Ins. : 10 096 ; suff. expr. : 8 321.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

## LOT

### CAHORS

Ins. : 10 096 ; suff. expr. : 8 321.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

### FIGEAC

Ins. : 6 790 ; suff. expr. : 5 096.  
— Un. g. (M. Paire, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Paire, P.S.), 3 384.  
Sortants : 20 P.S., 6 mod. m.a., 1 P.C.

## MARNE

### CHALONS-SUR-MARNE

Ins. : 27 545 ; suff. expr. : 20 178.  
— Un. g. (M. Reyliet, P.S.), 11 707 ; 35 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Reyliet, P.S.), 11 707.  
Sortants : 13 P.S., 10 C.D.S., 6 mod. m.a.

### REIMS

Ins. : 91 221 ; suff. expr. : 65 457.  
— Un. g. (M. Lambin, P.S.), 33 518 ; 35 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Lambin, P.S.), 33 518.  
Sortants : 12 P.S., 9 C.D.S., 8 mod. m.a., 7 R.I. 1 siège vacant (R.P.R.).

### SAINT-LO

Ins. : 13 230 ; suff. expr. : 9 732.  
— Un. g. (M. Patru, P.S.), 3 384 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Patru, P.S.), 3 384.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### CHERBOURG

Ins. : 16 577 ; suff. expr. : 12 814.  
— Un. g. (M. Darinot, P.S.), 7 145 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Darinot, P.S.), 7 145.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

## SAINT-LO

### CHERBOURG

Ins. : 16 577 ; suff. expr. : 12 814.  
— Un. g. (M. Darinot, P.S.), 7 145 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Darinot, P.S.), 7 145.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER

Ins. : 2 889 ; suff. expr. : 2 422.  
— Un. g. (M. Chénard, P.S.), 1 013 ; 31 ELUS (25 P.C., 3 P.S., 2 div. g.) ; mai. (M. Chénard, P.S.), 1 013.  
Sortants : 18 P.S., 6 P.C., 3 P.S.U., 2 M.R.G.

### SAINT-CHÉLY-D'APCHER



















Dans les autres départements

(Suite de la page 19.)

2 élus; P.S. (M. Bonnal), 1418; P.C. (M. Gaillet), 1380. (Ball. pour 25 sièges.)

**CAUSSE-DE-VAL** — Ins.: 8893; suff. expr.: 3453. (M. R.P.R., 2 élus; P.S. (M. Bonnal), 1418; m. s.), 1714, 22 ELUS; Un. g. (M. Baudouin, P.S.), 1398. (Ball. pour 2 sièges.)

**MOISSAC** — Ins.: 8011; suff. expr.: 8062. Un. g. (M. Rigal), cons. gén. rad. g. m. s. P.C. (P.S.), 2135, 28 ELUS; m. s. (M. Devaux, anc. m.), 2449; div. g. (M. Boudier), 454; mod. m. s. (M. Moulet, C.D.S.), 182. (Ball. pour 2 sièges.)

M. Louis Delmas, maire depuis 1965, conserve aisément son fauteuil avec 81 % des voix. Son adversaire, M. José Combes, est même battu dans son propre canton. M. Combes, ancien député, est en général républicain, avec quelques nuances. A Causse-de-Val, M. Jean Boudouin, conseiller général, fait sa liste à la victoire, mais un siège est en jeu.

A Valence-d'Agen, M. Jean-Michel Baylet, directeur de la Dégénération de la République, a obtenu la majorité dans le canton de la République. M. Baylet, ancien député, est en général républicain, avec quelques nuances. A Valence-d'Agen, M. Jean-Michel Baylet, directeur de la Dégénération de la République, a obtenu la majorité dans le canton de la République. M. Baylet, ancien député, est en général républicain, avec quelques nuances.

A Castelarronaix enfin, où le maire sortant, M. Armand Alary, P.S., ne se représente pas, les communistes ou ceux de la gauche ont obtenu un siège. M. Alary, ancien député, est en général républicain, avec quelques nuances.

VAR

TOULON

Ins.: 118 505; suff. expr.: 82 126. M. Arreckx, R.I., m. s., mod. m. s., 24 739; m. s. (M. Simon-Lorion, R.P.R., m. s. de Sainte-Maxime, mod. m. s.), 21 285; P.C. (M. Daniel de March, P.C., ex-P.S.), 18 443; P.S. (vice-amiral Sanguinetti, gaull. exp. P.S.), 10 790; mod. m. s. (M. Oudin, C.D.S.), 3 490; div. g. (M. Arion), 2 371. (Ball. pour 15 sièges.)

1971. — Ins.: 98 578; suff. expr.: 58 818. Cant. (M. Arreckx), 25 824; Un. g. (M. Barthelemy, P.C.), 17 884; Gaull. (M. Leterrier), 11 111; mod. m. s. (M. Filicetti), 3 329.

HYERES

Ins.: 24 244; suff. expr.: 17 778. M. M. Benard, mod. R.P.R., m. s., 11 400; P.C. (M. Ayrol, 2894). (Ball. pour 15 sièges.)

1971. — Ins.: 21 421; suff. expr.: 15 197; Un. g. (M. Caten, P.C.), 8 747; m. s. (M. Benard, U.D.R.), 5 111; mod. m. s. (M. Filicetti), 3 329.

LA SEYNE-SUR-MER

Ins.: 33 171; suff. expr.: 22 281. Un. g. (M. Giovannini, P.C., m. s., P.S.), 14 259, 33 ELUS (24 P.C., 8 P.S.); R.I. (M. Paechi), 7 090; R.P.R. (M. Perrigot), 1 932. (Ball. pour 15 sièges.)

1971. — Ins.: 21 421; suff. expr.: 15 197; Un. g. (M. Caten, P.C.), 8 747; m. s. (M. Benard, U.D.R.), 5 111; mod. m. s. (M. Filicetti), 3 329.

DRAGUIGNAN

Ins.: 14 230; suff. expr.: 10 335. P.S. (M. Solaud, P.S., 666, prés. cons. gén. m. s. div. g. mod.), 6 288, 27 ELUS (13 soc. 10 div. g. mod. m. s.); mod. m. s. (M. Lacroix, mod. m. s.), 2 848; P.C. (M. Lacroix), 1 803. (Ball. pour 15 sièges.)

SAINT-RAFAEL

Ins.: 15 905; suff. expr.: 10 940. M. M. Laurin, anc. m. s. anc. mod. m. s. R.P.R., R.I. div. g., 4 937; Un. g. (M. Gomez,

rad. g. m. s. P.S. P.C.), 4 200; m. s. (M. Roy, div. g.), 1 983. (Ball. pour 15 sièges.)

SIX-POURS-LA-PLAGE

Ins.: 13 901; suff. expr.: 10 250. Div. g. (M. Bapstiste, cons. gén. m. s.), 6 917; Un. g. (M. Courcier, P.S. P.C.), 3 245; div. g. (M. Cravetto), 2 204. (Ball. pour 15 sièges.)

A Toulon se déroulent les élections cantonales. Les communistes ont obtenu la majorité dans le canton de la République. M. Baylet, ancien député, est en général républicain, avec quelques nuances.

VENDEE

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

CHALLANS

Ins.: 8 029; suff. expr.: 4 044. M. M. Leveille, cons. gén. R.I., m. s. div. g. d., 3 700, 15 ELUS; m. s. (M. Leveille, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Leveille), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

FOUENTENAY-LE-COMTE

Ins.: 8 572; suff. expr.: 4 458. M. M. Ponsard, cons. gén. m. s. div. g. d., 3 598; m. s. (M. Ponsard, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Ponsard), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

de maire sortant à tout un rôle déterminant dans cette confrontation et que la situation de la majorité a été déstabilisée par les communistes. C'est ce qui explique l'échec de M. Bouz (R.P.R.) et de M. Dubois, conseiller général C.D.S., qui avaient fait de l'entrée des communistes au conseil municipal leur principal cheval de bataille.

VENDEE

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

CHALLANS

Ins.: 8 029; suff. expr.: 4 044. M. M. Leveille, cons. gén. R.I., m. s. div. g. d., 3 700, 15 ELUS; m. s. (M. Leveille, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Leveille), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

FOUENTENAY-LE-COMTE

Ins.: 8 572; suff. expr.: 4 458. M. M. Ponsard, cons. gén. m. s. div. g. d., 3 598; m. s. (M. Ponsard, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Ponsard), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

premier vice-président (C.D.S.) du conseil général. Après minutes de débats, le conseil a élu M. Bouz (R.P.R.) et M. Dubois, conseiller général C.D.S., qui avaient fait de l'entrée des communistes au conseil municipal leur principal cheval de bataille.

VENDEE

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

CHALLANS

Ins.: 8 029; suff. expr.: 4 044. M. M. Leveille, cons. gén. R.I., m. s. div. g. d., 3 700, 15 ELUS; m. s. (M. Leveille, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Leveille), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

FOUENTENAY-LE-COMTE

Ins.: 8 572; suff. expr.: 4 458. M. M. Ponsard, cons. gén. m. s. div. g. d., 3 598; m. s. (M. Ponsard, P.C. P.S.), 1 287; mod. m. s. (M. Ponsard), 1 287. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour 15 sièges.)

LA ROCHE-SUR-YON

Ins.: 24 382; suff. expr.: 19 044. Un. g. (M. Auzette, P.S. P.C., P.S.), 9 891, 33 ELUS (17 P.S., 11 P.C., 5 P.S.U.); m. s. (M. Caillaud, P.S.), 9 182. (Ball. pour



# DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Dans les autres départements

## SEINE-ET-MARNE

Elle n'acquiesce pas à la majorité, la Seine-et-Marne bascule peu à peu dans l'opposition. Dès le premier tour, l'union de la gauche a conquis la mairie de Meaux, aux dépens d'une municipalité sortante de tendance centriste, et celle de Combs-la-Ville, où M. André Vivien, député socialiste, devance une liste modérée. M. Harnoy, député R.P.R., est en ballottage difficile à Coulommiers, mais en revanche M. Jacques (R.P.R.) est réélu à Melun, M. Dally, vice-président du Sénat, élu au premier tour en 1971, est cette fois-ci en ballottage, favorable il est vrai. Quant à M. Alain Peyrefitte, il est réélu au premier tour, comme prévu, mais c'est une petite surprise — seulement trois de ses collègues se retournent pas devant les urnes dimanche prochain. Pour le reste, l'union de la gauche a dominé communiste consolide ses positions à Dammarie-les-Lys, Montreuil, Villeparisis, Mitry-Mory, tandis que la majorité maintient les siennes à Avon et Moret. La course reste ouverte à Chelles, où le maire sortant M. Rabourdin (R.P.R.), avait choisi de se présenter dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements de Paris: l'électorat écologiste peut faire la différence.

### MELUN

Ins.: 19 488; suff. expr.: 12 538.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### CHELLES

Ins.: 21 986; suff. expr.: 14 966.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### MEAUX

Ins.: 20 454; suff. expr.: 13 327.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### AVON

Ins.: 5 042; suff. expr.: 5 042.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### COULOMMIERS

Ins.: 5 042; suff. expr.: 5 042.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### DAMMARIE-LES-LYS

Ins.: 5 042; suff. expr.: 5 042.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## VAL-D'OISE

Sur les 185 communes qui compte le Val-d'Oise, 137 étaient acquises à la majorité après les municipales de 1971. En 1977, la gauche progresse principalement dans les communes qui ont accueilli des populations nouvelles. Il en est ainsi dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et à Saint-Quentin-l'Aumône et Cergy qui sont le cadre de ballottages favorables à la gauche. A Fontainebleau, M. Adolphe Chavvin (C.D.S.), sénateur et maire depuis vingt-cinq ans, a été personnellement mis en ballottage. Après son échec aux élections cantonales de 1975, cette nouvelle découverte le met en position très difficile.

Deux phénomènes ont principalement caractérisé ce premier tour de scrutin: une poussée à gauche dans les communes qui ont subi des évolutions démographiques, et le maintien des maires sortants dans les communes à population plus stable. Les municipalités communistes d'Argenteuil, de Garges, de Sarcelles, de Bezons et de Gonesse ont reconquis, ainsi que celle de Villiers-le-Bel pour le P.S. Il en est de même pour la majorité à Deuil-la-Barre, Eauboune, Enghien, Ermont, Goussainville, Sannois et Soisy.

En revanche, la gauche a mis en ballottage M. Blonde (R.I.) à Francouville. A Saint-Germain, le maire sortant, M. Léon Hovnanian (centre gauche), est mis en difficulté par la liste socialiste sur laquelle figure M. Neuschwander, ancien administrateur de Lp.

A L'Isle-Adam, M. Poulitowski a retrouvé son siège, de même que son suppléant, M. de Kervéguen, à Vigny. A Taverny, enfin, la gauche menace la municipalité sortante.

### ARGENTEUIL

Ins.: 52 909; suff. expr.: 24 088.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### GARGES-LES-GONNESSE

Ins.: 16 077; suff. expr.: 9 576.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

### SARCELLES

Ins.: 16 077; suff. expr.: 9 576.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## EAUBOUFFE

Ins.: 14 850; suff. expr.: 10 427.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## ENGHIEN-LES-BAINS

Ins.: 7 881; suff. expr.: 5 177.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## ERMONT

Ins.: 14 850; suff. expr.: 10 427.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## FRANCONVILLE

Ins.: 13 832; suff. expr.: 10 233.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## GONESSE

Ins.: 10 383; suff. expr.: 7 926.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## GOUSSAINVILLE

Ins.: 12 126; suff. expr.: 8 763.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## HERBLAY

Ins.: 13 832; suff. expr.: 10 233.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## MONTMORENCY

Ins.: 11 498; suff. expr.: 8 111.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## PONTOISE

Ins.: 14 457; suff. expr.: 8 778.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 11 949; suff. expr.: 8 563.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## BEZONS

Ins.: 13 720; suff. expr.: 7 783.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## DEUIL-LA-BARRE

Ins.: 10 310; suff. expr.: 7 308.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SOISY-SOUS-MONTMORENCY

Ins.: 10 086; suff. expr.: 5 025.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## TAVERNY

Ins.: 8 974; suff. expr.: 7 183.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## YVELINES

La progression de la gauche se traduit ici par la conquête de trois villes de plus de 30 000 habitants. A Conflans-Sainte-Honorine, la liste de la gauche conduite par M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., élimine la municipalité de M. Legrand, modéré. M. Rocard, qui avait été élu député P.S.U. de la circonscription législative voisine en octobre 1968 (à la faveur d'une consultation partielle) et qui avait été battu en 1973 par M. Lauriol, R.P.R., vise maintenant la circonscription de Conflans-Mulan-Poissy, dont le député est M. Godon, R.P.R. Il faut se souvenir que cette circonscription a déjà été tenue par la gauche puisque M. Méteyot, socialiste, en fut l'élu.

Le deuxième succès de la gauche se situe à Mantes-la-Jolie, où le jeune conseiller général socialiste Paul Picard enlève à M. Jean-Paul David, réformateur, une mairie qu'il détenait depuis près de trente ans. Victoire nette, malgré la présence aux côtés de M. David de radicaux de gauche.

Enfin, à Houilles, c'est un autre conseiller général, M. Eugène Séleskovich, communiste, qui a brillamment tiré parti de la division de la majorité et de l'absence du maire sortant, Mlle Gisèle Bernadon (modérée).

Dès le premier tour, la gauche conserve plusieurs municipalités communales: Sartrouville avec M. Chrétienne, Saint-Cyr-l'École avec M. Cuguen, Trappes avec M. Hugo; le P.C. conquiert deux maires (Mantes-la-Jolie et Les Mureaux) qui étaient socialistes. Le P.S. garde Plaisir, et le Mouvement des radicaux de gauche Rambouillet, où Mme Thome-Patenôtre, députée, a réussi la transition d'une municipalité centre gauche allée à la droite à une alliance plus nettement orientée à gauche. La gauche peut, en outre, espérer gagner une cinquième des sept villes de plus de 30 000 habitants avec Poissy, où les voix du candidat écologiste, M. Paul-Xavier Poir, feront la différence.

Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, sa progression a été si sensible que la gauche peut envisager d'enlever la majorité au sein de syndicats communistes. A La Celle-Saint-Cloud, le maire sortant, M. Duchesne, est en ballottage incertain, tout comme M. Coindre au Chesnay. A Marly-le-Roi, le P.S.U. allié aux écologistes, a empêché le maire sortant, M. Beranger, radical de gauche, de l'emporter au premier tour.

Du côté de la majorité, M. Michel Péricard, R.P.R., directeur de l'information à T.V.I. 1, emporta nettement au premier tour à Saint-Germain-en-Laye, malgré la présence d'une troisième liste. Il prend, comme prévu, la succession de M. Chastang. La majorité conserve Maisons-Laffitte, Vélizy (avec M. Wagner, député R.P.R.), Le Vésinet et Virvillay.

A Versailles, la gauche accuse un certain tassement. M. Bernard Destreban, député R.I., ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, n'arrive qu'en quatrième position avec seulement 12,5 % des voix. La liste de M. Michel Sinniger (divers majorité) fait une score honorable, mais faute d'avoir obtenu 12,5 % des voix inscrits ne peut prétendre participer au deuxième tour. Celui-ci se limitera donc à un duel entre la gauche et la liste de la majorité conduite par M. André Damien.

## VERSAILLES

Ins.: 57 557; suff. expr.: 37 831.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## POISSY

Ins.: 20 061; suff. expr.: 13 848.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins.: 23 418; suff. expr.: 15 234.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## LE CHESNAY

Ins.: 14 017; suff. expr.: 9 149.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## MAISONS-LAFFITTE

Ins.: 14 581; suff. expr.: 9 217.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## MANTES-LA-JOLIE

Ins.: 9 511; suff. expr.: 8 951.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## MARLY-LE-ROI

Ins.: 9 947; suff. expr.: 7 129.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## LES MUREAUX

Ins.: 12 958; suff. expr.: 8 833.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## LE PECQ

Ins.: 10 201; suff. expr.: 8 892.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## PLAISIR

Ins.: 8 833; suff. expr.: 6 888.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## RAMBOUILLET

Ins.: 11 296; suff. expr.: 8 078.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-CYR-L'ECOLE

Ins.: 10 056; suff. expr.: 3 972.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-CYR-L'ECOLE

Ins.: 10 056; suff. expr.: 3 972.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-CYR-L'ECOLE

Ins.: 10 056; suff. expr.: 3 972.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.

## SAINT-CYR-L'ECOLE

Ins.: 10 056; suff. expr.: 3 972.  
— M. Dally, R.P.R., 8 817, 31 ELUS (5 R.P.R., 5 R.I., 5 C.D.S., 2 R.D., 15 mod. mod.); Un. g. (M. Lespiat, rad. g.), 3 721.  
Sortants: 13 mod. mod., 9 R.P.R., 5 div. g., 3 C.D.S.



**SECRET**

**CONFIDENTIAL**



# Le Monde

## DE L'ECONOMIE

### Les suites de la crise égyptienne

L'ECONOMIE NE PARVIENT PAS A SURMONTER LES EFFETS D'UN QUART DE SIECLE DE BUREAUCRATIE ET DE GUERRE.

**LE CAIRE.** — Après les troubles de janvier 1977, qui virent les principales villes d'Egypte se soulever contre les augmentations de prix de certaines denrées décidées par le gouvernement, le représentant au Caire d'un grand pays comme beaucoup d'autres ambassadeurs, rédigea pour son gouvernement une note apocalyptique prévoyant, sans miracle, l'effondrement prochain de l'économie égyptienne. Pour étayer sa démonstration, le diplomate énumérait la surpopulation, la dégradation de l'infrastructure, la fuite des cadres et l'absence d'esprit d'épargne dans la nouvelle bourgeoisie, le poids du labeur de guerre et celui de l'indus-

trie d'Etat, le délabrement des finances et l'endettement extérieur, etc. Cette dépêche n'est jamais parvenue, car, avant de l'expédier à son ministre, l'ambassadeur trouva la note d'un de ses prédécesseurs, vieille d'une dizaine d'années, décrivant les mêmes maux et prédisant aussi une catastrophe — qui n'est pas encore arrivée. La plupart des faiblesses actuelles de l'Egypte ont également été décrites dans ces colonnes, sous forme d'un bilan économique de l'ère nassérienne. (« Les paysans ont payé pour l'industrialisation », *Le Monde* daté 4-5 octobre 1970).

Est-ce à dire que l'Egypte, en l'état, est vraiment « éternelle » et que, nonobstant d'inevitables incidents de parcours, la plus vieille économie organisée de l'univers continuera à ne connaître que des années maigres, mais sans jamais sombrer complètement ?

Nul ne le sait. En revanche, il est clair comme l'eau de roche que la détresse économique dans laquelle l'Egypte se débat n'est pas nouvelle.



(Dessin de KONE.)

taient offrir leurs services, du Koweït en passant par le Liban, à l'époque où l'on vit du blé australien détourné aux ports russes détournés vers Suez sur ordre du Kremlin ; l'Egypte n'avait plus que pour quinze jours de farine. M. Kaysoun fut renvoyé. On était en 1968. Un an et demi après, appelé cette fois au Plan, le ministre suggéra de nouveaux ouvrages au capital étranger et la diminution des subventions à la consommation. Nasser craignait que ce dernier point ne suscité des troubles, et il remercia d'urgence M. Kaysoun.

Nasser préféra s'en remettre un peu plus aux Soviétiques. Ce fut l'époque où l'on vit du blé australien détourné aux ports russes détournés vers Suez sur ordre du Kremlin ; l'Egypte n'avait plus que pour quinze jours de farine. M. Kaysoun fut renvoyé. On était en 1968. Un an et demi après, appelé cette fois au Plan, le ministre suggéra de nouveaux ouvrages au capital étranger et la diminution des subventions à la consommation. Nasser craignait que ce dernier point ne suscité des troubles, et il remercia d'urgence M. Kaysoun.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 24.)

#### La politique de l'« infitah »

Par paresse mentale ou par passion politique, l'idée a été entretenue un peu partout ces derniers mois que la crise de l'économie égyptienne était due à la politique d'ouverture économique, connue sous le nom de « infitah », lancée par le président Sadate après la guerre d'octobre 1973. Cette nouvelle donne, qui n'a laborieusement commencé à se matérialiser que dans le courant de 1976, a en réalité des racines pour essayer de guérir des maux déjà anciens.

Si le système économique trouvé en place par Anouar el Sadate en 1970 avait bien fondé, celui-ci, nous le savons, n'aurait pas survécu au besoin d'y apporter des changements. Les structures ni « étatiques » ni « privées » installées après la révolution de 1952 n'étaient pas dans leurs grandes lignes, un obstacle à la reprise des liens avec l'Occident souhaitée par les égyptiens du premier Râs. Nationaliste jusqu'en bout des ongles dans certains domaines, Nasser avait, par exemple, laissé subsister dans le secteur pétrolier un régime mixte à parts égales qui permettait aux compagnies américaines d'exploiter le sous-sol égyptien.

tion même au creux des vagues politiques. Selon le professeur Bent Hansen, de l'université de Californie, la croissance économique annuelle dans la vallée du Nil avait été rigoureusement égale, de 1913 à 1956, à l'accroissement démographique, soit 1,7 %. Nasser déclencha le mécanisme du développement, et, de 1956 à 1968, le taux de croissance économique, toujours d'après M. Hansen, fut en moyenne de 6,7 %, l'accroissement démographique étant alors de 2,5 %. Dans le même temps, le revenu était un peu plus rapidement réparti qu'auparavant. La démographie restait au même taux galopant, le revenu ne s'est plus accru, en moyenne, que de 1 % par an à partir de 1965.

Dès cette date l'Egypte ressemblait, en effet, les premières années d'un malaise économique qui, dès lors, n'allait cesser d'empirer. Le capital prélevé sans indemnités sur les grandes propriétés et sur les industries étrangères avait bien amorcé la pompe de l'industrie nationale, mais celle-ci s'effondra dans un étatisme outrancier tandis que les cadres et les ouvriers spécialisés les plus dynamiques par-

La notion d'efficacité disparut à tel point que l'on vit, parmi d'autres exemples surréalistes, des promotions d'archéologues ou de théologiens casés d'autorité dans des banques d'Etat. De qualité généralement médiocre, la production industrielle, après vingt ans de sacrifices en sa faveur, arrivait péniblement à fournir un tiers des exportations et un quart du produit national brut. L'expédition du Yémen, la guerre de six jours, le réarmement et la construction du haut barrage d'Assouan, allaient absorber les dernières possibilités de l'Egypte et l'endettement jusqu'au cou. Le service de la dette égyptienne en est venu à englober jusqu'à 32 % des recettes d'exportation, sans compter les paiements en nature versés à l'Etat. C'est une manière de record mondial.

Nasser, voyant se flétrir les prémices de l'essor économique, chercha, dès 1965, à redresser la barre. Son ministre de l'Economie et des Finances depuis 1964, M. Abdelmoumen Kaysoun, ancien élève de la London School of Economics, lui proposa alors une politique d'« infitah » avant la lettre, préconisant notamment un appel aux capitaux étrangers.

JAY MCCULLLEY.

(Lire la suite en page 24.)

### Les préoccupations des « fermiers » américains

MALGRÉ LES PERTES DUES AU MAUVAIS TEMPS, ILS REDOUTENT ENCORE LA SURPRODUCTION. MAIS CE QUI, DANS CERTAINES REGIONS, POURRAIT BOULEVERSER L'ECONOMIE AGRICOLE, C'EST LA HAUSSE DES PRIX DE REVIENT LIEE NOTAMMENT A LA PENURIE DE GAZ NATUREL.

**KANSAS-CITY.** — Alors que le monde pèse les conséquences de la campagne de blé, une tempête de neige continue à sévir sur les régions de l'est des Etats-Unis, à l'ouest du Mississippi la sécheresse inspire des craintes mitigées de philosophie.

Le jour de notre arrivée dans cette capitale du blé, une tempête de neige sévissait dans les terres désolées du Nouveau-Mexique, de l'ouest du Texas et de l'Oklahoma avait atteint une violence telle que les récoltes de blé du Kansas avaient dû être fermées à la circulation. La tempête était capable d'emporter avec elle toute la semence de blé d'hiver non encore levé qui reposait sur la terre durcie par un hiver sans eau, ou presque.

Cependant, les dirigeants du Farm Bureau de Kansas-City affirmaient un calme complet. Même, si les éléments devaient anéantir totalement, ce qui est improbable, la récolte 1977 (qui se fera en juin), les cultivateurs auraient tout plus de blé qu'il ne leur en faut, et ils s'éparpilleraient de surcroît le travail et les frais de la moisson et de l'entre-

Le bilan du blé américain pour la campagne en cours est indubitablement inquiétant. Les disponibilités atteignent le niveau record de 76 millions de tonnes — 57 millions provenant de la récolte 1976, plus un stock de quelque 19 millions de tonnes — alors que la consommation interne, qui varie peu, est estimée à 20 millions, et que les exportations ne devraient pas dépasser 27 millions de tonnes, puisque les récoltes 1976 ont été abondantes dans l'ensemble du monde. Ce qui dégageait un excédent de 30 millions de tonnes de blé dont les Américains ne savent que faire. Ainsi que l'exprime brutalement un hebdomadaire de Wall Street, « l'industrie de la farine est en faillite ».

Si, pleut bientôt sur les régions productrices de blé d'hiver 1977, viendra grossir ces stocks de plus de 38 millions de tonnes. La production est, dans ce

domaine, inférieure de 10 % à celle de l'année précédente. Les surplus énormes existent largement, semble-t-il, les capacités d'absorption du marché. Le prix du blé risquerait alors de tomber au niveau de soutien de 2,25 dollars le boisseau, prix auquel les fermiers américains peuvent demander un prêt subventionné par le gouvernement, à condition qu'ils s'abstiennent de vendre et assurent eux-mêmes le stockage.

Si, au contraire, la météorologie « coo-

père » avec ces cultivateurs et détruit leur récolte future, le blé pourra se vendre aux environs de 3 dollars le boisseau, ce qui couvrirait à peine les frais de production de la moyenne des exploitations, mais éviterait bien des faillites.

Quant au marché de la viande de bœuf sur pied, en crise depuis deux ans, il faudra d'après les experts de Chicago attendre la fin de l'année courante avant que la surproduction ne cesse de déprimer les cours. Déjà, les « cow-boys de Wall Street » (spéculateurs qui avaient investi dans des syndicats d'élevage, espérant des rendements supérieurs à ceux de la Bourse) ont « déinvesti », si bien que le nombre des bêtes à l'embouche diminue.

#### ★★★★ DANS LE SUD-OUEST

BORDEAUX  
tél. : (56) 50 90 14  
téléc. 540097

TOULOUSE  
AÉROPORT  
tél. : (61) 49 11 30  
téléc. 520178

**Sofitel Jacques Borel**

35 HÔTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200 432

#### MATIÈRES PREMIÈRES

### L'indice au plus haut

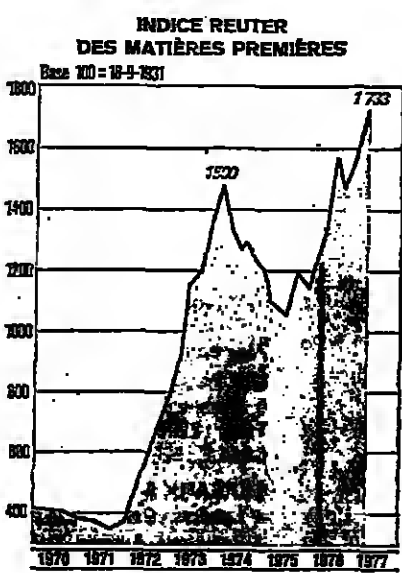
LES CRAQUEMENTS QUI VIENNENT D'AVOIR LIEU SUR CERTAINS MARCHÉS (CACAO, CAFÉ) FONT RESSORTIR LES RISQUES DU NOUVEL EMBALLEMENT.

Dans le vif remous agitant actuellement le marché des matières premières à Londres, où les autorités viennent d'édicter des mesures restrictives contre la spéculation, ce qui a entraîné des ventes bénéficiaires massives et des replis spectaculaires, sans toutefois éliminer les causes des hausses récentes.

Les cours des matières premières, tant agricoles qu'industrielles, s'emballent depuis le début de l'année : café, cacao, plomb, étain, ont battu tous leurs records de hausse, et l'indice international Reuter vient de s'inscrire à son plus haut niveau historique. Pour les producteurs, c'est une aubaine, pour les consommateurs, c'est une épreuve. L'indice des prix internationaux des matières premières importées par la France vient de faire un bond de 9 % au mois de février, sa progression atteignant 34 % en un an (dont 14 % pour les produits alimentaires et 24 % pour les produits industriels). La palme est détenue par le cacao, qui a enregistré une hausse de 280 % en douze mois. Allons-nous vers un embrasement général du marché des matières premières, nourri par une demande inflationniste et une spéculation échevelée, comme aux plus beaux jours de 1974 ? Ce n'est pas tout à fait le cas. En 1977, l'expansion économique mondiale est faible.

Pour les grands produits, comme le cuivre, l'existence de stocks importants freine les velléités de reprise des cours après la chute enregistrée en 1975, tandis que la reconstitution des réserves de céréales supprime les tensions (voir ci-contre l'article de Jay McCullley).

Dans le cas du sucre, l'excédent de la production sur la consommation a tellement déprimé les prix, après la flambée de 1974, que les producteurs des Caraïbes réclament à or et à cri un relèvement concerté. En revanche, pour certains produits, il existe des raisons « fondamentales » de hausse. « Voir page 25 ». A ces motifs intrinsèques d'augmentation des cours, est venue s'ajouter depuis quelque temps une spéculation intensive. Surtout dans les pays anglo-saxons, mais également en Suisse, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, des organismes spécialisés offrent aux détenteurs de capitaux en mal d'emploi la possibilité d'investir dans les matières premières, promettant de sensibles plus-values dans les mois ou les années à venir. Les clients éventuels sont d'autant plus tentés que partout dans le monde l'immobilier s'essouffie, les marchés des actions sont peu attrayants et que même des refuges comme le franc suisse ont donné quelques signes de faiblesse récemment. D'où ce retour de la spéculation vers les métaux et les denrées, y compris



Parmi les différents indices de matières premières, l'un des plus suivis est celui qui est établi à Londres par l'agence Reuter. Les professionnels utilisent aussi l'indice du Financial Times (255,10 le 9 mars 1977 sur une base 100 au 1er juillet 1959). Aux Etats-Unis, on donne la préférence aux indices Dow Jones (438,16 le 9 mars, la base 100 étant la moyenne des années 1924-1925-1926) et Moody's (196,6, base 100 au 31 décembre 1923). Les indices américains accordent une place prééminente aux produits agricoles (80 % pour la Moody's), ce qui explique leur progression beaucoup moins vive que celle de l'indice Reuter, plus axé sur les métaux non ferreux.

l'or, qui vient amplifier artificiellement des processus naturellement haussiers, sans apporter la compensation régulatrice qu'elle est censée fournir, comme l'indiquait récemment à Paris, avec candeur, M. Lebeck, président de la Bourse de commerce de Chicago.

Les conséquences de cette nouvelle flambée sont encore difficiles à apprécier. Les producteurs, le plus souvent des pays en voie de développement, feront valoir qu'ils retrouvent enfin des prix rémunérateurs : il n'y a pas deux ans, les planteurs de café devaient soutenir les cours pour les empêcher de s'effondrer. En ce qui concerne les consommateurs, il est indéniable que des augmentations aussi formidables (400 % en quatre mois pour le café), en un si court laps de temps, risquent de les décourager et de provoquer des réactions brutales sur les marchés à plus ou moins court terme, comme cela s'est produit pour le sucre et comme cela vient de se produire pour le cacao.

Le problème des accords internationaux, si rares déjà, et dont la plupart se sont soldés par des échecs, se trouve donc posé avec plus d'acuité que jamais. La lenteur des négociations au sein de la CNUCED et les réticences des grands pays industrialisés ne rendent pas optimiste à cet égard.



## La crise égyptienne

(Suite de la page 23.)

La politique de la vérité des prix, portant la hausse des prix de certains produits de consommation, c'est le président Sadat qui en a pris la responsabilité au début de cette année, provoquant ainsi des émeutes urbaines. Il avait, lui, suivi le conseil de M. Kaysouni, âgé aujourd'hui d'une soixantaine d'années, et rappelé à la direction des affaires économiques et financières à la fin de l'an passé. Démonstrateur au moment des désordres de janvier 1977, M. Kaysouni a été nommé à la tête du poste par le second Râs. Celui-ci a suspendu les relèvements de tarifs, mais il a maintenu l'augmentation de 22 % de la masse salariale décidée en même temps.

La politique de la vérité des prix, condamnée par la rue, a été en effet l'objectif du gouvernement. Il est prévu qu'elle sera accompagnée d'une politique de la vérité des changes. Il y a actuellement trois taux, dont deux officiels, de la livre égyptienne et la loi sur les investissements est amendée pour que le taux qui sera utilisé pour l'exportation des bénéfices. Mais, en un quart de siècle, le peuple égyptien a acquis une mentalité d'assisté qu'il sera douloureux de briser. « Si on ne le fait pas, dit M. Kaysouni, à la fin de la décennie, le budget ne sera plus qu'une énorme subvention ». Celle-ci devrait en 1977

représenter plus de 5 milliards de francs, soit approximativement un dixième du produit national brut. Les finances publiques sont donc en Egypte les principales victimes de l'inflation. Depuis le roi Farouk, l'Egyptien paie le même prix le pain local, soit un demi-centime français. C'est-à-dire cinq fois moins cher que son coût réel. Le train de hausses de janvier dernier épargnait d'ailleurs ce pain-là. Sinon...

Outre la diversification des échanges commerciaux et l'appel aux capitaux étrangers, dans des conditions d'ailleurs si strictes qu'elles ont découragé la plupart des investisseurs éventuels, l'Infitah se propose donc de rationaliser un tant soit peu l'économie égyptienne. Serait-ce possible ? Car si le peuple ne veut pas ou plutôt ne peut pas, payer le pain plus cher avec un salaire minimum mensuel de l'ordre de 120 F, les soixante-quinze mille diplômés qui sortent chaque année des facultés entendent bien, comme cela est le cas depuis Nasser, être engagés dans une administration et un secteur public pourtant déjà paralysés par les emplois inutiles. Et comment exiger un effort ou de l'imagination de jeunes gens qui vont gagner 250 F par mois pendant des années ? Les problèmes économiques et sociaux égyptiens sont comme un perchoir de poulailler : de quelque côté qu'on les prenne, on s'en voit plein les doigts.

### 40 % des dépenses publiques pour la défense

Un seul événement serait de nature à soulager un peu l'Egypte et à lui permettre d'espérer quitter son cercle de misère pour une pauvreté honorable. Cet événement, c'est la paix au Proche-Orient. Une paix que l'Egypte, par entraînement international ou à cause du manque de adresse de ses dirigeants, n'a pratiquement pas connue depuis 1939. En 1976, l'Egypte a consacré directement ou indirectement à sa défense une part record : plus de 40 % de son budget. Si ce pourcentage était ramené à 15 %, le pays aurait déjà trouvé la somme qui lui manque chaque année pour régler la totalité de ses importations civiles.

La reprise du trafic sur le canal de Suez 18 milliards de francs de revenus attendus avant 1980, l'essor du tourisme et la quasi-certitude de doubler ou tripler la production actuelle de naphte vers 1980-85 (16 millions de tonnes en 1976), ainsi que les investissements que ne pourrait manquer d'attirer une Egypte en paix, pourvue d'une main-d'œuvre abondante, de débouchés importants et d'une situation géopolitique très favorisée, peuvent alimenter quelques espoirs. Sans la terreur de l'état de belligérance, la substance de la nation continuerait d'être fondue en métal à canon et l'Egypte resterait « suspecte » pour tout investisseur national ou

étranger. La zone du canal de Suez, dont M. Anouar El Sadat a le mérite d'avoir fait admettre l'idée aux Arabes, pour réaliser quelques économies, pénibles pour son amour-propre mais bénéfiques pour ses finances, est-il normal que Le Caire entretienne des ambassades dans la plupart des capitales de la terre, publie une foule de journaux qui répètent à peu près tous la même antienne, dispose d'une radiodiffusion presque aussi puissante que la B.B.C., projette d'installer la télévision en continu et maintienne un parti unique alors que le multipartisme est coté dans les faits, bref est-il normal de vivre sur un pied de grande puissance quand le revenu réel par capita est inférieur à 1 000 francs par an ? D'autre part le gouvernement devrait essayer de juguler les « effets pervers » de l'infitah. Les importations anarchiques de produits souvent superflus, alors que l'essentiel est parfois introuvable, sont à proscrire. Il en est de même de certains achats à l'étranger effectués sous un régime spécial qui prive l'Etat de recettes fiscales appréciables. La néo-bourgeoisie nas-

serienne, qui, par son manque de capacités et d'esprit critique avait contribué aux déboires de l'expérience socialiste, a maintenant allègrement enfoncé à des fins personnelles le cheval de l'ouverture économique, sans que l'on fasse rien pour l'en empêcher. Le gouvernement, en laissant subsister, par insouciance et pusillanimité, toutes sortes de réticences contraignantes avec de nouvelles mesures plus ou moins libérales, favorise lui-même maints trafics et excès.

La reconstitution de la grande fortune égyptienne relève toutefois du rêve, car les lois sur la limitation de la propriété foncière et la nationalisation de la grande industrie n'ont à aucun moment été remises en question. Il en est de même pour les avantages sociaux des cinq cent mille salariés du secteur industriel public, qui ont, au contraire, été étendus récemment, au moins sur le papier, à la pieble oubliée du million de journaliers agricoles. Il reste que l'infitah est vouée à l'échec si elle se contente de plaquer quelques traits de la société de consommation sur une économie de guerre et de pénurie.

Tout mystère à son ressort. Si l'Egypte continue, c'est parce que les prêts et dons publics extérieurs, à défaut des investissements privés, lui ont apporté jusqu'ici, quelquefois in extremis, les fonds sans lesquels elle aurait fait banqueroute. Depuis la guerre d'octobre 1973, Le Caire a reçu plus de 35 milliards de francs, en majorité des princes du pétrole arabe, le reste provenant des Etats-Unis, d'Europe occidentale (plus de 1 milliard de francs de la France), d'Iran, du Japon et de l'aide multilatérale.

La paix, le maintien du soutien financier extérieur, le desserrement du carcan bureaucratique véritablement diabolique qui étouffe toute initiative en Egypte permettraient sans doute à ce pays un mieux-être. Le chef de l'Etat suivrait, celle du développement, appartiendrait à ceux qui parviendraient à résoudre cette quadrature du cercle : l'Egypte a un million de bouches à nourrir de plus par an et elle ne produit déjà que la moitié de sa consommation. En 1900, il y avait 0,12 hectare par habitant ; en 1977, il y en a 0,06. Plus de la moitié de la surface utile nouvellement acquise grâce aux grands travaux nassériens a dû être consacrée aux installations humaines, économiques ou militaires. Faudrait-il, ainsi que le suggère M. Ali Gressly, ancien ministre des finances de Nasser, interdire le mariage, comme en Chine, avant l'âge de vingt-cinq ans ? Devant l'immensité des problèmes et la malgré panoplie des ressources, on comprend qu'un expert étranger a qui l'on demandait ce qu'il ferait s'il avait la charge de l'économie égyptienne ait répondu : « Je prendrais la fuite ».

A certains égards, l'Egypte post-nassérienne fait penser, mutatis mutandis, à l'Argentine d'après Peron. Ces deux dirigeants au charisme puissant parvinrent, chacun à sa manière, à faire croire à leur peuple (et sans doute le crurent-ils eux aussi) que le rêve allait devenir réalité, que la grande politique soumettrait l'intendance. Celle-ci se venge aujourd'hui et l'Egypte, comme l'Argentine, paie cruellement la note économique d'un quart de siècle pendant lequel les ressources nationales, on s'en rend compte maintenant, ont été pour une bonne part sacrifiées au prestige ou stérilisées par la bureaucratie du régime.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## Les " fermiers " américains

(Suite de la page 23.)

Les économistes qui suivent de près la situation agricole sont, dans l'ensemble, pessimistes quant aux tendances de la consommation. Ils estiment que les frais de chauffage extraordinaires auxquels les familles américaines doivent faire face vont entamer les budgets d'alimentation, en particulier les dépenses pour la viande.

Si les égarements de la météorologie au cœur de l'hiver ont, somme toute, causé des dégâts immédiats limités en ce qui concerne l'agriculture (la neige n'est-elle pas l'ennemi du cultivateur pauvre ? du moins est-ce là ce qu'on dit en Nouvelle-Angleterre et au Canada), par contre leur effet différé pourrait être très sérieux.

Pourtant, plus que la surproduction, c'est l'augmentation constante et incontrôlable de leurs coûts de production qui décourage les fermiers américains. Déjà,

dans de nombreuses régions, l'agriculture ne nourrit plus son homme, et les familles d'agriculteurs cumulent les emplois. Le chef de famille n'est souvent qu'un fermier à temps partiel employé lorsqu'il le peut, dans l'industrie, les champs pétroliers, les services publics ou autres.

La pénurie de gaz naturel qu'a révélée le rigoureux hiver 1976-1977, et l'augmentation du prix du gaz qui doit en résulter presque inévitablement, vont affecter l'agriculture américaine à un degré insoupçonné.

Par exemple : l'irrigation de la fameuse « Panhandle », littéralement la queue de la poêle, forme que dessine la frontière nord-ouest du Texas) n'est rentable, dans les circonstances actuelles, que grâce à l'injection d'une énergie extrêmement bon marché, fournie par le gaz naturel, qui amène à la surface l'eau d'une nappe souterraine très profonde et la distribue rationnellement sur les plantations.

### La grande affaire du gaz naturel

Autre exemple : l'approvisionnement en engrais azotés, jusqu'alors assuré d'une façon économique par utilisation du gaz naturel comme matière première de l'urée et du nitrate d'ammonium, est désormais aléatoire. Telle société, dont une usine géante, en cours de construction dans le sud, promettrait de fournir des engrais à une région en plein développement agricole, vient de renoncer ostensiblement à ses plans en raison de la menace qui pèse sur la matière première.

On peut imaginer le scénario du prochain acte qui pourrait se dérouler sur la scène américaine : les vastes régions semi-désertiques du Centre-Sud et du Centre-Ouest, hier mises en valeur grâce aux hydrocarbures que recèlent leur sous-sol, demain sauvées par une exploitation rentable de l'énergie solaire toujours abondante dans ces régions. Cependant, il est à craindre que pendant la période intermédiaire l'économie de ces régions ne se trouve bouleversée.

La sévérité de l'hiver 1976-1977 a ramené à l'actualité la vieille querelle du gaz naturel, querelle qui oppose les Etats « exportateurs » — Texas, Californie, Louisiane et Oklahoma — aux Etats « importateurs », en particulier le Middle-West industriel et le Nord-Est surpeuplé. En vertu de la législation en vigueur, les producteurs de gaz naturel sont libres de déterminer contractuellement les prix auxquels ils livrent le gaz naturel aux consommateurs du marché intérieur de l'Etat producteur, mais sont contraints de vendre à des prix imposés par le gouvernement fédéral dès lors qu'ils empruntent un pipeline inter-Etats pour livrer leur produit au consommateur.

Comme le nombre des électeurs (pour la désignation des membres de la Chambre des représentants, résidant dans les Etats « importateurs ») l'emporte bien des fois sur le nombre des électeurs résidant dans les Etats « exportateurs » (contrôle de la Chambre) et comme pour les élections au Sénat, les Etats « importateurs » écrasent par leur nombre les Etats « exportateurs », il était inévitable que le gaz naturel devienne à courte échéance, moins cher à l'exportation que sur le

marché intérieur, tant cela dans le cadre de la démocratie fédérale. C'est ainsi que le paysan de l'Oklahoma, paie le gaz naturel qu'il faut à quelques kilomètres de ses champs plus cher que l'industriel qui peut utiliser le même gaz en Georgie, à plus de 2 000 kilomètres de là.

Le bas prix de l'énergie à base de gaz naturel a fait que : 1) les nouveaux forages n'ont pas été poursuivis au rythme qu'aurait demandé la consommation potentielle, parce que les capitaux s'intéressaient peu au gaz naturel, dont la rentabilité était médiocre — ce qui a entraîné une sous-production chronique ; et 2) les producteurs se sont trouvés, peut-être artificiellement, à court de gaz est hiver lorsque la demande a dérapé dans les Etats importateurs, qui dépendent de cette source pour chauffer les foyers domestiques et faire marcher les usines — en particulier l'Ohio et la Pennsylvanie où plus d'un million de travailleurs ont été réduits temporairement au chômage.

Le prix inter-Etats réglementé du gaz naturel est actuellement de 1,41 dollar les 1 000 pieds cubes, soit environ 23 centimes le mètre cube. Il vient d'être légèrement relevé par la loi d'urgence signée par le président Carter. Si à l'avenir le gaz naturel devenait beaucoup plus cher, c'est non seulement l'agriculteur de l'Ouest, mais aussi l'industrie multinationale, attirée depuis quelques années vers les Etats du Sud pour y créer des emplois — spécialement en Georgie, patrie de M. Jimmy Carter, — qui pourraient être ruinés.

Le président Carter a promis de soumettre au Congrès, le 20 avril, un projet de loi-programme pour une politique de l'énergie. Son « coordinateur » dans ce domaine, M. James Schlesinger, et des dizaines d'adhes se penchent sur ces problèmes. A qui reconnaît les limites, économiques aussi bien que politiques, dans lesquelles l'administration de Washington doit agir en la circonstance et la diversité des intérêts nationaux en jeu, il devient évident que les Américains devront se contenter de demi-mesures et le président, quoi qu'il fasse, d'un demi-succès.

JAY McCULLEY.

## MOYEN-ORIENT

Pour faire des affaires au Moyen Orient avec le maximum de chances de succès

Consultez :

**Middle East Business Club**  
ORGANISATION INTERNATIONALE DE CONSULTANTS

Groupement des Agents d'affaires, des Experts en relations extérieures, des Banquiers, des Entreprises spécialisées dans les transactions industrielles commerciales et financières avec les pays du Moyen-Orient et disposant d'une assistance dans chacun des pays.

Pour toutes informations :

M.E.B.C. (FRANCE)  
9, Avenue de l'Opéra 75001 PARIS  
Télax : 220516 MARKET PARIS  
CABLE : MARKETING PARIS

BUREAUX A :

— Londres - Genève - Zurich - Munich - Amsterdam  
— Damascus - Amman - Ooha (Uttar) - Bahrain - Abu Dhabi Dubai  
— Lahore - Saudi Arabia

**DEAUVILLE**  
A partir de 4 800 F le m<sup>2</sup>.



Dans un parc nous avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans le style normand authentique. Tout Deauville est à votre porte : les plages, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

Et la plage de Benerville est à 2 minutes.  
2 et 3 pièces à prix fermes et définitifs. Livraison est dé. Autres réalisations en cours dans la région de Deauville.

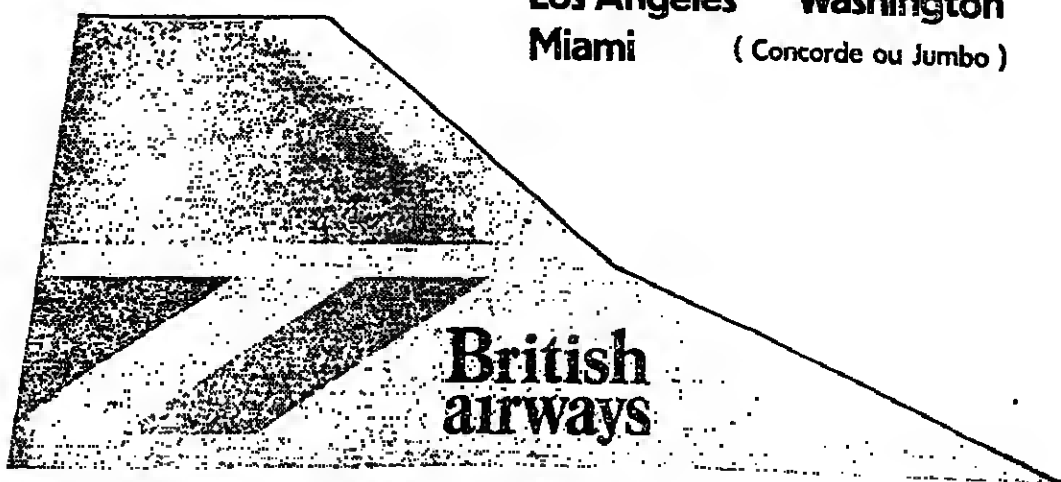
RESIDENCES **EDENROSE**  
Chemin de Tourneville - 14310 Benerville-sur-Mer

**SOUS-RENTES**  
13 bis rue Courcelles - 75002 Paris - Tél. : 522 37 60  
23 rue Shakespeare - 95401 Clichy - Tél. : (01) 29 50 50  
Sur place :  
Deauville - Agence : 87 rue Victor-Hugo - 14300 Deauville  
Tél. : (01-37) 53 22 99

## "Peut-on vous aider?"

En direct de Londres  
vers 11 des principales villes  
d'Amérique du Nord

Anchorage Montréal  
Boston New York  
Chicago Philadelphie  
Detroit Toronto  
Los Angeles Washington  
Miami (Concorde ou Jumbo)



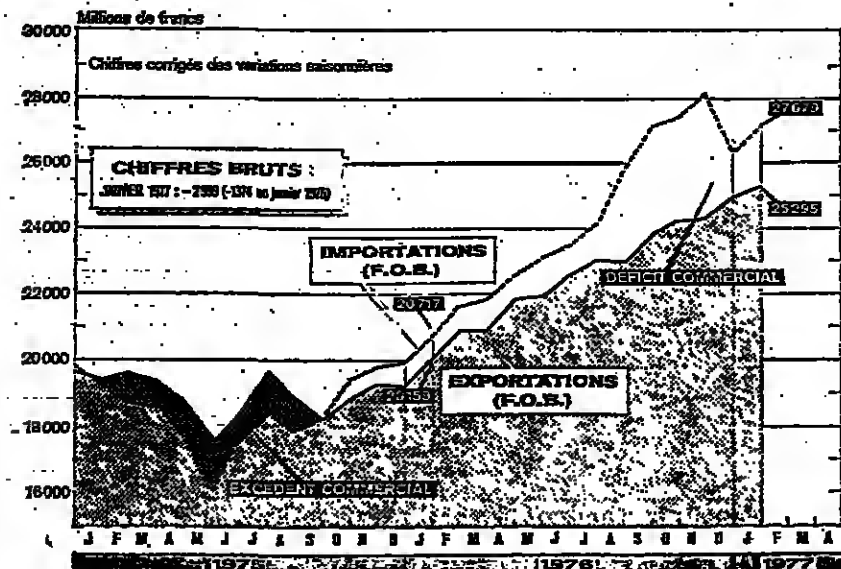
Renseignements au 51, Champs Elysées, Tél. : 260 38 40 ou consultez votre agent de voyages.

محامين النجلى



COMMERCE EXTÉRIEUR

# Amélioration probable



Le commerce extérieur de la France, déficitaire depuis septembre 1975, devrait progressivement retrouver une meilleure tenue au cours de l'année 1977. En janvier le déséquilibre a encore été important, moins élevé toutefois que le « record » enregistré en novembre 1976 (3 800 millions de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières). Le résultat de janvier traduit encore les effets défavorables de la sécheresse de 1976 et de l'implication à la hausse des prix du pétrole.

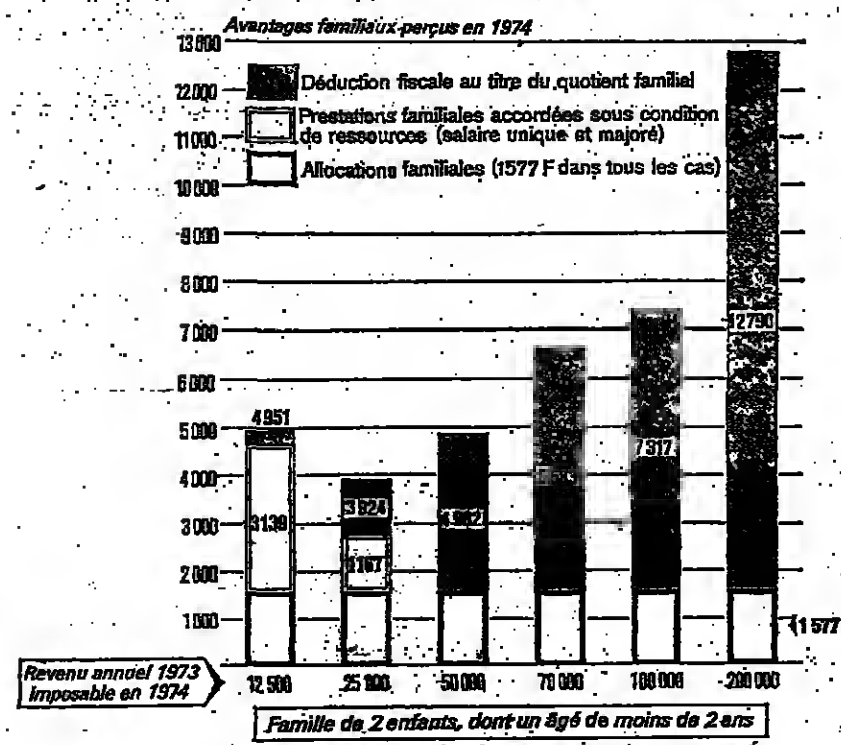
Les achats préventifs de pétrole ayant cessé et les conséquences de la vague de chaleur s'estompant, un retournement de la balance commerciale est possible. Par ailleurs les achats de biens d'équipement et de consommation devraient se

ralentir, à la suite d'une moindre progression de la demande des ménages et de l'atonie prolongée de la production industrielle.

Cependant la conjoncture internationale apparaît plus favorable. Les exportations enregistrent un coup de fouet, alors que les carnets de commandes des entreprises en provenance de l'étranger se sont garnis. Un effet de « glissement » se ferait alors sentir, réduisant le déficit commercial et laissant espérer un retour à un taux de couverture des importations par les exportations nettement meilleur (97 à 98 %) en fin d'année. Dans le domaine des échanges extérieurs, le mieux n'est toutefois jamais sûr.

AIDE A LA FAMILLE

# Les ménages aisés sont avantagés



APRÈS l'adoption par le conseil des ministres, mercredi 9 mars, de projets de réforme de certaines prestations familiales — salaire unique et frais de garde —, plusieurs associations et syndicats ont reproché au gouvernement de se limiter à des réformes partielles au lieu d'engager une refonte d'ensemble des aides diverses accordées aux familles. Certains groupements ont notamment mis l'accent sur la nécessité de réexaminer le système des déductions fiscales qui, au titre du quotient familial, favorisent les ménages à revenu élevé.

Ce problème des « inégalités fiscales » avait déjà été soulevé par le comité des « revenus et transferts » dans son rapport au commissariat général du Plan pour la préparation du VII<sup>e</sup> Plan. Alors que le « comité » était prononcé pour le maintien du système actuel, le rapport ajoutait : « Certains membres du comité admettent que dans le cadre d'une réflexion globale sur le rôle et l'importance des aides familiales, directes et indirectes, tenant compte de la présence d'enfants à charge dans le foyer, certaines adaptations soient envisagées en vue de rendre, si nécessaire, plus juste l'effort consenti par la collectivité ». Le comité des ménages auprès de Mme Veil, ministre de la santé, avait par la suite insisté sur les inégalités engendrées par le quotient familial. Récemment, dans un rapport fleuve sur les dépenses sociales, l'inspection générale des affaires sociales a, de façon chiffrée,

souligné à nouveau les effets antireformateurs des aides à la famille. Comme le montre le graphique ci-dessus, et comme le note avec insistance l'inspection : « Ce système du quotient familial favorise très nettement les familles disposant de hauts revenus alors qu'il ne procure, bien évidemment, aucun avantage aux familles non imposables ». Et encore : « A partir de la tranche de revenus de 20 000 F (en décembre 1974) pour les familles de deux enfants et de 70 000 F pour les familles de quatre enfants, l'avantage procuré par l'abattement fiscal est supérieur au montant des prestations familiales ».

Se référant aux exemples de certains pays étrangers (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Pays-Bas) « qui pratiquent, selon des modalités diverses, des abattements fiscaux forfaitaires », l'inspection préconise « la suppression du quotient familial et son remplacement par une réduction forfaitaire (500 F par mois par enfant) du revenu imposable ».

A l'ONAF (Union nationale des associations familiales) — où souffle un vent réformateur — on ne manifeste pas d'opposition systématique à cette formule, mais on souhaite un réexamen général de la fiscalité et une politique familiale globale portant certes sur les prestations mais aussi sur les équipements.

D'autres organisations, comme la C.F.D.T., réclament de telles réformes. La C.G.C. « résume » de tels projets et s'élève avec vigueur contre la proposition de supprimer le quotient familial. En fait, les tenants d'une réforme n'entendent pas faire table rase. Il s'agit pour eux d'aménager le système fiscal. S'il est vrai qu'une adaptation semble juste, ne serait-il pas opportun de réunir les parlementaires sociaux qui, avec l'aide de fiscalistes, pourraient étudier les limites et la portée d'une telle modification ?

J.-P. D.

MATIÈRES PREMIÈRES

# Fièvre sur l'étain et le plomb

LES fabricants de fer-blanc et de batteries, dans lequel le plomb entre pour moitié, ont vu le prix du métal gris monter à plus de 6 000 livres sterling la tonne (plus de 50 F le kilo) et à augmenter de 30 % depuis le début de l'année (100 \$ en quatorze mois).

Les automobilistes vont enregistrer une hausse progressive du prix de leurs batteries, pour des raisons de prix de revient. Aussi l'on prévoit qu'en 1977 la consommation de plomb sera légèrement supérieure à la production, avec des stocks tombés à un niveau dangereusement bas.

Pour l'étain, c'est bien simple : il n'y a plus de stocks du tout. Le stock régulateur du Conseil international de l'étain est pratiquement épuisé, l'on craint qu'en 1977 le déficit mondial de la production atteigne 18 000 à 20 000 tonnes, soit 8 à 10 % des besoins totaux. La situation se complique du fait que les gisements reconnus et exploités sont l'apanage d'un petit nombre de pays : la Malaisie d'abord (près de 30 % de l'extraction), la Bolivie et l'Indonésie. Ces derniers demandent à la fois une revalorisation substantielle des prix, et une révision périodique, dont le principe a été approuvé au début de ce mois par le Conseil international de l'étain.

Au niveau actuel, toutefois, le problème des produits de substitution va se poser avec de plus en plus d'acuité aux consommateurs industriels. C'est notamment le cas de la France, qui importe 11 000 tonnes d'étain par an, au coût de 550 millions de francs cette année et n'en produit pratiquement pas. Le motif de ces 11 000 tonnes vont à la fabrication du fer-blanc, dont 80 %, il est vrai, sont réexportées, le reste aux emballages pour cosmétiques et métaux antifriktion pour coussinets et paliers. Les pouvoirs publics envisagent à la fois d'intensifier la récupération et le recyclage, limité jusqu'à présent aux produits industriels, et de remplacer, pour partie, le fer-blanc par d'autres produits : acier au chrome, fer noir et fer verni.

FRANÇOIS RENARD.

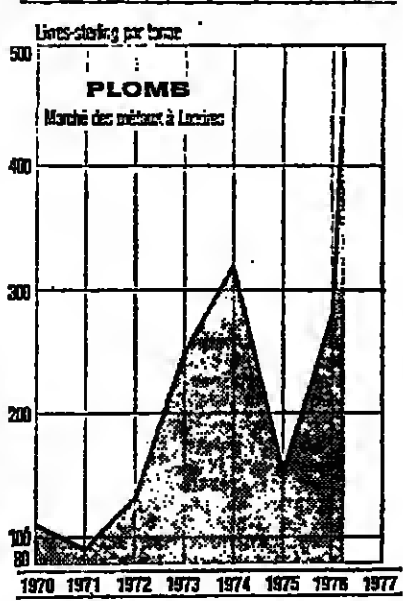
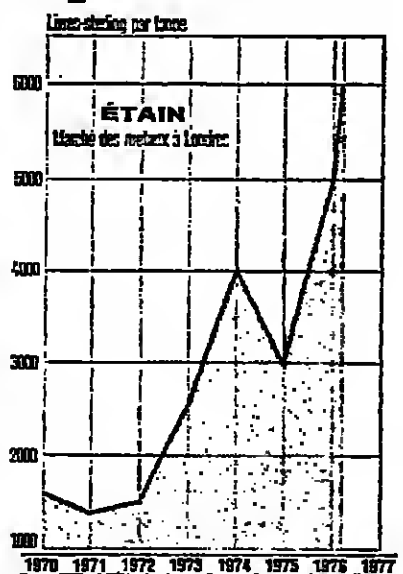
Jusqu'à présent, les producteurs français de fer-blanc (Usinor et Seflor) et les fabricants de boîtes à conserve (J.J. Cernaud et Ferembal) sont peu enthousiastes : ils ont de coûteuses installations à amortir et pas d'argent pour acheter les métaux nécessaires. Mais il est probable qu'à terme la France imitera ses voisins, Grande-Bretagne et Allemagne fédérale, où la fer-blanc commence à céder du terrain, et surtout les Etats-Unis, où les substituts métalliques tiennent 20 à 25 % du marché, sans oublier la concurrence de l'aluminium, du verre et du plastique.

Le plomb, par exemple, ce n'est pas l'emballage. Le prix de la tonne de métal rouge à Londres a bien augmenté de 30 % en 1976, et de 10 % à 15 % depuis le début de l'année, mais, à moins de 900 livres, il est loin de retrouver les 1 400 livres de mai 1974 et, compte tenu de l'inflation monétaire, il se retrouve inférieur à ce qu'il était il y a huit ans, au grand dam des pays exportateurs (Chili, Pérou, Zaire, Zambie). La demande, certes, recommence à augmenter, mais l'existence de stocks considérables (plus de 15 % de la consommation mondiale) freine toute velléité de hausse rapide et massive.

De même, la progression des cours du zinc est freinée par une relative surproduction, les capacités de traitement mondiales n'étant utilisées qu'à 80 %.

Tel n'est pas le cas, en revanche, pour le plomb et pour l'étain. L'offre mondiale de plomb s'est contractée de 5 % depuis le sommet de 1973 (3,66 millions de tonnes). Les producteurs, dont les prix de vente n'étaient plus rémunérateurs, ont réduit la production de 5 %.

En outre, les stocks et leurs capacités de production. Ensuite, ils ont dû satisfaire la demande de la construction automobile, qui représente plus de 50 % de la consommation de plomb (hors batteries) et qui s'est fortement gonflée dans tous les pays. Ajoutons que l'utilisation du métal gris pour rendre l'essence



# Café et cacao en vedette

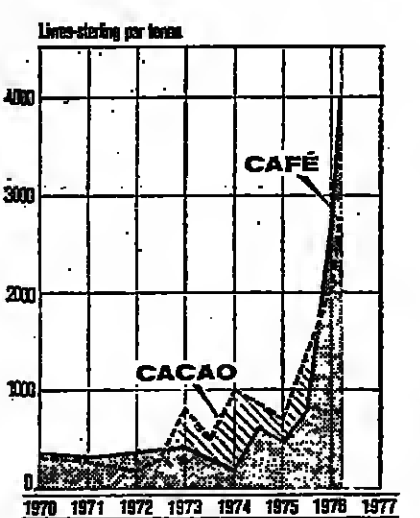
LES consommateurs américains ne sont pas contents du tout. Ils boycottent les magasins et ils manifestent dans les rues contre la hausse vertigineuse des prix du café : 400 % depuis 1<sup>er</sup> janvier 1976. En France, les saluts de ces campagnes : la consommation de café a baissé de 16 % aux Etats-Unis au cours des premières semaines de l'année. Mais les producteurs, les mouvements de baisse, parfois brutaux, qui ont été enregistrés depuis le début de l'année n'ont duré que quelques semaines sur les différents marchés. Ils n'ont pas réussi à enrayer la flambée des prix. A Londres, comme à New York et à Paris, les cours ont gagné encore 41 % depuis le début de l'année.

Pays exportateurs ou négociants auront-ils manipulé les marchés du café ? L'idée, outre-Atlantique, fait son chemin.

La revue Business Week a affirmé pour sa part que l'institut brésilien du café sous-estimait les récoltes pour influencer les cotations à la hausse. En dépit de nombreuses présomptions, la sous-commission d'enquête, présidée par deux représentants démocrates de l'état de New York, n'a pas décelé de preuve concluante.

M. Carlos Lleras, l'ancien président de la République de Colombie, a récemment déclaré : « Les pays producteurs n'ont pas imposé la flambée des prix. Ce qui l'a rendue possible, c'est le climat d'inflation mondial créé par la conduite des grandes puissances en matière monétaire ».

Pour l'essentiel, l'analyse de l'ancien président colombien est reprise par la plupart des experts à la pénétration aigüe de la situation. La hausse de la spéculation a fait le reste. Le gel qui a frappé les plantations brésiliennes et colombiennes en juillet 1976 a mis fin à une longue période de surproduction au cours de laquelle les stocks accumulés par les pays producteurs (2 millions de tonnes, dont la moitié appartenant au Brésil) ont repoussé les prix à la hausse. La production (4,5 millions de tonnes environ). Les troubles politiques en Afrique noire ont limité, au même moment, les quantités exportables. Bref,



depuis deux ans, la demande des pays importateurs est supérieure de 800 000 tonnes aux capacités de vente des pays producteurs.

Une telle situation devrait se prolonger cette année. Selon la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation), la récolte devrait être de 3 800 000 tonnes, la plus faible depuis douze ans, contre 4 400 000 tonnes en 1976. L'équilibre du marché ne devrait être retrouvé qu'en 1980, lorsque les nouvelles plantations de caféiers en Amérique latine commenceront de produire. Autrement dit, les cours ne devraient guère baisser d'ici là. Le Brésil entend tirer le meilleur parti d'une telle situation. Le président de l'institut brésilien du café (I.B.C.), M. Camilo Casals, a réitéré récemment que son pays entendait exporter le plus possible de café aussi longtemps que les prix s'abaisseraient, quitte à interrompre les ventes s'ils venaient à faiblir. M. Casals a également conseillé à des planteurs de ne pas constituer de

réserves pour ne pas courir le risque d'un renversement de tendance.

Un conseil en placement cité par l'hebdomadaire Le Nouvel Economiste indique que les gains sur les matières premières ont atteint 850 % en six ans, 713 % après déduction des commissions. Qui dit mieux ?

Beaucoup s'inquiètent de savoir quand la tendance se renversera. Une fois déjà, en 1954, les cours du café avaient effleuré les sommets actuels, pour chuter en quelques semaines. Et tous les opérateurs se rappellent qu'après avoir atteint des niveaux extravagants à la fin de 1974 les cours du sucre s'effondrèrent en moins de deux mois, provoquant le krach de la bourse de commerce de Paris. Actuellement, il n'est ni plus question de pénurie de sucre.

Le même scénario se produira-t-il finalement pour le café ? Peut-être. Mais, pour l'instant, d'autres matières premières alimentaires dont les approvisionnements sont pourtant mieux assurés suivent le mouvement. Les cours du cacao, qui ont progressé de quelque 140 % en moyenne en 1976 sur les trois principaux marchés, ont encore augmenté d'environ 40 % depuis le début de l'année. La hausse de la consommation de thé — liée au coût élevé du café — a entraîné un relèvement des cours de l'ordre de 50 % ces quinze derniers mois. Et les producteurs de chicorée jubilent déjà.

Les marchés céréalières, pour leur part, n'ont pas été jusqu'à maintenant gagnés par la fièvre. Seul le soja a gagné 15 % depuis le début de l'année. Les autorités réglementant les opérations à terme de Londres ont décidé, le 10 mars, de quadrupler le montant de la caution (« deposit ») exigible pour opérer sur le cacao. Du coup, des dégellements massifs ont pesé sur les cours dans un véritable « ras-de-marée » (20 % de baisse en une journée, record historique). De telles précautions seraient sans doute nécessaires pour l'ensemble des marchés afin d'éviter de nouveaux krachs.

ALAIN GIRAUDO.

# "LA CHUTE DES CHEVEUX" CERTAINS EN PARLENT, D'AUTRES AGISSENT.

Voire cuir chevelu se défend mal, vos cheveux se « dégringolent » : ils tombent, ils sont gras ou trop secs, vous avez des pellicules, des démangeaisons. Venez nous voir. L'Institut Capillaire Bridgecap ne fait pas de « miracle », mais applique de façon stricte et efficace une technique exclusive mise au point dans ses laboratoires qui permet la remise en état de cuir chevelu et régénère le cycle naturel de chute et de repousse des cheveux.

Cette technique agit en deux phases :

- Nous nettoyez d'abord les follicules pilifères des pellicules, impuretés et autres déchets qui les obstruent.
- Puis nous activons la croissance des cheveux en appliquant sur le cuir chevelu une régulation, un bio-stimulant aux propriétés vivifiantes.



Nous vous dirons honnêtement si nos soins peuvent résoudre votre problème. Assurément, un long entretien vous est d'ailleurs consacré, sans aucun engagement. Téléphonez-nous pour prendre rendez-vous.

PARIS 16<sup>e</sup> Rue Champ-Élysées, 75008. M. M. George-V. Tél. (01) 225.59.69.

ANGERS : Tél. (02) 26.57.01.

ANGERS : Tél. (02) 26.57.03.

CLERMONT-FD : Tél. (03) 83.35.34.

DIJON : Tél. (03) 33.55.63.

LIMOGES : Tél. (02) 32.43.37.

MARSEILLE : Tél. (01) 33.21.60.

MONTELLIER : Tél. (07) 72.81.96.

NANTES : Tél. (02) 71.74.35.

NICE : Tél. (09) 87.11.33.

RENNES : Tél. (02) 30.16.68.

TOULON : Tél. (04) 92.23.69.

TOURS : Tél. (02) 30.35.60.

Tous les jours de 11h à 20h. Samedi de 9h à 13h.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP

Les cheveux sont faits pour rester sur la tête.



# L'entreprise et la politique

□ LA CONFUSION DES TEXTES EN VIGUEUR, LA SUBTILITÉ ET PARFOIS L'HYPOCRISIE DES « DISTINGUOS » QU'ON FAIT POUR PARTAGER LE LICITE DE L'INTERDIT, AUTANT DE RAISONS POUR CONTINUER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DANS L'ENTREPRISE QUI VIENT DE FAIRE L'OBJET D'UNE ENQUÊTE DE J. ROY (« LE MONDE » DU 1<sup>er</sup> AU 5 MARS).

L'ENTREPRISE et la politique. Ce rapprochement évoque aussitôt, dans l'esprit du grand public, le meeting sauvage tenu « sur le terrain » par tel ou tel leader : image-chose exaltante pour les uns, déplorable pour les autres... La réalité est toutefois plus complexe, en raison notamment de l'extrême variété des formes que peut revêtir la manifestation du fait politique dans l'entreprise. Ainsi, la politique entre dans l'entreprise lorsque des tracts ou des affiches syndicales prennent position sur le problème des nationalisations ; lorsque Perrat ou Glenmor répondent à l'invitation d'un comité d'entreprise ; lorsqu'un tel comité met une salle à la disposition d'un parti qui entend y réunir ses fidèles ou y tenir une cérémonie dominicale ; ou plus simplement encore, lorsque, pendant une pause, chacun ouvre son quotidien préféré ou fait part à son voisin de son sentiment sur l'avenir de Jacques Chirac.

En fait, le problème n'est pas de savoir si toute expression politique doit être éliminée de l'entreprise : une « aseptisation » radicale des lieux où des millions de citoyens passent le plus clair de leur existence disponible est chimérique. Une telle aseptisation aurait elle-même un caractère hautement politique. Le problème, c'est de déterminer la dose de politisation qui reste compatible avec le fonctionnement normal de l'entreprise.

Le moins qu'on puisse dire est que les textes actuellement applicables ne sont pas d'une éblouissante clarté. Trois questions ou groupes de questions doivent être distingués.

● D'abord, celles qui soulèvent la démarche du leader politique qui entend haranguer les salariés dans l'enceinte de l'entreprise en un lieu ou ne s'exerce pas le travail : parkings, cours intérieures, cantines, etc. En Grande-Bretagne, les orateurs conservateurs ou travaillistes ne dédaignent pas d'aller ainsi à la rencontre des travailleurs. En France, une telle démarche, qui jusqu'à maintenant, a été très rare, est

certainement indéfendable en l'état actuel du droit. Un jugement du tribunal d'instance d'Amiens, en date du 10 août 1976, a fait sensation en admettant la légitimité d'une telle intrusion (1) ; mais cette décision quelque peu futuriste a, semble-t-il, peu de chances de faire jurisprudence.

● La situation est beaucoup plus confuse lorsque c'est le comité d'entreprise qui invite lui-même une personnalité politique et met ses locaux à sa disposition. En a-t-il le droit ? Il y a matière à dispute. En vertu de l'article L. 432-3 du code du travail, le comité assure ou contrôle la gestion de toutes les « œuvres sociales » établies dans l'entreprise au bénéfice des salariés ou de leurs familles, et l'article R. 432-2 précise que l'ont partie de ces « œuvres sociales » (dont la définition reste extrêmement floue, ce qui suscite nombre de difficultés encore mal élucidées) « les cercles d'étude, les cours de culture générale ». Cette disposition permet-elle au comité d'entreprise — auquel personne ne conteste le droit d'abriter les activités d'un club de joueurs d'échecs ou de pêcheurs à la ligne — d'organiser un cercle d'études gaullistes ou marxistes et, sous l'étiquette « cours de culture générale », d'inviter le représentant d'un parti politique à exposer le point de vue de ce parti sur tel ou tel sujet susceptible d'intéresser le personnel de l'entreprise ?

A cette difficile question, deux éminents professeurs de droit ont récemment donné des réponses très approfondies (2) qui convergent sur un point fondamental : la politique fait incontestablement partie de la culture générale, c'est-à-dire tout ce qui est réflexion des hommes sur le monde et sur eux-mêmes. Il serait extravagant d'autoriser les comités d'entreprise à mettre sur pied des « conférences » sur l'organisation de Mexico au temps des Mayas et de leur interdire d'informer les salariés sur le nouveau statut de Paris et sur les programmes respectifs des différents candidats à sa mairie. Mais, après cette convergence de base, c'est aussitôt la divergence.

## Information ou propagande ?

Pour le professeur Philippe Ardant, spécialiste des libertés publiques, l'« information » politique entre bien dans la sphère des compétences du comité, mais la « propagande » politique doit en être exclue : une conférence de M. Juquin sur les vues du parti communiste en matière d'éducation, ou une réunion en réalité destinée à permettre au même parti d'élargir son audience, non. Ainsi devrait-on distinguer la conférence qui reste dans le cadre esquissé par le code du travail et la « manifestation » qui en sort, le chef d'entreprise pouvant toujours s'adresser à la justice avant la réunion projetée par le comité pour faire annuler sa décision. Effectivement, les très rares juridictions qui ont été saisies du problème tendent à se référer à ce fil directeur.

Vive réplique du professeur Pierre

Rongere, spécialiste du droit du travail : l'opposition entre l'information tolérée et la propagande interdite n'est que vue de l'esprit. Comment imaginer une seconde que des personnalités politiques invitées à exposer les thèses de leur parti ou des candidats invités à développer leur programme vont s'efforcer de ne pas être aussi « convaincants » que possible ? Et où est le mal ? Et comment des magistrats chargés de censurer les décisions de comités élus sauraient-ils mieux qu'eux ce qui est « bon pour les salariés » et ce dont il faut les préserver ? Des constructions aussi artificielles déguisent mal une vérité qu'il y aurait hypocrisie à échanger : n'est pas la politique que l'on redoute, ce sont les idées qui, dans la politique, menacent un certain ordre social. Le reste est littérature.

Il est sans doute exact que la distinc-

tion entre « information » et « propagande » est aléatoire. Dans le cas des prochaines élections, nous ne trouverions pas scandaleux que les diverses vedettes parisiennes en compétition soient invitées par des entreprises à y exposer mais aussi à y défendre leurs projets, si l'on admet qu'il entre dans la mission culturelle du comité d'entreprise d'aider ceux qui le désirent à mieux suivre et comprendre les problèmes de leur temps et si diverses conditions sont remplies : que l'exécution du travail et l'ordre général ne risquent pas d'être troublés, que chacun reste parfaitement libre de participer à ces réunions ou de les ignorer, ce qui

va de soi, mais aussi que le comité d'entreprise ne se départisse pas de la neutralité qui doit rester la sienne. Et par tous et au service de tous, il ne doit en aucun cas utiliser de façon partisane

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

les moyens (fonds, locaux, etc.), dont il dispose ; en avançant, délibérément, un candidat déterminé, il commettrait un abus de fonctions, il se politiserait lui-même.

## La réaction de la C.G.T.

● LA nous paraît être le problème le plus délicat : la politisation de la culture ne doit pas être le paravent d'une politisation de l'institution elle-même. Réserve trop prudente ? Rappelons que, lorsque M. Perdreau s'est adressé à certains comités d'entreprise dans le cadre d'une campagne de souscription pour le lancement d'un nouveau quotidien, le bureau confédéral de la C.G.T. a publié un communiqué particulièrement sec qui dénonçait « une opération ignorante délibérément les rôles des comités » et visant à les inciter « à utiliser une partie de leurs fonds à des fins politiques » (3). Réaction spontanée particulièrement révélatrice.

Et du point de vue de la disjonction de la culture et du politique, la disjonction de la culture et du politique n'est pas d'avantage ce sont les deux piliers de la « politisation » des structures syndicales au niveau de l'entreprise, troisième groupe de difficultés, très différentes des précédentes dans la mesure où, si elles ne s'adressent pas à la culture, elles s'adressent à la politique.

A la suite des événements de 1968, le législateur a reconnu aux syndicats représentatifs le droit, dans les entreprises de plus de cinquante salariés, de constituer une « section » et de désigner des délégués bénéficiant d'une protection particulière. Notons que, si l'on ignore ce qu'est une œuvre sociale, on ne sait pas davantage ce qu'est une section syndicale et à quel correspond sa « constitution ». Le législateur a cependant reconnu à ces sections le droit de développer une certaine activité à l'intérieur de l'entreprise : affichage de communications syndicales sur des panneaux réservés à cet usage, diffusion de publications et tracts aux heures d'entrée et de sortie, droit de réunion réservé. Il est vrai, aux membres de la section.

Dans quelle mesure ces communications, publications, tracts, peuvent-ils revêtir un caractère politique ? Aux termes de la loi, ils doivent correspondre aux objectifs des organisations professionnelles tels que définis à l'article L. 411-1 du code du travail, article selon lequel « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Que signifie semblable disposition bientôt centenaire ? Soyons clairs : strictement rien. On en a toujours déduit une proposition incontestable : le syndicat a un objet professionnel, ce qui, en clair, veut simplement dire que tout ce qui concerne la vie des entreprises entre dans les compétences des organi-

des textes sibyllins, et que l'on ne saurait fonder sur une quelconque incommunicabilité de nature entre syndicalisme et politique ; dans de nombreux pays auxquels nous n'avons guère de leçons de démocratie à donner, il est admis de la façon la plus officielle que les syndicats ont le droit (et même l'obligation) de soutenir autant qu'ils le peuvent les partis et les candidats dont les programmes rejoignent leurs propres revendications.

Il est vrai que la jurisprudence, encore qu'elle soit loin d'être claire, se montre réservée à l'endroit des affiches ou tracts prenant position sur la valeur d'un candidat ou d'un programme politique. Mais si ces réserves paraissent insurmontables, il faut préciser aux militants syndicaux l'exacte limite de leurs droits, et ce de façon plus nette. Ainsi, problème pratique, simple, ces militants peuvent-ils, sans encourir de sanction, diffuser dans l'entreprise une presse confédérale qui n'hésite guère à faire référence aux propositions de la gauche, ce dont la quasi-totalité des chefs d'entreprise s'accrochent sans problème. Si, on entend désormais le leur interdire, il faut être clair, sortir de l'ambiguïté, et réintroduire des distinctions légales entre l'action syndicale à l'extérieur de l'entreprise et la même action à l'intérieur. Donc modifier nos textes.

Cette modification ne sera-t-elle pas ressentie comme une contre-réforme de l'entreprise ? Au gouvernement d'en juger. Ce qui est certain, c'est que, s'il est décidé à prendre des mesures draconiennes pour bouter la politique hors de l'entreprise, il devra poser aussi clairement que possible deux questions complémentaires.

## Deux questions

La première est relative aux raisons exactes de cette exclusion. On l'oublie trop souvent, ces raisons peuvent être très diverses : s'agit-il d'éliminer tout ce qui est susceptible de troubler la bonne exécution du travail ? ou d'éliminer tout ce qui risque d'être occasion de désordre et de conflit entre les travailleurs eux-mêmes ? ou, même sans qu'il y ait risque de désordre, d'éliminer tout ce qui est susceptible de heurter les convictions de chacun, d'« aggraver » sa sensibilité (tharanguas, affiches, etc.), ou de contredire son simple désir d'avoir la paix ? En bonne logique, les contours d'une interdiction dépendent directement de ses motivations, de son propos.

Ainsi, si l'on veut simplement préserver la bonne exécution du travail, on ne voit pas pourquoi interdire un affichage politique dans les locaux de la cantine. Mais on conçoit que certains n'éprouvent aucun plaisir à déjeuner le nez sous les affiches d'un parti qui n'a pas leur sympathie, et que cela leur gâte le goût du potage : si l'objectif est de préserver chacun de toute « agression », un tel affichage devient beaucoup plus discutable !

En revanche, à moins d'une intolérance qui serait elle-même intolérable, qui pourrait se sentir aggraver parce que les partis politiques seraient, hors de toute propagande, autorisés à publier sur des panneaux ad hoc certaines communications à l'usage de leurs adhérents, par exemple sur la date des réunions, etc. ?

Deuxième question, indissociable de la précédente : supposons que des textes draconiens interdisent toute expression politique dans l'entreprise ; cette exclusion s'imposera-t-elle aux chefs d'entreprise eux-mêmes et leur interdira-t-elle

d'adopter, en accord avec les représentants du personnel, des dispositions plus libérales ?

Tout le droit du travail repose sur un principe de base : les conventions, collectives ou individuelles, peuvent aller au-delà des solutions étatiques « à condition d'être plus favorables aux salariés ». Un accord d'établissement pourrait donc prévoir que des panneaux d'affichage seront réservés aux partis ou à leurs sections (ce qui existe déjà dans certaines entreprises), que des salles leur seront prêtées pour réunir leurs adhérents ou même pour tenir des réunions plus ouvertes, si de telles dispositions sur l'expression politique dans l'entreprise étaient considérées comme « plus favorables aux salariés ».

Quant à la thèse inverse, celle de l'interdiction de dire que, soumis sans échappatoire à des prohibitions absolument impératives, l'employeur n'est plus libre d'organiser comme il l'entend la vie dans son entreprise, serait-ce en collaboration avec les représentants de son personnel... Voie hasardeuse.

Enfin, les réactions « épidémiques » qu'ont suscitées quelques meetings sauvages risquent, à chaud, d'être maladroites. En tout cas, ce dossier que la commission Sudreau n'avait pas cru opportun d'ouvrir est trop confus et trop explosif pour être traité à la sauvette ; il appelle une réflexion attentive, une confrontation générale des analyses, et surtout des suggestions concrètes, bref un vrai débat.

(1) Voir *Droit social* 1976, p. 480.  
(2) Voir Philippe Ardant, *Droit social* 1976, p. 377, et Pierre Rongere, *Droit social* 1976, p. 483.  
(3) Voir *Le Monde*, 18 décembre 1976.



Le sport est une activité exigeante : il faut y être endurant et sobre, faire preuve de réflexes brillants et de réactions franches et efficaces. La Renault 12 est tout cela : c'est une 7 CV robuste. Sa réserve de puissance est une garantie de sécurité et ses cinq places sont confortables même pour des passagers aux épaules larges ! Prenez place au poste de conduite de l'une des Renault 12... car les Renault 12 ont l'esprit d'équipe, elles sont huit berlines ou breaks, boîte mécanique ou boîte automatique.

Les Renault 12 de 23 700 F\* à 29 500 F\*. Modèle présenté : Renault 12 TS, prix 26 600 F\*. (\*prix clés en main au 28/2/77).

**RENAULT 12**  
Renault préconise elf

محمان النحل







## Le ministre de l'intérieur interdit toute manifestation publique à Rome

**ROBERT SOLÉ.**

Les championnats d'Europe  
athlétisme en salle, perturbés  
par une manifestation basque :  
voir en page 32 l'article de Ray-  
mond Poincu.

## MANUEL LUCBERT

*En 1937, Jan Patočka présente sa thèse de doctorat, intitulée « Le monde naturel en tant que problème philosophique ». Après la guerre, son activité professorale lui de courte durée : nommé en 1945 à l'université Charles de Prague, il en fut expulsé en 1948 après la prise du pouvoir par les communistes. Réintégré en 1968, il en fut de nouveau chassé en 1970. Entre-*

Enfin, l'ancien président de la fédération de Rhénanie-Westphalie du Syndicat de l'éducation (G.E.W.), a fait engager une procédure d'exclusion contre M. Sigrist. Il s'est livré à une étude critique de ses écrits et a conclu qu'un tel professeur n'aurait pas sa place dans le syndicat. Il y a deux ans déjà, le G.E.W. avait tenté d'exclure M. Sigrist parce que sa photo, en compagnie du président de la Guinée-Bissau, était parue dans un journal maoïste...

Parmi les affirmations erronées avancées par M. Keller, je n'en citerai qu'une : celle qui veut entraîner M. François Mitterrand dans une condamnation des thèses de mon livre. Aux pages 83 ss de la deuxième édition d'*Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, je décris de façon détaillée la stratégie de sabotage utilisée par la société multinationale de l'alimentation Nestlé, au Chili, durant la période du gouvernement démocratique du président Allende. Ce

Quant à la petite phrase de M. Keller : « A ce jour, M. Mitterrand n'a pas démentit », elle me paraît ridicule. M. Mitterrand est un homme d'Etat. Il fait des déclarations publiques ou il n'en fait pas. Se référer à une conversation occasionnelle, privée, qu'il aurait eue avec un dirigeant d'une société multinationale, pour mettre en question sa position anti-impérialiste, invariée et publique, me paraît inadmissible.

**DANIEL VERNET.**



## AFRIQUE

## ASIE

### Tunisie

#### MESURES D'APAISEMENT A L'EGARD DES ETUDIANTS

(De notre correspondant.)

Tunis. — Les treize jeunes gens arrêtés à la suite des manifestations estudiantines du 24 février à Tunis (le Monde des 26 et 27 février) ont été récemment libérés, et aucune poursuite judiciaire ne sera engagée contre eux, apprend-on dans les milieux politiques de la capitale. Les étudiants ont été renvoyés dans leurs foyers.

Ces mesures d'apaisement relèvent d'un ton « d'ouverture » qui a été exprimé par le ministre de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja, lors d'un récent débat avec les cadres régionaux de la région du Sahel, dont la presse s'est largement fait l'écho. Selon le ministre, la jeunesse tunisienne, qu'elle soit étudiante ou ouvrière, « est assaillie de critiques et de reproches », et il faut comprendre qu'une partie d'entre elle soit « révoltée ». M. Belkhouja a estimé que « le face à face entre étudiants » du mois dernier constituait « une situation anormale qui peut être évitée par une dynamisation plus poussée des structures politiques », et qu'il avait fallu « prévenir le phénomène ou le faire évoluer à la guérre ». — (Interim.)

Un professeur de l'Ecole normale supérieure de Tunis, M. Monir Caidouch, a été arrêté la semaine dernière. Il avait reproché à M. Caidouch, qui n'a jamais caché ses sympathies à l'égard de la politique socialiste de l'ancien ministre de l'Economie, M. Ben Salah, d'avoir distribué des tracts critiquant le régime. L'article 32 du code de la presse, promulgué en avril 1975, prévoit des peines d'emprisonnement de six mois à cinq ans pour des faits de distribution de tracts. — (Corresp.)

### République Centrafricaine

#### NAISSANCE D'UN PRINCE

Prince Saint-Jean de Bokassa de Bahré de Bokassa, prince de Centrafrique est le nom choisi par l'empereur Bokassa I<sup>er</sup> pour son troisième enfant mâle, né dimanche matin 13 mars à Bangui. Le « Voix de l'empire centrafricain » précise que le prince, fils de l'impératrice Catherine Bokassa, est né à 8 heures du matin. A cette occasion, ajoute la radio, la journée du lundi 14 mars sera chômée et payée sur toute l'étendue du territoire de l'empire. — (A.F.P.)

### Ouganda

#### LA POLICE VA SURVEILLER « JOUR ET NUIT » LES RESSORTISSANTS ANGAIS ET AMERICAINS

Selon les communiqués de Radio-Ouganda diffusés dimanche 13 mars, tous les ressortissants anglais et américains séjourant en territoire ougandais vont faire l'objet d'une surveillance constante de la part des services de sécurité. La radio a expliqué que cette décision était motivée par le fait que l'Ouganda craint qu'il soit ressortissants ne soient à l'origine de troubles sociaux défavorables à leur pays, respectivement.

Cet ordre de surveillance a été donné à la suite d'un communiqué de la S.A.C. indiquant que le capitaine britannique pilote personnel du maréchal Idi Amin Dada, avait demandé l'asile politique à la Grande-Bretagne.

### Nouvel « accident de la route »

D'autre part, la radio ougandaise a annoncé que Mme Mary Nsubuga, épouse de l'évêque anglican du diocèse de Nampumba, est morte, vendredi 11 mars, dans un « accident de la route », survenu près de Kampala. Le « Sunday Telegraph » rapporte cette nouvelle, et met des doutes sur la version officielle.

Les cinq présidents des pays africains dits de « nouvelle ligne » se réunissent lundi 14 mars à Beira (Mozambique) pour étudier la situation en Afrique australe. Les présidents Julius Nyerere (Tanzanie), Samora Machel (Mozambique), Kenneth Kaunda (Zambie), Agostinho Neto (Angola) et Sir Seretse Khama (Botswana) se consultent régulièrement. — (Reuters.)

### GÉNÉE PAR SON ANTISOVIÉTISME MILITANT

#### La diplomatie chinoise marque le pas en Afrique noire

De notre correspondant  
en Afrique orientale

Nairobi. — Les Chinois ont beau considérer depuis longtemps le continent africain comme « le centre de la lutte entre l'Est et l'Ouest », la partie s'y joue, pour l'instant, sans eux. « Allée naturelle des peuples opprimés », la Chine populaire peut, en effet, non sans dépit, que les animateurs des guerres de libération en Afrique australe comptent avant tout, pour atteindre leurs fins, sur l'aide de ses pires ennemis, l'Union soviétique et Cuba.

Les relations entre Pékin et les cinq Etats africains de « première ligne » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) sont loin de se réchauffer. Début février, le président Samora Machel a fait accélérer la mémoire de Mao Tse-tung et de Zhou En-lai pendant la troisième conférence du PRKIDAO, qui devait marquer l'option de l'état marxiste-léniniste. Aucune délégation chinoise n'était cependant présente dans la salle.

L'une des réalisations les plus spectaculaires d'Afrique noire, le chemin de fer reliant la capitale de port tanzanien de Dar-es-Salaam, est l'œuvre des Chinois. Mais son inauguration, fin 1976, a précédé de peu un refroidissement des relations avec la Zambie et la Tanzanie.

En décembre 1975, lors d'un banquet offert à Pékin en l'honneur de M. Alexander Grey Zulu, secrétaire général du parti unique de Zambie et principal collaborateur du président Kaunda, M. Li Si-shen, vice-premier ministre chinois, avait offert la caution de son gouvernement à la « détente » amorcée entre Pretoria et plusieurs chefs d'Etat d'Afrique noire, en tête desquels M. Kaunda. Les temps ont changé. M. Podgorny doit se rendre, à la fin du mois, non seulement à Maputo et à Dar-es-Salaam, mais également à Lusaka. Dans le conflit rhodésien, le président Kaunda s'est rapproché de M. Joshua Nkomo, leader de la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe), qui se bat pour le retour à l'indépendance de la Zambie, et s'est éloigné de M. Ian Smith, chef de l'Union nationale rhodésienne.

En décembre dernier, le séjour en Chine de M. Aboub Youssouf, premier vice-président tanzanien, ne semble pas avoir marqué un rapprochement entre deux pays dont les relations se sont légèrement dégradées depuis un an. Les derniers contacts officiels, quelques jours après l'arrivée tanzanienne à Moscou en janvier 1976, l'établissement à la même date, de relations diplomatiques entre

le Botswana et la Chine populaire du 14 mars, ont été consensuels. Depuis cette époque, en effet, l'extension du conflit rhodésien menaçant d'englober à son tour le Botswana, l'Union soviétique a publiquement offert à ce dernier une aide militaire. Le président Seretse Khama n'a pas encore communiqué sa réponse. Il n'est autorisé pas moins les membres de la ZAPU, équipés d'armes soviétiques, à transférer par le Botswana.

Un an après la déroute de la coalition UNITA-F.L.N.A. en Angola, la Chine populaire n'a toujours pas reconnu la République populaire d'Angola fondée par le M.P.L.A. et membre à la fois de l'Organisation de l'unité africaine et des Nations unies (la Chine s'est abstenue lors du vote sur l'admission de cet état au sein de l'ONU).

Une erreur de mise

Les déboires apparents de la diplomatie chinoise en Afrique noire semblent avoir une cause commune : l'anti-soviétisme. Dans le conflit angolais, l'engagement de la Chine populaire, le 11 novembre 1975, les Chinois ont mis sur le plus mauvais cheval en fournissant armes et instructeurs au F.L.N.A. Au moment où le drame s'est joué, peu avant l'indépendance, les Chinois se sont retrouvés dans le camp des perdants. La semi-paralyse de la diplomatie chinoise et l'intervention militaire sud-africaine, aux côtés de la coalition UNITA-F.L.N.A., ont facilité l'envoi de troupes cubaines et d'armes soviétiques au M.P.L.A. en faveur duquel la situation s'est alors retournée.

Loth d'écoulement cette issue comme un échec, Pékin a redoublé ses efforts contre les « desseins criminels » du « régime impérialiste soviétique », dont les ambitions seraient, en Afrique, de « piller les richesses et d'acquiescer à la position stratégique ».

Les Chinois demeurent persuadés que l'objectif prioritaire de la diplomatie soviétique en Afrique est de couper le continent de l'Europe occidentale. Les activités des Soviétiques, mais également de l'Union soviétique, ont été dénoncées en décembre 1975, sont « étroitement liées à leur agression et à leur expansion en Europe occidentale ». Mais, affirmait encore Pékin, les mouvements de libération africains ne sont pas dupes des intentions « hégémoniques » de Moscou.

« Les mouvements de libération d'Afrique australe ont fini par comprendre que la lutte contre l'impérialisme, dans les circonstances actuelles, est inséparable de celle contre le racisme », écrit le Monde du 14 mars. « Tout en attendant de contrôler les mouvements de libération par le biais d'une assistance militaire, Moscou s'est prononcé avec vigueur en faveur d'une force « multi-nationale » pour « libérer » l'Afrique australe, cela dans une vague tentative de répéter le scénario anglois en dépechant des mercenaires ».

Autrement dit, les Chinois s'inquiètent sérieusement de la marge de manœuvre dont dispose actuellement Moscou en Afrique sud-africaine. Tout en dénonçant le « double jeu » des Etats-Unis vis-à-vis des régimes minoritaires européens d'Afrique australe, ils ne sont pas loin d'avouer que M. Kissinger était intervenu bien tard et que la « moralisation » de la diplomatie américaine est loin de les séduire. Ils calculent cependant que les Soviétiques continuent, en dernier ressort, à leur porter « un Angola, pour prendre un exemple, les troupes cubaines sont condamnées à s'embourber ».

Le modèle de développement socio-économique chinois attire de plus en plus les dirigeants progressistes d'Afrique noire que le modèle soviétique. Le déphasage de la diplomatie chinoise en Afrique n'en apparaît que plus flagrant. Les exemples sont nombreux.

Le premier chef d'Etat d'Afrique noire reçu par M. Hua Guo-feng, depuis la promotion de ce dernier à la présidence du parti communiste, est le président du Mali, Moussa Traoré. Le chef d'Etat du Mali, Moussa Traoré, lequel avait rompu les relations diplomatiques avec Pékin dès son accession au pouvoir, en 1968. L'un des pays qui respectent de la Chine une aide économique et militaire est le Zaïre du président Mobutu. Au bord de la banqueroute, on estime généralement que la Chine populaire a distribué en Afrique l'équivalent de plus de 1 milliard de dollars d'aide économique, dont les deux tiers depuis 1970. Ils ont été répartis entre vingt-trois Etats. En 1976, les deux principaux bénéficiaires de cette aide ont été Madagascar et le Mozambique.

Les Chinois se désolent des progrès techniques mais ils n'ont pas les moyens de neutraliser cette influence. Ils misent sur un effet à plus long terme, de « la diplomatie musclée » des Soviétiques par leurs progrès ou leurs alliés africains de l'heure.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### Chine

#### L'annonce de nouvelles condamnations à mort conduit à s'interroger sur l'ampleur de la répression

De notre correspondant

Pékin. — De nouvelles condamnations à mort sont annoncées par des affiches apposées dans la ville de Hangzhou que des voyageurs étrangers ont récemment pu voir. Selon leurs témoignages, l'une des condamnations a été prononcée à la suite d'un vol, mais les autres ont un caractère nettement politique, puisque les condamnés sont accusés d'avoir « organisé l'entraînement de groupes armés » et d'avoir distribué des tracts. Survenant dans la province du Chekiang, où les luttes internes de la direction chinoise sont particulièrement vives, ces condamnations sont donc consécutives à la chute de la « bande des quatre » et font apparemment partie des mesures répressives engagées contre ses partisans locaux.

Certains des voyageurs qui ont vu les affiches ont pu voir également celles-ci, prévoyant l'exécution immédiate des sentences. Si ce point est confirmé, il révèle une rigueur exceptionnelle de la liste des condamnations à mort risque donc de s'allonger.

ALAIN JACOB.

### Laos

#### L'ARRESTATION DE L'EX-ROI SAVANG VATHANA SERAIT LIÉE AU RALLIEMENT D'ÉLÉMENTS MONARCHISTES AUX MAQUISARDS ANTI-COMMUNISTES

De notre correspondant

Bangkok. — Tiao Savang Vathana, ex-roi du Laos, a été arrêté samedi 12 mars dans l'ancienne capitale de Louang-Prabang. Depuis l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République populaire démocratique du Laos le 2 décembre 1975, l'ancien souverain, âgé de soixante-neuf ans, était « conseiller suprême du président de la République ». Son fils, l'ancien prince héritier, membre de l'Assemblée populaire suprême et deux autres personnes, dont le nom n'a pas été divulgué, ont aussi été arrêtés. Lundi matin, un nouveau n'avait pas encore été diffusé par les autorités laotiennes à l'intention de la population locale.

Tiao Savang Vathana vivait retiré à Louang-Prabang ; il ne venait que très rarement dans la capitale. Il serait reproché à son fils d'avoir organisé une attaque

contre des éléments pro-gouvernementaux dans la région de Louang-Prabang. Aucune confirmation de cette information n'a pu être obtenue jusqu'à présent. Cependant, de bonnes sources affirment que certains groupes de maquisards royalistes tentent de rallier à leur cause des éléments royalistes en critiquant la suppression de la monarchie par le Pathet-Lao. Selon ces mêmes sources, si la situation dans le sud du pays semble être calme, la dissidence est sensible au nord de Vientiane, non seulement autour des anciennes bases de « l'armée secrète » Mee, de l'ancien général Vang Pao, mais aussi dans certains secteurs de la province de Louang-Prabang, et surtout dans celle de Sayaboury, limitrophe de la Thaïlande.

PATRICE DE BEER.

## PROCHE-ORIENT

### Au Caire

#### L'esprit de conciliation préside aux travaux du Conseil national palestinien

De notre correspondant

Le Caire. — Ouvert le samedi 12 mars au siège de la Ligue arabe au Caire par une allocution du président du Conseil national palestinien, le Conseil national palestinien doit poursuivre ses travaux durant encore une semaine. Les dirigeants de nombreux courants politiques palestiniens sont présents à l'exception de M. Georges Habbache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), qui se trouve en traitement en Union soviétique, et de M. Abou Abbas, le jeune responsable des dissidents du Commandement général, qui se trouve à Damas. Au sein du Sud-Liban. Aujourd'hui, pro-syrien, le Commandement général de M. Ahmed Jibril est lui-même une organisation dissidente du F.P.L.P. de M. Habbache. Bien que ne figurant pas à l'ordre du jour officiel, la question particulièrement délicate de la réunification de la force armée palestinienne est un des sujets discutés par le « Parlement » de l'O.L.P.

Au cours de la seconde journée du Conseil national palestinien, M. Babjut Abou Gharbiel, soixante-cinq ans, officiellement « sans étiquette », mais chef historique du « Front » pour la lutte populaire, groupuscule sans importance affilié au Front du refus, s'est présenté — contenu par cette tendance, la plus extrémiste du mouvement palestinien — contre M. Khaled Fakhour, cinquante-quatre ans, « indépendant », proche à la fois de M. Arafat et des

Syriens, qui préside le « Parlement » palestinien depuis 1971. M. Fakhour a été réélu avec 172 voix sur 263 votants, mais 21 députés se sont abstenus et 69 ont voté pour M. Abou Gharbiel. Pourtant, les organisations du Front du refus ne disposent officiellement que d'une vingtaine de sièges au sein du « Parlement ». Une cinquantaine de députés n'ont donc pas craint de mêler leurs voix à celles des partisans de M. Abou Gharbiel.

Est-ce, parce que M. Abou Gharbiel a rabais sur son nom les votants anti-syriens ? Sûrement pas, nous dit un jeune député proche du Fath, « sinon il aurait eu 200 voix ». Un député plus âgé, qui appartient au parti communiste jordanien, précise : « Figure politique respectée par tous, Abou Gharbiel a permis aux congressistes les plus durs de se livrer à une sorte de baroud d'honneur en votant pour lui, mais le Congrès sera celui de la conciliation ».

« Pour l'honneur »

Malgré quelques déclarations tranchantes « pour l'honneur », l'esprit de conciliation préside aux travaux du Conseil national palestinien, de faire des progrès, selon les vœux du Fath. Cette dernière organisation, d'ol est issu M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., — qui est assuré du soutien de nombreux membres « indépendants » du président Conseil national, restera majoritaire dans le nouveau « Parlement ». Les 194 membres du Conseil national ont en effet levé le rideau de la réunion du Caire, coopté une centaine de nouveaux représentants de la diaspora palestinienne, portant à 282 (dont 282 sont présents au Caire) le nombre des membres du Conseil.

Parmi les nouveaux députés,

largement plus de la moitié appartiennent au Fath ou sont dans sa mouvance, mais la plupart des autres familles politiques de l'O.L.P. voient également s'accroître leur représentation. Ainsi, sur la quarantaine de nouveaux membres originaires des territoires occupés par Israël, 15 ont été élus au Front du refus. En première analyse, l'élargissement du « Parlement » palestinien ne modifie donc pas sensiblement l'équilibre politique, favorable au Fath, au sein de cette instance.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

#### M. SADAT : pas de tutelle sur les Palestiniens.

Le Caire (A.F.P.). — Dans le discours qu'il a prononcé samedi devant le Conseil national palestinien, le président Sadat a déclaré que le volonte d'un peuple palestinien devait rester « libre » de toute tutelle. « Il n'est pas question d'imposer quoi que ce soit à ce peuple », a-t-il affirmé, en soulignant que l'O.L.P. était son « unique représentant ».

Le chef de l'Etat égyptien n'en a pas moins conseillé aux Palestiniens de ne pas perdre « une seule occasion », y compris, c'était sous-entendu, la négociation, pour récupérer leurs droits nationaux.

M. Sadat a d'autre part répondu implicitement au président Carter qu'il ne saurait admettre la notion de « frontières défendables » (« le Monde » du 9 mars).

« Il est inacceptable, a-t-il déclaré, que certains se retirent à l'arrière de frontières de sécurité selon la conception israélienne », qui a été, selon lui, balayée par la guerre de 1973.

M. Sadat a également lancé une sorte d'avertissement « à tout le monde » en affirmant que les Arabes ne lâcheraient « pas un pouce de leur territoire, qui n'est pas sujet à marchandage ».

## CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI

Notices à votre disposition  
chez les dépositaires

LOTO



# E/ TRAVERS LE MONDE

## Colombie

● UN PROPRIÉTAIRE TERRIEN COLOMBIEN, M. Fernando Restrepo, a été enlevé samedi 12 mars dans le nord-est du pays, indique la police. M. Restrepo aurait été enlevé par le front des forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, pro-soviétique), bien implanté dans la région. C'est le deuxième enlèvement en deux jours en Colombie. Le directeur de la Banque française et italienne de Bogota, M. Giuseppe Mondini, a été enlevé à Bogota dans la nuit de jeudi à vendredi.

## El Salvador

● UN PRÊTRE et deux autres personnes ont été tués, samedi 12 mars, dans une embuscade tendue par des inconnus, à 60 kilomètres au nord de San Salvador. La paroisse du prêtre, le Père Rutilo Grande, connu pour ses opinions de gauche, est située dans une zone où se sont récemment produits des affrontements liés à la propriété des terres. L'archevêque de San-Salvador a émis une protestation publique contre ces assassinats.

## Etats-Unis

● LA MISSION AMERICAINE chargée d'étudier la normalisation des relations entre les Etats-Unis et le Vietnam a quitté Washington le dimanche 13 mars. Après un séjour à Hanoi, elle fera une visite au Laos les 20 et 21 mars. Le premier ministre laotien a, en effet, accepté de rencontrer les membres de la mission, à la demande de M. Cyrus Vance, malgré « les rapports des Etats-Unis avec des groupes hostiles à la République du Laos », a précisé la radio de Vientiane. — (A.F.P.)

● LA PROJECTION DU FILM *Mohamed, messenger de Dieu*, a repris, samedi 12 mars, dans un cinéma de New-York, trois jours après avoir été interrompue sur l'exigence du groupe de terroristes auteur de la triple prise d'otages de Washington. La police était en force aux alentours de la salle et les spectateurs ont été fouillés. — (A.F.P.)

## Ethiopie

● LA STATION DE RADIO « VOIX DE L'EVANGILE », dont les dirigeants éthiopiens ont annoncé, samedi 12 mars, la nationalisation, a été rebaptisée « la Voix de l'Ethiopie révolutionnaire », a indiqué un porte-parole du ministère de l'information. Par ailleurs, selon les autorités, M. William Hastings Martin, professeur à l'université d'Addis-Abeba, fut jeudi 10 mars (le Monde du 13-14 mars) par des travailleurs d'un comité de défense, « se livrait à l'espionnage en prenant des photographies d'une usine ». Un de ses collègues éthiopiens, M. Negale Ayele, « contre-révolutionnaire notoire », qui l'accompagnait, a été arrêté. — (A.F.P.)

● LES MILICES POPULAIRES éthiopiennes des provinces de Begemdir et de Semien, dans le nord du pays, ont tué vingt « réactionnaires » et saisi d'importantes quantités d'armes et de munitions au cours d'une « opération de nettoyage » organisée près de la ville de Chigla, à 50 kilomètres à l'ouest de Gondar, entre 28 février et le 2 mars, a annoncé samedi 5 mars l'agence officielle ENA. — (A.F.P.)

## Irlande du Nord

● VINGT-CINQ PROTESTANTS membres d'organisations paramilitaires du comté d'Antrim, ont été condamnés, le 11 mars, à des peines de prison pour des meurtres et des attentats

commis au début de 1975. Huit d'entre eux ont été condamnés à la prison à vie. — (A.P.)

## Nigéria

● M. DARTON, — Correspondant du *New York Times* pour l'Afrique occidentale, a été expulsé du Nigéria avec sa famille au cours du week-end. Aucune explication officielle n'a été donnée. — (A.F.P.)

## République démocratique allemande

● L'AMBASSADE SOVIETIQUE à Berlin-Est a rectifié, samedi 12 mars, la version de la presse est-allemande des propos de l'ambassadeur sur le statut de l'ancienne capitale allemande. M. Abramov a bien dit que « la partie orientale de la ville n'existe pas » (le Monde du 12 mars) mais non que « les droits militaires des troupes occidentales dans la partie orientale de la ville n'existent pas ». — (Reuter.)

● LES GARDES-FRONTIERES est-allemands ont refoulé plus de 130 ressortissants ouest-allemands désireux de se ren-

dre pendant le week-end, à la Foire commerciale de Leipzig (R.D.A.), a annoncé dimanche 13 mars la police fédérale des frontières. — (Reuter.)

● DER SPIEGEL a affirmé, dans son dernier numéro, que les milices ouyrières est-allemandes volent leur armement renforcé. Selon l'hebdomadaire de Hambourg, ces unités, fortes de quatre cent mille hommes, qui relèvent directement de l'autorité du P.C. est-allemand, ont été dotées de trente-cinq mille mitrailleuses légères et lourdes, de véhicules blindés, de canons sans recul et de canons antichars et antiaériens, alors qu'elles ne disposaient jusqu'alors que d'armes légères. Ces « groupes de combat de la classe ouvrière » feraient désormais des exercices toutes les quatre à cinq semaines au lieu de tous les deux mois. — (A.F.P.)

## Rhodésie

● DEUX SOLDATS RHODESIENS et deux civils, dont une fillette de douze ans, ont trouvé la mort le samedi 12 mars. De leur côté, les forces de l'ordre ont tué treize guerilleros et cinq femmes qui les accompagnaient. D'autre part, un porte-parole du ministère

rhodésien de l'éducation a annoncé que plus de vingt-cinq mille élèves noirs boycottent actuellement les écoles rhodésiennes de Rhodesia. — (A.F.P.)

## Somalie

● M. FIDEL CASTRO A MOGA-DISCIO. — A la tête d'une délégation d'une trentaine de membres, M. Fidel Castro est arrivé samedi 12 mars à Mogadiscio pour une visite officielle de trois jours en République démocratique de Somalie. Le premier ministre, cubain, qui venait d'Aden, devait notamment s'entretenir avec le général Syaad Barre, chef de l'Etat somalien, des relations somalo-éthiopiennes. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

## Union soviétique

● M. ISHAN SABBIR GILVANGIL, ministre turc des affaires étrangères, est arrivé dimanche 13 mars à Moscou pour une visite officielle, annonce l'agence Tass. La visite du chef de la diplomatie turque, prévue d'abord pour le début de février, avait été reportée à la demande des Soviétiques. — (A.F.P.)



### DIRECTEUR GÉNÉRAL

200.000 F

Cette société, solidement établie sur le marché français depuis plus de 5 ans, associée à un groupe scandinave à vocation mondiale, est l'un des grands spécialistes de la vente et de l'installation d'appareils et de systèmes électroniques de régulation et de contrôle de qualité destinés aux marchés agro-alimentaires. Son actuel Directeur Général recherche, pour Paris, son successeur. Rendant compte au conseil d'administration, il assurera, avec une grande autonomie, la direction générale des opérations de l'entreprise : définition des objectifs et budgets, stratégie de développement des produits, marchés, après-vente; animation du personnel, organisation et finances. Il interviendra dans les négociations importantes. Ce poste doit intéresser un cadre dirigeant âgé d'au moins 33 ans, habitué aux méthodes modernes de gestion, de marketing et d'animation d'équipe, justifiant d'une réelle réussite de la commercialisation et de l'installation d'équipements industriels à un niveau de direction générale au de département. La connaissance du contexte agro-alimentaire est un avantage. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2531M

### MÉDECIN DÉVELOPPEMENT CLINIQUE

140.000 F

Industrie pharmaceutique — CILAG-CHIMIE, société française de création récente, filiale du groupe JOHNSON & JOHNSON, pour faire face au développement de ses spécialités pharmaceutiques, de haute valeur thérapeutique, recherche un Médecin responsable des expérimentations cliniques en gynécologie. Rendant compte au Directeur Général, il sera chargé, au sein d'une équipe jeune et dynamique, de concevoir et d'élaborer des protocoles d'études de produits gynécologiques, d'implanter ces études en milieu hospitalier, sur un plan national, et de les suivre jusqu'au visa. Il aura une entière autonomie d'action pour procéder à l'étude en profondeur des domaines thérapeutiques concernés, pour prendre des contacts scientifiques à un haut niveau et assurer le suivi des nouveaux produits, en liaison avec le marketing, avant diffusion auprès du corps médical. Ce poste conviendrait à un médecin, possédant une expérience en gynécologie, âgé d'au moins 30 ans et ayant exercé des fonctions hospitalières. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le candidat retenu devra être à la fois un homme d'études et de contact, organisé, autonome et ouvert à un travail d'équipe. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ce poste est évolutif en fonction de l'exposition du groupe. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2533M

### CONTROLEUR DE GESTION

130.000 F

Un important établissement public de Lille jouissant d'une très grande notoriété crée le poste de Contrôleur de Gestion. Revenant de la Direction Générale, le candidat retenu aura à mettre en place les outils permettant d'écarter et d'améliorer la gestion tant des services internes que des organismes - nombreux et variés - qui dépendent de cet établissement. Sa fonction l'obligera à travailler de façon très étroite avec les Directeurs de ces services et organismes, plus pour les conseiller au niveau de la définition des orientations stratégiques que pour les contrôler budgétairement. Nous recherchons un diplômé d'HEC, ESSEC ou équivalent, ayant si possible une formation complémentaire type INSEAD, ISA. Il aura plus de 30 ans puisera l'expérience impérativement d'une expérience de la fonction acquise au sein d'une équipe de Direction Générale d'une société multi-produits ou services et multi-établissements ou départements. La rémunération annuelle sera négociée en fonction de l'acquis, mais pourrera se situer autour de 130.000 francs. Le candidat de fort potentiel que nous recherchons devrait pouvoir donner à la fonction, qui est entièrement à créer, une dimension de tout premier plan. Ecrire à S. BOS-SUT à Croix. Réf. A/4363M

### DIRECTEUR DES FABRICATIONS

140.000 F

Une entreprise française du secteur électromécanique, filiale d'un très puissant groupe industriel, recherche un Directeur des Fabrications pour son unité de production (1.000 personnes), située dans le Centre-Est de la France. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production définis (qualité, coûts, délais). Pour cela, il supervisera les services fabrications, planning-ordonnancement, méthodes, entretien et travaux neufs et veillera particulièrement à l'organisation de la production. Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, âgé d'au moins 35 ans, ayant une solide expérience des fabrications de série et de l'organisation industrielle. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. La taille du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évaluation à un candidat de valeur. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2529M

### RESPONSABLES COMMERCIAUX

100.000 F

La filiale française d'un très important groupe international, recherche pour son siège situé dans la banlieue Nord-Ouest de Paris, deux Responsables Commerciaux. Pour ces deux postes une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie.

### CHEF GROUPE ACHATS

Lille

3 SUISSES FRANCE recherche pour sa Centrale d'Achats un Chef de Groupe, secteur équipement de la maison (électroménager, jouets, loisirs, rangement, cadeaux, bricolage, etc.). Rendant compte au Directeur des Achats et disposant d'une large autonomie d'action, il aura en charge le développement des ventes et la rentabilité de son domaine d'activité (une centaine de pages de catalogue). Pour l'aider à atteindre ses objectifs, il lui sera confié la direction d'un groupe d'achats d'une quinzaine de personnes comportant plusieurs cadres (dont quatre acheteurs). A partir d'orientations générales, il sera responsable des résultats obtenus par la vente de la collection établie et approvisionnée par son groupe d'achats. De plus, il veillera à instaurer une coopération efficace avec les services de publicité, de contrôle qualité, de style, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à une forte personnalité possédant esprit de décision et qualités d'animation. Agé d'au moins 30 ans et de formation commerciale supérieure, il devra avoir acquis une solide expérience (5 ans minimum) dans la vente de produits non-textiles de grande diffusion, de préférence dans la branche précitée. De bonnes connaissances en langue (anglais-allemand) seront utiles. La rémunération annuelle de départ, importante, sera fonction de l'expérience et de la qualification du candidat et progressera ensuite suivant les résultats. Les perspectives d'avenir sont réelles pour un homme de valeur. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4364M

### GESTION DE PERSONNEL

80.000 F

Une importante société de distribution d'équipements industriels en constant développement, possédant un réseau d'établissements très décentralisés, recherche un jeune cadre de personnel pour son siège à Paris. Il assistera le Directeur du Personnel dans l'application de la politique de relations sociales notamment auprès des différents établissements en province : structures, mouvements de personnels, rémunérations, législation sociale, contrôle des procédures de gestion... Il étendra son rôle à des missions ponctuelles complémentaires (tableau de bord, bilan social...). Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'enseignement supérieur, possédant une solide connaissance de la législation sociale, ainsi qu'une très bonne pratique des différents aspects de la gestion du personnel acquise dans un contexte moderne. Des qualités telles que réalisme et sens pratique, rigueur et diplomatie sont très souhaitables. La rémunération annuelle prévue au départ pourra atteindre 80.000 francs et sera fonction des compétences. Pour un candidat de valeur des perspectives intéressantes sont rapidement envisageables. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2530M

### ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Jura

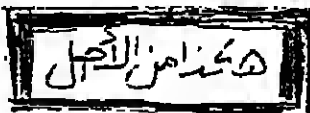
Gestion des effectifs et des salaires — Une société multinationale recherche, pour une de ses divisions françaises située dans le Jura, l'Adjoint de son Chef du Personnel. Il aura pour principale mission de gérer, planifier et contrôler les effectifs et les salaires de cette unité comprenant environ 700 personnes. A partir d'une analyse rigoureuse des différents ratios et écarts, il devra proposer des actions correctrices et des améliorations de structures auprès des Directions opérationnelles : production, marketing... et veiller au respect des objectifs et des coûts. Il aura, enfin, à soutenir l'action du Chef du Personnel dans tous les domaines concernant les ressources humaines, afin d'être apte à prendre en charge la Direction du service, à moyen terme. Ce poste, à caractère évolutif, qui implique rigueur, diplomatie et aptitudes dans l'interprétation des données chiffrées, s'adresse à un jeune cadre, âgé d'au moins 27 ans, de formation économique, financière ou de sciences humaines. Il devra, en outre, posséder une bonne connaissance de la législation sociale et du Droit du travail. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, sera liée au niveau d'expérience acquis, et devra rapidement évoluer en fonction de la réussite du candidat retenu. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2532M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

















# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Cid (1818).  
Nouveau Carré, 20 h. 30 : Initiation aux arts techniques du cinéma.  
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Les Brigands.  
Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 : Aphésie (Hé).  
Félicité (Hé).

### Les autres salles

Centre culturel des Amandiers, 20 h. 30 : Le Journal d'un fou.  
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boëlge-Boëlge.  
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Une femme presque fidèle.  
Nouveautés, 21 h. 0 : Nica.  
Félicité, 20 h. 30 : Le Beuze de la nuit.  
Saint-Georges, 21 h. 10 : Le Maître de Sologne.  
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : Gaudet (Hé).  
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Ousette.  
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Electre.  
Théâtre des Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : L'Amour en visite.  
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h. 30 : Soud.  
Troglodyte, 21 h. 10 : Guguzeze.

### Les cafés-théâtres

An Bee fin, 19 h. 30 : Solo pour Vainca.  
21 h. 10 : Collection.  
22 h. 15 : Emmanuel.  
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Chriss et Laure.  
Elysée-Palace, 21 h. 45 : Au niveau du chou.  
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Le Désert rose.  
22 h. 30 : J.-P. Séver.  
Coupé-chou, 20 h. 30 : L'improvisé du Palais-Royal.

Le Fanal-des-Italiens, 20 h. 15 : Le Président.  
22 h. 15 : L'Intervention.  
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Jeune d'Arc et ses copains.  
Coul des Miracles, 20 h. 30 : Négociation avec plus blanc.  
22 h. 15 : Les Miraculés.  
Séance, 1. 20 h. 20 : Je fus nambute.  
22 h. 15 : What a fair foot !  
21. 21 h. 10 : Côté cour, côté en bourse.  
22 h. 30 : Jeanne au boucher.

### Les comédies musicales

Marigny, 21 h. 10 : Nini la Chance.

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. 10 : R. P. R. ou Le nouveau-né à une grande honte.  
Deux-Ans, 21 h. 10 : Marianne, ne vois-tu rien venir ?  
Dis-Deux, 22 h. 10 : Monnaie de singe.

### Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Orchestre national de France : I. Stern, violon (Mozart, Beethoven).  
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Ensemble instrumental de France (Haendel, Haydn, Rostrop, Schubert).  
Théâtre Esplanade, 20 h. 30 : O. Artur, violon ; C. Cottini, piano (Mozart, Brahms, Prokofiev).  
Salle Gerson, 20 h. 30 : Amadeus Quartet (Beethoven).  
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Orchestre de chambre tchèque.  
Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris (Gurcel, de Séver).  
Nouveau Carré, 21 h. 10 : Concert de l'Orchestre de France (Haendel, Haydn, Rostrop, Schubert).  
Michele Roquai, Chant.  
Conservatoire national de musique, 20 h. 30 : Semaine du soliste contemporain (œuvres récentes).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**

**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## Lundi 14 mars

### Jazz, pop' et rock

Théâtre de la République, 20 h. 30 : Zochary Richard.  
Théâtre Montmartre, 21 h. 10 : Ange.  
Pace Beach.  
Théâtre des Blancs-Manteaux, 24 h. 10 : F. Caratini, N. Pouch.

### La danse

Musée Carnot, 20 h. 30 : Les Musiciens du Nil.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.

(\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillet, reliée.

### Les exclusivités

A CHACUN SON ENFER (Fr.) : A.B.C., 2 (236-55-54), Bouquet, 2 (231-44-11), Marignan, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48), Fautouche, 15 (331-56-86).  
AFFRONT À SALES ET MACHANTS (It., v.o.) : S.T.V., 5 (823-08-04).  
BARDOLLO (Fr.) : U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).  
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Studio Laga, 3 (103-26-42).  
Collette, 8 (339-92-82), P.L.M. St-Jacques, 14 (389-68-42), v.f. : Impérial, 2 (1742-72-52), Athéna, 15 (343-07-48).  
LA SATELLITE DE MIDWAY (A., v.o.) : Adonis, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
DAMES BLANCES (Fr.) : Le Marais, 15 (373-47-88).  
LA BATAILLE DU CHILL (A., v.o.) : Studio Laga, 3 (103-26-42).  
BLUE JEANS (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 15 (339-92-82).  
CANYON (A., v.o.) : Studio Laga, 3 (103-26-42).  
Quotidien, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
CANYON, UN ADRESSEMENT À VENISE (It., v.o.) : Hauteville, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
CET EST D'ADRESSES DU QUAND ELLES DISSENT (A., v.o.) : U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).  
LE COUP DE CRACE (A., v.o.) : Palais des Arts, 3 (127-82-86).  
LE COUP DE CRACE (A., v.o.) : Palais des Arts, 3 (127-82-86).  
CŒUR DE VERRE (A., v.o.) : Studio des Ors, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).  
CERIE CHERES (A., v.o.) : Quotidien, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
LA DISCRETE DE FRANK BLUM (A., v.o.) : Action-Christine, 8 (339-92-82).  
DEROU (A., v.o.) : Studio Alpha, 5 (103-26-42), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

DRATIRE DU LOUVRE 147, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>)

VESPERAE SOLEMNES REQUIEM - W.A. MOZART

Sol. Orchestre. Maitrise de l'Oratoire. Dir. : E. HORNUNG

Mardi 22 mars, 21 heures

Pr. 40, 25, 30 F

13 F. C.T.V.D. C. Vermeil, 15 F. Loc. Durand, Libr. Profet., Orcl.

### Les films nouveaux

L'AUTRE FRANCE, film nigérien d'Ali Ouhem, v.o. : Studio B-Séverin, 5 (823-08-04).  
L'UN DES CHANGS D'AGRA VIDA, film français d'Agnes Varda, v.o. : Quotidien, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
CINE FILLES, film français de Philippe Collo (film de montage), v.o. : U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82), U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).  
LES PASSAGES, film français de Serge Leroy (\*), v.o. : Gaumont-Théâtre, 2 (231-33-18), Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
VERTICES, film italien de Mauro Bolognini, v.o. : Studio Laga, 3 (103-26-42), Quotidien, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
TRANSAMERICA EXPRESS, film américain d'Arthur Hiller, v.o. : Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
LA VILLE SANS SHERIFF, film américain de L. Poirer, v.o. : Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
LA TOUR DE BABEL, film italien de Roberto Rossellini, v.o. : Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
MARATHON MAN (A., v.o.) : Elysée-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
1960 (première partie) (It., v.o.-v.f.) : Les Tempêtes, 3 (273-84-58).  
1960 (deuxième partie) (It., v.o.-v.f.) : Les Tempêtes, 3 (273-84-58).  
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (A., v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 8 (339-92-82).  
NUIT D'OP (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (231-33-18), Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).  
TRANSAMERICA EXPRESS, film américain d'Arthur Hiller, v.o. : Cluny-Palace, 8 (339-92-82), Mouton-Palace, 8 (344-14-27), Murel, 15 (343-07-48).

UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC

(1941-45-62) : Convention-Saint-Charles, 15 (373-47-88).

L'OMBRE DES ANGES (A., v.o.) : Olympia, 14 (344-14-27).

FAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

U.G.C. Marignan, 8 (339-92-82).

**STUDIO MÉDICIS / 14 JUILLET PARNASSE**

AUSFESTIVAL DE VENISE

DELPHINE SEYRIG-GODIGOU (Pr.)

Meilleure interprétation féminine 1976

**MURIEL**

Alain Resnais

des Critiques

Scénario de Jean Cayrol

JEAN CAYROL

Pour moi MURIEL c'est le PREMIER film d'Alain Resnais

HENRI LANGLOIS

**Sortie le 16 mars**

Un festival de cinéma et de culture

**Bilitte**

UN FILM DE DAVID HAMILL

MUSIQUE ORIGINALE DE FRANK BLUM

DRATIRE DU LOUVRE 147, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>)

VESPERAE SOLEMNES REQUIEM - W.A. MOZART

Sol. Orchestre. Maitrise de l'Oratoire. Dir. : E. HORNUNG

Mardi 22 mars, 21 heures

Pr. 40, 25, 30 F

13 F. C.T.V.D. C. Vermeil, 15 F. Loc. Durand, Libr. Profet., Orcl.

**DILLON YVONNE**

**ARMAGUEDON**

MERCREDI 16 MARS

20 films inédits

Débats avec les réalisateurs et les rédacteurs de la Revue

**STUDIO DES URSLINES**

10, rue des Ursulines (3<sup>e</sup>)

**2<sup>e</sup> SEMAINE**

des **CAHIERS**

du **CINEMA**

**20 films inédits**

Débats avec les réalisateurs et les rédacteurs de la Revue

SOUS LE PATRONAGE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ARTISTES

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN FRANCE

14 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

du 1<sup>er</sup> au 16 Avril

**LES BALLETS DE CHANGHAI**

DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

1, 2, 4, 6, 8, 9, 12, 13 Avril à 20 h. 30. Le 3 et 17 h.

"LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"

BALLET REVOLUTIONNAIRE CONTEMPORAIN

5, 10, 15, 18 Avril à 20 h. 30. Le 11 et 17 h.

ACTES CHORIS DU BALLET REVOLUTIONNAIRE

"LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"

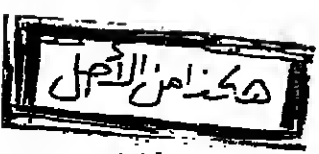
et MUSIQUES ET DANSES FOLKLORIQUES

LOCATION OUVERTE au Théâtre 15, Avenue Montaigne

ou Téléphone 225.14.34 et 14.35

هذه هي النسخة





## ARTS ET SPECTACLES

### Théâtre

#### « LES BONNES », de Genet. vues par Henri Ronse

Autrefois, descendant sur la scène du Fomichet, vers de 15 heures, des messieurs équipés de neuf pour la pêche à la crevette.

Équipés intégralement : sandales caoutchoutées, moustiquiers anti-courants, barboteuse modeste adulte, pantalon ventru avec trou dans le couloir et bretelles antidérapantes, époussette taillé en casquette bleu marine avec ancre sur la visière, ainsi de suite.

Le vieux habitué arrivait, lui, sans signe distinctif, vêtu d'un complet gris hors d'usage on voyait à peine son petit filet rond, qu'il tenait perché sous sa veste. Il entrât comme ça dans la mer, mine de rien, jusqu'au cou, et vingt-cinq minutes plus tard réapparaissait avec 3 kilos de boulettes sauteuses dans ses poches.

L'équipé intégral, entre-temps, avait capturé une étoile de mer rissée et une crevette de bigorneau vide.

Lorsque Jean Genet, peu de temps après la guerre, est descendu sur l'arène du théâtre avec les Bonnes, il était équipé aussi complètement que le pêcheur de crevettes à ses débuts : charades

### Danse

#### Le Bolchoi au Palais des congrès Une étoile est née

Nous l'avions déjà remarquée l'autre soir à la « première » du « Lac des cygnes » que donnait le Bolchoi au Palais des congrès. Elle dansait un petit rôle, la fiancée hongroise : une blonde aux yeux verts, extrêmement jolie, très longue de ligne, à la taille de guêpe. Dimanche 13 mars, en matinée, le « Lac des cygnes », version Grigorovich — dont nous reparlerons — était de nouveau à l'affiche. Mais cette fois, pour elle, c'était le grand jour : elle était distribuée dans le premier rôle, espoir suprême et consécration — ou même titre que « Giselle » — de toutes les danseuses.

Celle-ci s'appelle Ludmila Semenkova : un nom qui, selon la formule de Diaghilev, est « à la veille d'être célèbre ». Quand elle est apparue en reine des cygnes au deuxième acte, le front de scène et sans aucune ride pour le tenir, la bouche d'abord ouverte en forme de cri, puis esquissant un sourire d'amour, fugitif comme une comète, ignorant souverainement les prodiges de

### Musique

#### LES « GURRE-LIEDER » DE SCHOENBERG par l'Orchestre de Paris

Schoenberg étonne... Schoenberg fait peur... On n'en finit pas d'écouter l'empereur du système sériel. Il a fallu conquérir le ban et l'arrière-ban pour remplir à peu près, dimanche, le Palais des congrès, les fidèles de l'Orchestre de Paris n'ont cependant rien à craindre pour le second concert, car les Gurre-lieder, les comédies de Tristan et des symphonies de Mahler, dans cette magistrale interprétation de Zubin Mehta.

En 1900, à vingt-cinq ans, Schoenberg adresse sans le savoir un monumental adieu au monde musical auquel il va tourner le dos, ou, du moins, qu'il va transformer si profondément que ce vieux monde finira par trouver cinquante ans plus tard, les Gurre-lieder, une apothéose de la symphonie, du lied romantique, du drama lyrique, une œuvre pour soi, d'ailleurs, qui n'a d'égal que dans la 8<sup>e</sup> Symphonie de Mahler.

Romantiques sont également les poèmes de Hans Peter Jaeger (1847-1888), écrivain que Rilke considérait comme « aussi important que la Bible ». Poèmes d'amour et de mort, inspirés d'une vieille légende, qui chantent la passion du roi Waldemar pour la belle Tote, l'assassinat de celle-ci par le reine jalouse, le désespoir de la vie et la nature, la « chasse fantastique du vent d'est » débouche dans une merveilleuse lumière : « La multitude des oiseaux s'agit dans la forêt. La fleur secoue la tête de ses cheveux bouclés et cherche le soleil. Fleurs, réveillez-vous à la joie ».

On pourrait craindre que Schoenberg n'utilise ses gigantesques moyens pour des effets de masse spectaculaires (il y en a), mais c'est au contraire la simplicité de la vie et la nature, l'écriture et des modulations, l'intonation renouvelée de l'orchestre qui surprennent et enchantent tout au long de l'œuvre.

Le compositeur avait besoin de tous ces « claviers » pour épouser le lyrisme si délicat et fort de ces longs poèmes, où la projection de l'émotion dans le cosmos s'élève aux terribles mystères de la mort et des ténements du jour. L'incompréhensible s'écrit de Schoenberg est d'ailleurs tout cela dans une musique d'un développement continu appuyé sur des techniques diversifiées et agiles, où le lyrisme le plus intense s'accorde avec la poésie la plus savante, la spirale existentielle la plus vertigineuse avec

### Cinema

#### « VERTIGES » de Mauro Bolognini

Un hôpital psychiatrique en Toscane, au début des années 30. A l'extérieur, la folie du fascisme, à l'intérieur, la folie des malades, sur lesquels règne un maître d'asile méditerranéen et charismatique. C'est un monde à l'extérieur, la folie par l'existence d'un être, spécifique qu'il cherche à isoler. Une de ses assistantes qui a lu Freud lui démontre qu'il se trompe et refuse de partager son lit. Le médecin et l'impression qu'il devient fou à son tour.

On peut voir dans ce film une subtilité parabolique. On peut y voir également un essai sur la contagion de la folie en milieu psychiatrique, les rapports de l'individu et de l'angoisse. A dire vrai, le film de Mauro Bolognini (adapté d'un roman de Mario Tobino) flotte un peu à tous les vents. Cédant à un penchant qui s'aggrave de film en film, le cinéaste semble d'ailleurs moins s'intéresser à son sujet qu'à la meilleure façon de l'illustrer. On connaît la goût de Bolognini pour les brumes artistiques, les scénarios ténus, les caméras distinguées. Après une scène de carnaval qui fait penser à James Ennor, nous plongeons dans une atmosphère feutrée où les bleus, les gris, les noirs, sont délicatement mis en valeur par des touches de saumon et d'orange. C'est d'un raffinement que, malgré les grillages, les caméras de force et de faiblesse, les caméras, l'enfer et l'asile, le lieu de souffrance et d'horreur, perd tout caractère tragique. La cruauté et la lépre deviennent une cruauté, une lépre de décorateur. Et les malades eux-mêmes ne sont plus que des « modèles » servant à des compositions plastiques.

Au milieu d'un essai de femmes

### Peinture

#### Guernica à Madrid ?

Au Musée d'art moderne de Madrid, une salle attend le Guernica de Picasso mis en dépôt « par la peinture depuis plus de quarante ans au Musée d'art moderne de New York. Construit ces dernières années, le musée madrilène ne sera inauguré officiellement que le jour où le tableau viendra y prendre la place d'honneur qu'il attend. L'image peinte est devenue un symbole : ce jour-là sera sans doute, un jour de réconciliation nationale. « Guernica » appartient au peuple espagnol », avait dit Picasso. Mais il ne ren-

### En bref

**Cinéma**

« C'EST TOUJOURS OUI QUAND ELLES DISENT NON » — U.G.C.-Danton (v.a.), Emmanuelle (v.a.), U.G.C.-Opéra, Molière, U.G.C.-Gobelins, Molière.

Le film est beaucoup moins délectable que le titre doit le faire croire. C'est d'abord un film de France : c'est d'abord quelques choses. Mais si, comme dans toute bonne comédie américaine, la tendresse et l'indulgence l'emportent sur la dureté, chez le couple Bingham, il y a une certaine dureté. Les deux héros ont une certaine dureté. Les deux héros ont une certaine dureté. Les deux héros ont une certaine dureté.

**Théâtre**

**LETTRE À MON FILS.** — Nouveau Carré, 20 L.

Les grandes explications de mère à fils se passent parfois dans la cuisine, d'est un fait de société. Ici, entre la table et l'évier, on se rassure à la figure d'un homme de malentendu : il n'a pas demandé à naître, elle a fait ce qu'elle a pu pour lui apprendre à vivre.

« Ma mère à trois visages... » chantonne le fils (Christopher Allwright, Francine Walter, Edwin Morris et Catherine Carrol sont là pour ce personnage comiquement démultiplié. On comprend bien que la mère est trois fois, qu'elle se justifie en elle la patience et l'énervement, la gentillesse et la grossièreté, le bon sens et la folie, mais comme ces trois visages ont toutes les monnaie du jeu et qu'elles sont mal associées, on conduit à l'artifice, et on s'ennuie.

On s'ennuie car la mise en scène de Gérard Lorin est sans intérêt pour le spectateur et néglige pour l'auteur. La pièce de Catherine de Seynes, où l'on regrette trop de références à une psychanalyse de magistère pour s'être attachée, ne manque pas cependant d'une certaine richesse. Dans la révolte du fils, dans les confessions maternelles, dans leurs longues traversées de mémoires, c'est toujours une femme qui parle et s'efforce de traduire une expérience féminine. En ce sens, c'est bien un spectacle de recherche. — C. D.

#### L'affaire Polanski Peu de réactions en Amérique

Arrivé le 12 mars au Beverly Hills Hotel de Los Angeles, pour avoir violé une jeune fille de treize ans, puis libéré sous caution (le Monde date 14-15 mars), Roman Polanski risque une peine d'incarcération allant jusqu'à cinquante années de prison. D'après l'Agence France Presse, d'autres chefs d'accusation pourraient être retenus contre lui. Selon une source proche de la police de Los Angeles, les photographies destinées à un magazine français pour jeunes filles ont été prises par un agent français venu de la base de Dabon.

#### LE CHANTEUR DANIEL GUICHARD EST RETROUVÉ SAIN ET SAUF

Des relations maladroites avec un « secret », alias « secret », le chanteur Daniel Guichard et ses trois compagnons, disparus depuis quatre jours à bord d'un avion, dans le désert de Djibouti, à la recherche d'un trésor, ont été retrouvés par un avion français, vers de la base de Dabon.

MARIGNAN - FRANCAIS 2 - QUINTETT - STUDIO RASPAI  
ENTREPOT - ASNIERES - PARY 2

un film d'agents secrets

une chanteuse l'autre pas

des hommes, de la musique, des enfants, de l'humour, la vie !

\* THÉRÈSE LIOTARD \* VALÉRIE MAIRESSA \*

\* ACTEURS : 12 GROUPE CHIFFRE \* ROBERT DUBOIS \* JEAN-PIERRE FERRIER \*

\* IMAGES : C. WENDLAND \* MUSIQUE : F. WERTHEIMER ET ORCHESTRE \* DÉCORS : J. DADO \*

\* COIFFURES : C. CHIFFRE \* MAQUILLAGE : J. WERTHEIMER ET ORCHESTRE \* DÉCORS : J. DADO \*











OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés" 2 col. et +	42,00	45,75
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAL OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,78
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

**sogacel**  
SOCIÉTÉ GABONAISE  
DE CELLULOSE

recherche, dans le cadre de la mise en place du  
complexe industriel de KANGO (GABON),

### Le chef du département entretien usine

qui sera étroitement associé au montage des  
installations et qui devra organiser les  
services techniques (définition des politiques  
et méthodes d'entretien et formation du  
personnel).

C'est un ingénieur de grande école, ayant  
une expérience confirmée des méthodes  
modernes d'entretien ; une formation aux  
procédés de fabrication est prévue.

(Réf. 27-M)

et pour sa Direction Administrative,

### Le contrôleur de gestion

qui mettra en place un système d'informa-  
tion de gestion et sera chargé de son fonc-  
tionnement ; le niveau d'expertise comptable,  
acquis éventuellement dans une école com-  
merciale, ainsi qu'une certaine expérience  
sont indispensables.

(Réf. 28-M)

### Le responsable du service informatique

dont la fonction consistera à rendre rapi-  
dement opérationnel un service informatique  
appelé à un important développement ; une  
formation supérieure, une expérience d'or-  
ganisation et une bonne maîtrise de l'informa-  
tique sont requises.

(Réf. 29-M)

Ces postes doivent être pourvus rapidement.  
Ils bénéficient d'importants avantages. Le  
logement sur le site sera assuré après une  
première période de quelques mois à  
LIBREVILLE.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez  
en précisant la référence du poste aux  
Conseils du Département Recrutement  
d'EUREQUIP auxquels nous avons confié  
le soin d'examiner les candidatures.



**EUREQUIP**  
B. P. 30 - 92420 Vaucluse

## Lawyer

Monsanto, a major multinational corporation,  
has an immediate need for a LAWYER at its  
European headquarters in Brussels.

The ideal candidate will be aged 30 to 35 and have  
approximately five years of experience, preferably in  
an international law firm or corporation.  
Experience with EEC laws on competition will be  
definitely an asset.

Superior academic credentials plus proficiency  
in English are musts.  
Preference will be given to a person who has a good  
knowledge of French and Dutch.

The position which involves some travel within  
Europe, commands a competitive salary and fringe  
benefits and offers excellent career opportunities.  
Please send your applications with details preferably  
in English to Mr. J. Verlinden, Personnel Manager,  
Monsanto Europe N.V./S.A.,  
avenue de Tervurenlaan 270-272, B-1150 Brussels,  
Belgium.

All applications will be handled in strict confidence.

# Monsanto

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT  
130.000 - 150.000 F.F./an

Traitement et Négociation de  
Matières Premières Minérales  
PARIS - AFRIQUE ÉQUATORIALE

Un groupe de sociétés spécialisées dans l'extraction et le négoce  
de substances minérales (4.000 personnes, C.A. 600 millions de  
Francs) recherche un ingénieur de Développement. Sous l'autorité  
du Directeur de la Mine ou de la Société de Négociation, il devra  
trouver une nouvelle définition (forme, répartition, réserves...) de  
l'un des minerais exploités, tant sur le plan actuel que sur  
celui devant être ouvert dans le futur, afin de doubler la produc-  
tion. Il sera chargé de la commercialisation de cette substance  
dans les pays africains en association avec d'autres produits  
importés d'Europe ou des États-Océ. Il participera à une étude  
prospective dont les résultats pourront déboucher sur la création  
d'une société ayant pour objet le traitement de cette substance,  
dont il assurera la Direction. Le titulaire du poste, âgé d'au moins  
30 ans, de formation ingénieur (Mines, Chimie, Géologie, A. et M.),  
possédant une expérience professionnelle partagée entre la technique  
et le commercial dans une société du secteur chimique (engrais,  
produits pharmaceutiques, sels de métaux...), il sera obligatoirement  
parfaitement bilingue français/anglais. Écrire au N° 111/24 à :

G.R.H. CONSEILS, 15, rue de l'Amiral-Roussin, 75015 Paris.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

## LA SOCIÉTÉ DES MINES DU RWANDA

### recherche pour leur confier des POSTES DE DIRECTION plusieurs INGÉNIEURS (DES MINES DE PRÉFÉRENCE)

Les fonctions offertes sont du domaine de l'exploitation à ciel ouvert et souterraine de  
minerais non ferreux.

Elles conviendront à des hommes d'expérience, habitués à conduire, dans le secteur minier,  
des unités de production occupant plusieurs milliers d'hommes.

Elles satisfieront des hommes énergiques, soucieux de leurs résultats et ayant de bons  
contacts humains.

Une expérience africaine est souhaitable et constituerait un avantage.

Si ces fonctions vous intéressent, faites-nous part de votre expérience en adressant votre  
curriculum vitae (précisez s'il y a moyen de vous joindre par téléphone) à UNIVERSAL MEDIA,  
122, ch. de la Hulpe à B. 1050 BRUXELLES (Belgique), qui transmettra.

Une totale discrétion vous est assurée.

Veuillez indiquer la référence LM 0169 sur l'enveloppe.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
FRANÇAISE  
DE TRAVAUX PUBLICS  
(électricité, tuyauterie  
industrielle)

recherche pour sa filiale  
en ALGÉRIE

### UN CHEF DE COMPTABILITÉ

avec exp. de quelques années  
dans la fonction,  
de préférence  
dans les Travaux Publics.  
Avantages sociaux,  
loyer et voiture de fonction.

Envoyer C.V., photo et présent.  
à : M. SWEETS BP 249  
75424 PARIS CEDEX 09, qui tr.

IMPORTANT GROUPE  
FRANÇAIS

recherche  
dans le cadre de l'extension  
de ses affaires agricoles  
en AFRIQUE NOIRE :

### INGÉNIEUR

E.N.S.A. ou équivalent  
accomplissant

de quelques années souhaitable.  
Anglais indispensable.  
Avantages habit. d'expatriation.

Adresser C.V. et photo, n° 2 192,  
CONTEXTE PUBLICITE,  
20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> q. tr.

### PROFESSIONAL ACCOUNTANTS

Multi-national concern engaged in the manu-  
facture and marketing of consumer durables has  
a vacancy for a

### REGIONAL AUDITOR

To supervise its auditing activities and conduct  
audits for corporate management in France,  
Spain, Portugal, and Belgium.

Candidates must have several years auditing  
experience preferably with a major public  
accounting firm and be acquainted with ameri-  
can reporting requirements.

Preferred age bracket 25 - 35  
The appointment is Paris based and offers a  
very attractive salary + benefits.

Write in confidence including curriculum vitae  
to N° 592893 M REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>

### STÉ DE TRANSIT EN PLEINE EXPANSION

recherche URGENCE  
POUR SON ACTIVITÉ AU SÉNÉGAL  
SON CONTRÔLEUR FINANCIER  
(DIPLOMÉ - ESSEC - ESCP)

FORMAT COMPTABLE, NIVEAU EXPÉRIENCE  
AGE : 35 ANS MINIMUM  
EXPERIENCE CONFIRMÉE

pour répondre, contactez-nous à :

- SERVICE COMPTABILITÉ  
- SERVICE ADMINISTRATIF  
- ÉTABLISSEMENT BILAN  
- MISE EN PLACE CONTRÔLE GESTION  
- TABLEAU DE BORD BUDGET

• CONTRAT EXPATRIATION AVEC AVANTAGES  
• SÉJOURNEMENT IMPORTANTS  
Env. C.V. manuscrit + photo N° T.9818 M.  
REGIE-PRESSE-85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN INFORMATIQUE

recherche pour L'ALGÉRIE

### CHEFS DE PROJETS

• Expérimentés et conduits de projets informa-  
tiques ;  
• Formation supérieure ;  
• Orientés Gestion ;  
• Connaissances en télétransmission et bases de  
données ;  
• Nos principaux besoins se situent dans les sec-  
teurs suivants :

TRANSPORTS, BANQUE  
• Applications à concevoir : Paye, Gestion du Per-  
sonnel, Gestion de stocks, applications finan-  
cières et comptables.  
• Avantages divers : logement, journal, participa-  
tion aux frais de déplacement, indemnités jour-  
nalières de séjour.

Envoyer C.V. et présentations sous le n° 5293 à :

**SPERAR PUBLICITE**  
12, rue Jean - Jaurès  
92807 Puteaux qui trans.

### Société internationale de restauration

à caractère industriel recherche :

### pour l'Outre-Mer un directeur d'exploitation

• Age minimum : 30 ans  
• Formation : école hôtelière avec si possible  
une option cuisine.  
• Il mangera environ 300 personnes.  
• La langue anglaise est indispensable.

Env. C.V. manuscrit avec présentations et  
photo sous référence 5455 G à Pierre VERNET

**ORES** 433 Bd. Michelat  
13009 MARSEILLE  
Tél. (01) 40.38.93

GROUPE BOSSARD

Etablissement v. Loto, Casablanca  
cherche CHIMISTE spécial  
fabrication peinture

Ecr. n° 562 à Le Monde - Pub.,  
5, r. des Italiens, 75427 Paris-P.

## Société Pétrolière

### recherche CONTROLEUR DE GESTION

Lieu de travail SFAX après six mois de mise au  
courant au bureau de contrôle de gestion de Tunis

QUALITES REQUISES :

- esprit d'analyse ;
- initiative - organisation ;
- niveau d'études : diplôme de l'ensei-  
gnement supérieur (minimum un licence) ;
- âge : 30 ans au minimum ;
- dévouement et sens de la responsabilité ;
- expérience 5 ans dans le contrôle de la  
comptabilité et de la gestion ;
- bonnes aptitudes techniques.

Bonne rémunération. Nombreux avantages sociaux.  
Grande possibilité de développement de carrière  
pour élément de valeur.

Adr. C.V. détaillée et présent. sous le n° 2.348 à :  
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

We are a major  
**Computer Leasing Company**  
and we wish to recruit a bilingual (English-French)

### Marketing Executive

to be based in our Paris office

The ideal person would have experience in  
Marketing I.B.M. Computers

and it is essential that the person recruited is  
self-motivating

The executive would report directly to the general  
manager in London and would be responsible for  
running the day to day affairs of the French office  
as well as carrying out marketing activities.  
The territory covered would be the whole of

France - Belgium  
and the French speaking cantons of  
Switzerland.

Salary is negotiable but would be not less than  
**F.F. 85.000**  
per annum + potential high commission earnings.

A car will also be provided for the  
successful applicant

Please send C.V. to n° 699.258 M at REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

## CANADA

### ingénieurs télécommunications

Le Centre de Recherche en Télécommunications  
BELLNORTHERN, établi au Québec, recrute des ingénieurs  
possédant un minimum de 5 ans d'expérience pratique  
dans l'une des sphères suivantes en téléphonie :

- systèmes de transmission numérique conventionnel ou par  
fibre optique,
- systèmes de distribution,
- planification de réseaux par recherche opérationnelle,  
théorie de trafic.

Les candidats de niveau universitaire, maîtrise ou équivalent,  
de préférence avec :  
1) expérience en analyse économique et/ou en utilisation  
d'ordinateurs pour modélage,  
2) bilingue français/anglais.

œuvreront dans la conception et la définition de systèmes de  
transmission téléphonique au niveau hiérarchique local, dans  
les études de faisabilité technique et économique, ainsi que de  
marché, dans l'élaboration de méthodes d'implantation et  
d'évaluation de nouveaux systèmes et dans la simulation par  
ordinateurs de réseaux téléphoniques.

Avantages : salaire de début, 18.000 à 25.000 dollars, selon  
compétence. Déplacement défrayé.

Lieu de travail : MONTREAL.  
Adresser curriculum vitae à : Monsieur B.N. DESRASPE,  
Délegation Générale du Québec, 60, av. de la Grande-Armée,  
75017 Paris.

### POUR UNE DURÉE DE 2 OU 3 ANS

Groupe International recherche

### UN DIRECTEUR TECHNIQUE

pour une industrie de papier et carton actuellement en construction en  
Afrique du Nord et destinée à produire des boîtes pliantes imprimées et  
des sacs en papier.

Le candidat intéressé devra avoir :  
- une solide formation professionnelle développée par l'expérience acquise ;  
- avoir occupé des fonctions techniques dans des entreprises similaires ;  
- une connaissance de tous les procédés graphiques aux papiers et cartons ;  
- une grande expérience de la production industrielle des papiers et cartons  
imprimés ainsi que des travaux préparatoires à cette production.

La rémunération sera fonction des capacités du candidat. La prime de fin  
de contrat sera déterminée d'accord avec lui.

Bien connaître le français est indispensable.

Env. d'adresser un curriculum professionnel détaillé,  
au numéro 5.578 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-P.

هنا من النجلى



هكسان العمل

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Doublé insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

#### GTE SYLVANIA VIDEO

Secteur composants électroniques TV grand public et tuners-Varicap offre au sein du laboratoire d'applications de la S.A. Video en France (Rouen) une fonction de niveau supérieur, convenant à un

### cadre technique supérieur

Ses responsabilités : en liaison avec les ingénieurs de vente et dépendant directement de la direction générale de l'entreprise, il sera chargé des études de base et du travail général de laboratoire relatif à l'emploi de nos composants dans les récepteurs TV de la clientèle.

Son profil :  
• formation d'ingénieur en électronique acquise auprès d'une des universités ou grandes écoles françaises ;  
• le candidat sera particulièrement attiré par le domaine des hautes fréquences et aura, si possible, un intérêt marqué pour les circuits de bases de temps ;  
• la connaissance de la langue anglaise serait un avantage.

Notre entreprise offre un poste exceptionnel au candidat ayant obtenu son grade avec distinction ou ayant conduit des études universitaires après avoir obtenu son titre. Cette fonction permettra au candidat, lors de ses travaux de laboratoire, d'avoir des contacts avec les principaux constructeurs de l'industrie électronique (grand public) en Europe.

Un cv détaillé doit être adressé à l'attention de :

M. G. Vandeweghe,  
Recruiting officer,  
Service du Personnel,  
GTE SYLVANIA NV,  
Industriepark,  
B-3300 TIENEN,  
Belgique.  
Tél. 19/3218/8151.

#### ASSURANCES

L'UNE DES PLUS IMPORTANTES  
COMPAGNIES FRANÇAISES

recherche pour BORDEAUX

### UN INGENIEUR SYSTEME

• Diplômé grande école (SUP. ELEC. MINES...) ou Universitaire  
• Minimum 26 ans  
• Ayant quelques années d'expérience dans la fonction  
• Bonne connaissance DQS/VS - DL 1 - CICS/VS.

Pendant 1 an il sera intégré à l'équipe système de son important département informatique situé à PARIS (96) et en BANLIEUE SUD où lui sera confiée une fonction intéressante, puis il prendra la même fonction à l'antenne informatique de BORDEAUX.

Un débutant ayant une formation SYSTEME IBM serait accepté.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à No 2918, Contesse

Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

RENAULT SODIRAC  
recherche  
VENDEUR - ANIMATEUR  
Fonction  
T. : 14-85 44-55, M. Gervais.

CONSTRUCTEUR SOCIAL  
REGION NORD  
recherche

C.A.D.E.  
ayant pratiqué promotion  
immobilière pour assurer  
coordination et synthèse des  
fonctions commerciales, techni-  
ques et financières des pro-  
grammes d'accession à la propriété.  
Rémunération de l'ordre de  
70 000 F. Env. C.V. détaillé  
avec lettre manuscrite  
et photo sans réf. à 399 à  
P. LICHOU SA, 16, r. Lavoisier  
75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Agence même place Bordeaux  
recherche

ATTACHE COMMERCIAL  
Vastes clients (60/80 1/3 plus  
série administratif  
bonne connaissance allemand.  
Emploi stable et d'avenir.  
Env. C.V. man., photo et prêt.  
Général Mercier, La Marchandise,  
2629 Tarnelle, Le Havre.

INGENIEUR  
ou  
TECHNICIEN  
SUPERIEUR  
ELECTRONICIEN EXPERIM.  
Langues étrangères souhaitées.  
Adress. C.V. à n° 4193 AMEP  
P.A., 37, r. Gen. Foch, Paris-8.

Brasserie moyenne  
et très prospère recherche

UN CHEF  
DIRECTEUR DES VENTES

On demande :  
Attention, 30 ans minimum,  
niveau élevé, beaucoup  
de travail et de voyages  
(50 % du temps), et une  
grande capacité d'adaptation.  
On offre une atmosphère sym-  
pathique, de l'autonomie d'action  
et des succès.  
Situation à Strasbourg.  
Ecrire sous n° 375 à HAVAS  
STRASBOURG, avec prétentions.

IMPORT. SERVICE INFORMATIQ.  
SUD DE LA FRANCE  
L.S.M. 370144 (traitement  
recherche

ANALYSTE  
INGENIEUR SYSTEME  
Adresser C.V. détaillé et prêt  
à n° 8572, r. le Monde - Publ.  
2, r. des Italiens, 75007 Paris-7  
DISCRETION ABSOLUE GAR.

#### AGENCE D'URBANISME DE METZ

recherche :

- **ECONOMISTE** pour :  
- concevoir et mettre en place une base de données socio-économiques ;  
- élaborer un plan d'action foncière.  
3 ans d'expérience ou moins dans organisme similaire.
- **ARCHITECTE URBANISTE** pour :  
- études pré-opérationnelles et plan vœu d'agglomération.
- **INGENIEUR TRANSPORTS** pour :  
- études de restructuration et promotion des transports collectifs.  
3 ans d'expérience ou moins dans cette branche d'activité, de préférence en tant que responsable d'étude.
- **TECHNICIEN TRANSPORTS**  
niveau technicien supérieur, expérience en transports collectifs.

Ecrire AGURAM : 2, place d'Armes - 57000 METZ.  
Tél. : 1871 73-31-13

#### ENTREPRISE TRÈS IMPORTANTE Région BELFORT

### COMPTABLE ou AIDE-COMPTABLE

Homme ou Femme

Situation d'avant  
Qualités professionnelles demandées

Ecrire de façon détaillée à  
M. B. PUBLICITE - Référence 134  
17, rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

pour son Agence ROUEN,  
sub. environs de 7-77

INGENIEUR  
TECHNICO-COMMERCE

titulaire ayant acquis années  
de pratique pour la vente de  
matériel audiovisuel (H.I.)  
S.T., automates  
électroniques  
Ecr. n° 8591 à le Monde - Pub.  
2, r. des Italiens, 75007 Paris-7

Sté expert comptable, ROUEN  
"CH. BON COLLABORATEUR"  
n° 1, D.E.C.S. Expérience  
Ecr. n° 7 09322 M. Régis Péro,  
35 bis rue Raymond Paris-7

#### NOUS SOMMES UN FABRICANT DE PRODUITS DE GRANDE CONSUMMATION AFFILIÉ À UN GROUPE ANGLAIS-SAXON.

Nous cherchons pour notre usine (ville agréée de province - 250 km de Paris) le

### responsable de la comptabilité analytique

C'est un jeune cadre d'environ 30 ans, capable, avec une bonne équipe, de produire la comptabilité analytique (il met la main à la pâte) mais surtout d'analyser les écarts, de suivre les prix de revient, en liaison avec les différents responsables. Il participe également à l'élaboration et au suivi des budgets, réalise des études de rentabilité, etc.  
Ecrire à Mme M.-C. TESSIER sa réf. 3162 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
(NON-LIE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES)

SUD-OUEST

### INGENIEUR CHIMISTE

Une des toutes premières entreprises européennes pour le traitement des argiles, recherche un ingénieur capable :  
- d'être un premier temps d'étudier et de mettre au point le passage d'un nouveau procédé de traitement des argiles du stade de laboratoire au stade industriel ;  
- dans un deuxième temps de prendre la direction de l'unité de production dans le cadre d'une équipe.

Si vous êtes un jeune ingénieur, si vous avez acquis une expérience industrielle de quelques années et si vous avez le goût d'entreprendre, ce poste vous offre une opportunité sérieuse de développement personnel.  
Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. MIT16 à  
CONSEIL ET RECRUTEMENT  
OCS  
37, quai Richelieu - 33000 BORDEAUX.

#### Chaîne hôtelière importante, nous recherchons un

### directeur d'hôtel

pour ouvrir et diriger l'un de nos nouveaux établissements en France.  
Gestionnaire, homme de relations publiques, capable d'animer une équipe, il devra posséder l'expérience de plusieurs années de direction d'hôtels importants, ayant une forte activité managériale.

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence 11.929 M à HAVAS CONTACT, 159 bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

#### Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### offres d'emploi

#### GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN

recherche pour son Département  
ETUDES - QUALITE - ESSAIS

### 3 ingénieurs de haut niveau

Ils seront responsables chacun d'un des secteurs suivants :

- Appareils Mécaniques ;
- Appareillages Electroniques ;
- Produits dérivés de la Pétrochimie.

Ils auront pour mission de :

- concevoir les méthodes d'investigation ;
- de mener à bien les études et les expertises techniques ;
- de faire réaliser les essais de fonctionnement et d'endurance ;
- d'assurer tous les contacts correspondants.

Ces candidats devront :

- être issus d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ;
- justifier d'une expérience de plusieurs années acquise dans des services d'études techniques et d'essais.

Très larges perspectives de carrière au sein du Groupe.

Posta situé à PARIS.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence SEJA (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Je suis une femme. Je forme, je conseille et je manage des hommes et des femmes. Je reconnais éprouver plus de difficultés avec les femmes : plus aisées avec les leurs elles sont plus réceptives à la dynamique de groupe, généralement d'un esprit un peu plus "petit", "mesquin", moins transcendantal, très rarement aussi "sport". Et gourmandes sans véritable appétit.

Je crois pourtant en elles. Leurs vertus sont irremplaçables et surtout leur instinct du contact et de la communication. Et leur courage. Et leur ressort. Et un sens des valeurs qui s'affirme.

Je leur offre une activité passionnante largement autonome, une carrière brillante, une partie de traitement et de considération absolue avec leurs homologues masculins.

L'appui logistique et pédagogique que m'offre un groupe disposant du leadership français garantit l'importance des moyens qui me sont accordés.

J'y ajoute ma volonté de participer dans les actes à une émancipation et une promotion féminines plus souvent revendiquées et théoriques que réalisées et réelles.

Je suis prête à rencontrer toutes les postulantes qui pourront justifier 21 ans minimum et une formation générale solide.

Envoyer lettre manuscrite à PUBLI-SANS réf. AG 401 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence)

Si vous pensez avoir :

- un esprit très créatif mais suffisamment réaliste pour que vos idées puissent être concrétisées par vous-même, et par les autres ;
- un style "vendeur", clair et imagé ;
- de la rigueur et de la méthode ;
- une grande faculté d'adaptation ;
- le sens des responsabilités ;
- l'esprit d'équipe ;

alors vous serez sans doute intéressé par le poste de

### concepteur rédacteur

que vous offre une grande firme internationale d'édition, leader de la vente par correspondance.

Une solide expérience de la promotion ou de la publicité est indispensable car vous devez pouvoir concevoir et réaliser, en liaison avec les différents services de la société, des campagnes complexes, en bénéficiant des techniques de création et de vente les plus modernes.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Dites-nous en une page pour quelles raisons cette proposition retient votre attention et adressez votre lettre accompagnée d'un C.V. d'une photo et de vos prétentions sous réf. 34037M à Havas Contact 159 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

#### POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE (PROVINCE AGRÉABLE)

### JEUNE DIRECTEUR DÉPARTEMENT VENTE KNOW-HOW

120.000/150.000 F/AN

C'est un ingénieur parlant couramment anglais disposant de 5 à 10 ans d'expérience dans la fonction production (domaine métallurgie) souhaitant évoluer vers des fonctions technico-commerciales internationales de haut niveau.

Ecrire en précisant la référence 492 à :  
G.F.C. 119, rue de Sévres,  
75015 PARIS

#### ALUMINIUM PECHINEY

recherche

### INGENIEURS ENTRETIEN

pour Usines ALPES PYRENEES

Débutants ou ayant déjà 2 ou 3 ans d'expérience.

Formation "ARTS - ET METIERS OU EQUIVALENT."

Les candidats devront accepter l'éventualité d'un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou travailler dans quelques années.

Large possibilité d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

recherche

Groupe Immobilier  
Régions OUEST, SUD-OUEST

### DIRECTEUR

CHARGE DE L'ELABORATION  
DES PROGRAMMES DE CONSTRUCTION

- Il assure la responsabilité de la promotion et de la vente.

- Expérience dans un poste similaire appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à n° 1.527 à INTER P.A., S.P. 308, 75006 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

### DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

La Société (11500 p., 300 M de CA) fabrique et commercialise pour l'équipement de la cuisine, des cuisinières, fours, poches et plaques.

Elle occupe une part importante du marché français dans ce domaine.

Le Président désire confier à un D.G.A. les tâches de coordination générale, d'organisation et de contrôle de gestion. Le poste convient à un ingénieur diplômé de plus de 35 ans possédant une expérience de gestion.

Lieu de travail : THIONVILLE.

28 rue Macdonald 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 622M.

France  
Ludres



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne LC
"Placards encadrés" 2 col et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CARTEAU OU PROPOSITION COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne LC
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double interline	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### le commercial vous attire

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience de la vente



vous propose d'intéressantes possibilités d'avenir professionnel à PARIS et en PROVINCE

Adressez-nous votre C.V. détaillé sous réf. X153 à INFRAPLAN CARRIERES 185, rue de Bercy - 75012 PARIS qui vous répondra

### EUROTECHNICA S.A.

spécialisée dans la vente de systèmes et de matériels de télécommunications et d'informatique

recherche pour mai 1977

#### UN CADRE COMMERCIAL

de bon niveau pour commercialiser des systèmes comprenant : imprimantes à matricules et à matrices, mini-ordinateurs et consoles de visualisation. Ce poste conviendrait à un ingénieur qui aurait au moins deux années d'expérience commerciale et qui souhaiterait se joindre à une équipe dynamique. Travaillant en étroite collaboration avec le Directeur Commercial, il assurera la responsabilité pour un secteur d'activité. Rémunération : fixe 65.000 F p.a. + intéressement et voiture de fonction. Importante possibilité de promotion.

Adresser curriculum vitae sous enveloppe confidentielle à M. Deslograis, EUROTECHNICA S.A., 15, place de la Nation, 75011 Paris, ou téléphoner au 346-12-65.

### PS Conseil

INGENIEUR  
HYDROGEOLOGUE  
DEBUTANT  
45.000 F

Protection de l'environnement - L'Agence de l'Etat Seine-Normandie, organisme public dont la vocation est de contribuer par des aides financières importantes à l'aménagement des ressources en eau, et à la lutte contre la pollution, recherche un jeune Ingénieur Hydrogéologue, pour effectuer son service « interventions » à l'intérieur du Département des Ressources. Basé à Paris, il aura pour mission d'acquiescer des dossiers d'aide financière concernant des installations de captage et de traitement des eaux souterraines, en liaison directe avec les collectivités locales et les administrations régionales du bassin. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur hydrogéologue, débutant ou presque, très motivé par les problèmes de protection de l'environnement. Les qualités de contact seront déterminantes. Le salaire brut annuel de départ sera de l'ordre de 45.000 francs.

Adressez C.V. sous référence A/2536M à :  
PS CONSEIL  
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16  
Discretion assurée

GROUPE INTERNATIONAL  
recherche pour sa filiale Paris 10ème

### Cadre Import Export Bilingue Anglais

Disponible rapidement.  
• Import  
• Supervision service transport intégré.  
• Gestion de stocks  
Expérience exigée :  
3 ans minimum de contrôle et gestion de stocks.  
Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions s/réf. 3545 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui trans.

L'Unité Harmonique S.A.  
recherche pour sa direction commerciale COURMAYEUR

### INGENIEUR - frigoriste ou - électromécanicien

parlant anglais et ayant environ trois ans d'expérience de fonctions technico commerciales  
à l'exportation de préférence. Il secondera le directeur responsable de l'une des zones de distribution France et export - voyages de courte durée.  
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30-13h30 à 18h par Information Carrière SVP 11.11 ou par courrier à :  
Information Carrière SVP 11.11  
On peut également envoyer son dossier : M. 563, 65, avenue de Wagram 75017 Paris

### TRANSACK

SAINT-MAUR (94)

COMPOSANTS MÉCANIQUES  
POUR L'ELECTRONIQUE  
LEADER EN FRANCE (250 personnes)

recherche

#### RESPONSABLE EXPORTATION

— sera chargé de développer cette activité dans les principales zones d'exportation ;  
— expérience export indispensable ;  
— dynamique, organisé ;  
— déplacements fréquents ;  
— connaissance du secteur composants électroniques souhaitée ;  
— libre rapidement ;  
— anglais courant (allemand apprécié).

C.V. photo et prêt. à M. COCHET (personnel), 80, avenue Miss-Cavell - SAINT-MAUR.

### CADRE COMPTABLE

(Formation supérieure + D.E.C.S.)

Importante Société holding (chiffre d'affaires consolidé 4,5 milliards de francs) recherche pour SA DIRECTION FINANCIERE un jeune Cadre comptable, âgé de 30 ans environ, le candidat posséderait, outre une formation supérieure, un DECS complet ou équivalent.

Il aura déjà acquis une solide pratique de la comptabilité. Par ailleurs, une expérience plus complète de la gestion d'entreprise serait appréciée.  
SON ROLE SERA :  
• d'assurer le contrôle financier permanent d'un groupe de filiales ;  
• d'assurer ces filiales au niveau de l'administration comptable, leurs administrations, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et des budgets ;  
• d'effectuer des études financières en vue d'acquisition ou de rapprochement de sociétés.

Ce poste est à pourvoir à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience de la candidature présentée et en particulier de la variété et de la solidité de l'expérience.  
Elle sera comprise dans la fourchette de 75.000 à 90.000 F par an.

Adressez cur. tit. détaillé et prêt. à n° 5208.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris

### LES LABORATOIRES DACOUR

Filiale du Groupe International  
BOOTS CY Ltd, recherchent

#### UN VISITEUR MÉDICAL

Pour le secteur 61 - 27 - 28  
avec résidence à CHARTRES

Vous avez 25 ans ou moins, votre bac et, si possible, un diplôme de premier cycle d'études universitaires.  
Une expérience dans la vente médicale sera très appréciée. Voiture indispensable.  
Stage rémunéré à partir du 12 avril.

Env. photo, C.V., photocopies de diplômes à :  
Labo. DACOUR, R.P. 66 - 82404 Combray Cedex

### CAP SOGETI SYSTEMES

#### 5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

— possédant 2 à 4 ans d'expérience sur matériel IBM et/ou BB dans les spécialités suivantes :  
• COBOL (connaissance de l'OS IBM et GCOS) ;  
• PL/I sous OS ;  
• ASSEMBLEUR IBM et/ou APS et/ou GMAP.

Ecrire avec C.V. à :  
CAP SOGETI SYSTEMES  
Francis BEHR,  
5, rue des Morillons 75738 Paris, Cedex 15, sous la référence 455.

### CHEF COMPTABLE

CHELLES - 60.000 F départ

Une P.M.E. Société de services intervenant dans des travaux de chantiers spécialisés, recherche son chef comptable.

Vingt-huit ans minimum, U (ou elle) est de formation DUT, BRS comptable de niveau OFCS. Plusieurs années d'une fonction similaire lui ont permis d'acquies une solide expérience de la comptabilité générale et analytique.

Le P.D.G. avec lequel U travaille en direct, désire trouver en lui un proche collaborateur apte à le seconder pour l'ensemble des problèmes de gestion comptable et sociale.

Il devra s'intégrer à l'équipe d'encadrement et s'organiser en fonction du développement rapide de cette entreprise dynamique (mini-ordinateur en projet).

Ecrivez à P.M. 12, rue de Grez, 77310 Commeny. un quest. det. v. sera envoyé.



### Un an d'expérience... Vous pouvez maintenant choisir

La politique humaine chez Ford est axée sur l'évolution de carrière et l'accès rapide aux responsabilités. Les jeunes diplômés de l'enseignement commercial supérieur, familiarisés aux réalités de l'entreprise grâce à une première expérience de vente (environ 1 an) sont intégrés à des postes immédiatement opérationnels.

Le Département "PIECES DÉTACHÉES", actuellement en très forte expansion, les accueille comme Conseillers Commerciaux. Ils sont avant tout responsables des objectifs de vente sur leur Région. Leur action s'appuie sur le réseau de Concessionnaires. Voitures met en avant leurs qualités de gestionnaire (prise de commandes informatisée, gestion de stocks), de conseil et d'animateur (merchandising, publicité).

Leur acquis professionnel et la connaissance du terrain "Ford" détermineront leur évolution au Siège (à un poste d'encadrement, de Marketing...) ou à un Etat-Major Européen.

Adr. C.V. à Ford France S.A., Direction du Personnel, 344, Av. N. Bonaparte, 92504 Rueil-Malmaison.

### TECHNICON INDUSTRIE

Dans le cadre de son expansion

recherche pour compléter son équipe de vente d'analystes industriels

#### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

• Ingénieur Chimiste ou Biochimiste ou Docteur 3<sup>e</sup> Cycle Chimie analytique ayant 3 à 4 années d'expérience.  
• Voyages fréquents en France ;  
• Bonne connaissance de l'Anglais ;  
• Expérience de la vente appréciée ;  
• Libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :  
TECHNICON INDUSTRIE - R.P. 16 - 95138 Domont.

### ANALYSTES

— Un important groupe de RETRAITE et PREVOYANCE (1.600 personnes).  
— On service ORGANISATION et INFORMATIQUE qui s'agrandit en fonction des chantiers en cours et des projets envisagés.  
— Vous proposez de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (37016 - Réseau téléinformatique national). Formation supérieure exigée.

Envoyer lettre manusc. C.V., photo n° 62815 Conscience Publi., 23, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui trans.

### LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE AMERICAIN

implantée en proche banlieue Ouest de Paris,

recherche UN

#### CADRE COMPTABLE

qui après avoir défini les procédures comptables devra assurer la responsabilité de la mise en place de traitements informatiques, contrôler les documents avant et après traitements.  
Il sera l'interlocuteur du sous-traitant extérieur.  
Ce poste convient à un candidat ayant de solides connaissances pratiques de la comptabilité française et américaine et une bonne expérience de l'informatique. L'usage courant de l'anglais est exigé.  
Adressez CV détaillé sous réf. 14.138 à :  
An.p.m. 12, rue de Chabrol 75010 Paris

### Entreprise de Presse Nationale

recherche

#### COMPTABLE QUALIFIÉ

Grande pratique professionnelle des travaux de comptabilité générale (Gestion - Informatique) CONNAISSANT LA DACTYLOGRAPHIE  
Ecrire n° 6433 à "Le Monde" Publi. 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9 qui transmettra

GROUPE MULTINATIONAL  
SPECIALISE DANS LES EQUIPEMENTS  
POUR L'AUTOMOBILE  
recherche  
pour son Siège (Proche Banlieue Nord)

### JURISTE D'ENTREPRISE confirmé

D.E.S. Droit Privé de préférence.  
Minimum cinq ans d'expérience en entreprise au Cabinet d'Avocat d'Affaires.

30 ans minimum, pour prendre RESPONSABILITE d'un Service Juridique Général au sein d'une Direction Juridique :  
• Gestion des Filiales Françaises et Etrangères  
• Prises de participations-Contrats d'Association  
• Problèmes de Droit Commercial Général : (Réglementation du Commerce et des Prix, Transports, etc., Contrats spéciaux, etc.)  
• Contentieux Général et Recouvrement  
• Procédures internes, Documentation, etc.,

Bonne connaissance de l'Anglais indispensable.  
Ecrire avec C.V., détaillé manuscrit, photo, niveau de rémunération actuel à No 3088 CONTEXTE Publi., 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion absolue garantie.

هنا نحن النحل



هنا نحن العمل

# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	15 mars 1977	15 mars 1977
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,76
(la ligne colonnes)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

L'IMMOBILIER	15 mars 1977	15 mars 1977
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,59
"Placards encadrés"	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**  
proche Banlieue Sud  
recherche

## jeune assistant(e)

service juridique

- Pour analyse de textes publicitaires et promotionnels;
- Licence en Droit;
- Orienté vers Droit des Affaires ou marketing;
- Très bon rédacteur;
- Intelligence critique;
- Anglais courant.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156 Boulevard Haussmann, 75008 Paris.  
Sous référence 34024 M.

**DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF** F. 120 000

La filiale française d'un groupe américain spécialisée dans la commercialisation et la distribution de petit équipement industriel recherche un Directeur Financier et Administratif. Dépendant directement du Directeur Général et fonctionnellement du Directeur Européen, il superviserait 20 personnes et serait responsable de l'ensemble des opérations comptables, financières et administratives de la société (y compris le personnel). Il serait responsable de la préparation des budgets et de l'analyse des résultats et mettrait en place les procédures et systèmes de contrôle interne. Il préparerait le reporting mensuel pour la maison mère.

Ce poste très complet s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, parlant anglais couramment. Il aura une bonne formation comptable complétée par une expérience de 5 ans au moins dans un poste de responsabilité et de supervision d'équipe dans une société de préférence anglo-saxonne.

Rechercher sous référence M. 6.102

**CONTROLEUR BUDGETAIRE** F. 110 000

La filiale française d'un groupe international spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation (O.A.F. 300 millions, 900 personnes) recherche un Contrôleur Budgétaire et de Gestion.

Basé à Paris, et dépendant du Directeur Financier, il aura la responsabilité de la préparation des budgets, du contrôle et de l'analyse des résultats et du reporting pour la maison mère. Centralisera et synthétisera toute l'information de gestion, il aura un rôle clé de communications et de dialogue avec les responsables de tous les services. Dans le contexte de cette société très orientée vers le contrôle de gestion, il devra assister les techniques élaborées de suivi budgétaire et de reporting anglo-saxon.

Le candidat sera âgé de plus de 30 ans et aura une très bonne connaissance de l'anglais, une formation supérieure et une expérience d'au moins 5 ans acquises dans un service financier ou comptable d'une société industrielle anglo-saxonne. Impression ou dans un cabinet d'audit international.

Rechercher sous référence M. 6.101

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence à : G.C. FULCONIS  
Tour Maillot, 156 boulevard Haussmann - 75008 Paris Cedex 15  
Discrétion absolue.

Une importante société de distribution (C.A. supérieur à 1 milliard) recherche le

## responsable administratif

d'un de ses hypermarchés constitués en filiale

Il dirigera les services administratifs du magasin : comptabilité générale, fournisseurs et service du personnel.

Il assurera les relations avec les banques et la liaison avec la direction financière du groupe.

Nous souhaitons rencontrer un homme de formation comptable supérieure ayant au moins 3 ans d'expérience et capable d'assimiler des méthodes de gestion très modernes (terminal électronique à chaque caisse).

Le poste est à pourvoir dans la région de Chelles 77.

Pour recevoir l'information complémentaire, écrire sous référence 740 G

**egor** 5, rue Meyerbeer 75003 Paris

**IMPT. SOCIÉTÉ DE FABRICATION**  
DÉCOUPAGE - ENBOÛTISSEAGE  
région parisienne, recherche

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation A.M., I.C.A.M. ou équivalent

- Connaissances approfondies de la conception et de la réalisation d'outillages de presses;
- Expérience de bureaux d'études, de méthodes et de fabrication de pièces de grandes séries;
- Poste à hautes responsabilités, dépendant directement de la Direction Générale;
- Anglais apprécié.

Adresser curriculum vitae et prétentions à M. LEVALE, 7, rue Georges-Agutte, 13018 PARIS.

**CLUB HOTEL**  
recherche

## DIRECTEUR

pour son département "locations saisonnières mer et montagne"

Le candidat doit être dynamique, expérimenté dans la négociation avec les Agences de voyages et tous opérateurs.

Anglais allemand courants.

Le parc à exploiter dépasse 1.500 appartements.

Âge minimum 35 ans.

Ecrire avec C.V. à HAVAS CONTACT, 156, Bd. Haussmann 75008 Paris N° 33959.

**GRAS SAVOYE & Cie**

ASSUREUR-CONSEIL  
recherche pour son Département traitant des Assurances Industrielles, Incendie et P.E.

## un chargé d'études

pour l'étude des problèmes juridiques, fiscaux, financiers intéressant le département.

Il aura également pour mission de suivre l'évolution des produits proposés au client ainsi que leur adaptation constante.

Le poste pourrait convenir à homme, femme de 30 ans minimum, de formation universitaire (niveau licence) ayant plusieurs années d'expérience de l'assurance, particulièrement dans la branche incendie et pertes d'exploitation.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions : Service du Personnel B.P. 129, 92202 Neuilly-sur-Seine.

**SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE A VOCATION INTERNATIONALE**  
recherche

## UN SENIOR UN ASSISTANT

ayant l'expérience des méthodes anglo-saxonnes de révision.

ANGLAIS courant et autres langues si possible.

POSSIBILITÉ DE STAGE

Env. C.V. + photo sous le n° 98.719 M à REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

**Schlumberger**

MESURE ET REGULATION EUROPE

Groupe Industriel comprenant 36 Etablissements en France

Nous recherchons pour le

## FONCTION PERSONNEL

un (e) jeune cadre de formation supérieure ayant déjà travaillé un an ou deux dans la fonction personnelle

Dans un premier temps, il (elle) occupera dans une des Directions du Personnel du Groupe, des fonctions qui le (la) prépareront à prendre les responsabilités de

## CHEF DU PERSONNEL

d'un Etablissement de Province ou de la Région Parisienne

Pour poser votre candidature, écrivez à :

**SCHLUMBERGER**  
MESURE ET REGULATION EUROPE  
Direction du Personnel  
12, Place des Etats-Unis  
92120 MONTRouGE

- envoyer curriculum vitae + photo -

**L'un des premiers assureurs conseils français** cherche pour Paris son

## chef de département accidents

Ce département représente une part importante du C.A. global. Il compte 80 personnes réparties en plusieurs services.

L'homme que nous cherchons, minimum 35 ans, de formation supérieure, peut venir d'un assureur conseil, d'une compagnie d'assurances, du service assurances d'une grande entreprise, ou bien simplement bon manager, il n'est pas rebuté par l'apprentissage de l'assurance (il aura deux à trois ans pour se former) et veut avant tout assumer des responsabilités en liaison étroite avec la direction générale.

La connaissance de l'anglais est un atout pour réussir dans une ambiance de travail internationale.

Ecrire à J. TIXIER, 31 rue de la République, 75011 Paris.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

**ISOSTA**  
Industrie Second Œuvre  
recherche

## UN TECHNICO-COMMERCIAL

2 ans expérience minimum.

Pour une mission de Responsable d'Affaires exigeant compétences techniques et réel sens commercial à développer au contact de professionnels du bâtiment.

Poste à hautes responsabilités de développement.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : Direction Générale qui répondra : 33, avenue Saint-Foy, 92200 NEUILLY.

**Boehringer-Mannheim France S.A.**  
recherche pour son département "AUTOMATISATION"

## 4 DÉLÉGUÉS AUX RELATIONS SCIENTIFIQUES

FORMATION : Biochimie (S.T.S., I.U.T. ou équivalent).

Les postes nécessitent une expérience des automatismes FLUX CONTINU (S.M.A.) et/ou autres automatismes de transfert.

REGIONS D'ACTIVITÉ : Paris + périphérie - Est (Nancy, Strasbourg) - Rhône-Alpes + Auvergne partielle.

Adresser C.V. manuscrit + photo à : SCOP 7 75014 PARIS, tél. 588-61-85, qui répondra à toutes demandes d'information.

**IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS**

Recherche pour son Centre de Recherches (proche banlieue Sud)

## UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Connaissances en chromatographie haute performance (R.T.S. - D.U.T.)

Horaires personnalisés. Treizième mois. Avantages sociaux.

Adresser C.V. à SPRI, 156, boulevard A.-Blanqui, 75011 - Médiocène 324

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
Leader national dans ses activités recherche pour l'un de ses départements.

## ASSISTANT de GESTION

relevant du Chef de Département

SA MISSION sera de :

- diriger, rationaliser et coordonner les services : comptabilité, facturation et encaissements;
- animer une équipe de 12 agents administratifs.

PROFIL :

- bonne formation en gestion comptable;
- expérience confirmée de la tenue des comptes, clients et de la facturation par ordinateur;
- qualités de leader, méthode et organisation.

Env. lettre man. C.V. détaillé, ph., prêt, ss le n° 2687, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**AÉRONAUTIQUE - MARINE - DÉFENSE**

**SPERRY VICKERS**  
recherche

## INGÉNIEUR

**TECHNICO-COMMERCIAL**  
SPÉCIALISÉ DES APPLICATIONS HYDRAULIQUES À L'ARMEMENT

- Plusieurs années d'expérience requises en :
  - Systèmes;
  - Pompes et moteurs;
  - Distributeurs et services.
- Anglais lu, parlé et écrit.

Ecrire avec C.V. et prétentions à SPERRY VICKERS, Division A.M.D., 58, av. de la République 92000 COURCOURONNES.

**La SNER**

Filiale du groupe REDOUTE, spécialisée dans la distribution de l'habillement recherche un

## ACHETEUR chaussures

ayant plusieurs années d'expérience du produit acquis chez un fabricant ou en Centrale.

Ce cadre devra être immédiatement opérationnel, une parfaite connaissance du marché français et étranger est indispensable.

Il aura la responsabilité complète de la collection qu'il réalisera et proposera aux magasins de la chaîne.

Le poste implique de nombreux contacts en France et à l'étranger avec les fournisseurs et les responsables des points de vente qu'il fera bénéficier de son expérience.

Le poste est basé au siège de la Société.

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence 7-13-31 à la SNER, 139, Avenue Paul Vaillant Couturier, 93120 La Courneuve.

**alphacoustic**  
le numéro un français des platons acoustiques

recherche son

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Paris - 150 000 F/an

Il sera responsable de l'animation du réseau de vente comprenant 7 bureaux en France, ainsi que du marketing, de la promotion, de la publicité et de l'exportation.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique, possédant une expérience confirmée du marché bâtiment, de préférence dans le second œuvre.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères est très souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite C.V. détaillé, photo récente et rémunération envisagée sous réf. M 181/A à NOBEL BOZEL, Département Études, Tour Roussel, Nobel, 92000 Paris La Défense.

**Edelmann**  
CARTONNIER IMPRIMERIE

leader européen dans sa branche recherche

## FOUR POSTES

**TECHNICO-COMMERCIAL**  
Paris-94

**JEUNES GENS DÉGAGÉS S.M.**

- Excellentes notions d'allemand.
- Excellente présentation.
- Dynamisme et personnalité.
- Disponibles voyages.
- Formation technique assurée.

Ecrire avec photo no T. 98.394 M REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publique » ou d'une agence.

**AVIS**  
Location de voitures

recherche pour renforcer

## SA DIRECTION FINANCIÈRE

## JEUNE CADRE

NIVEAU D.E.C.S. ou ÉQUIVALENT

- Quelques années d'expérience dans une société multinationale.
- Des connaissances certaines en fiscalité.
- Anglais courant.
- Capable d'évoluer à court terme vers le poste de CHIEF DU SERVICE COMPTABILITÉ au sein d'une équipe très dynamique.

Nombreux avantages.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° réf. 322, 13, rue Albert, PARIS-13<sup>e</sup>.





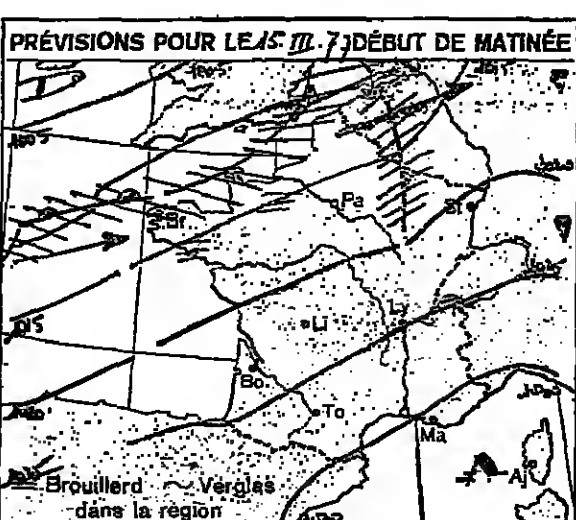
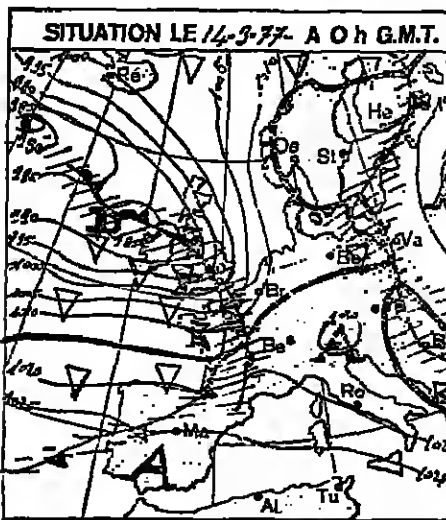






## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige ▽ averse [ ] orage → Sens de la marche des fronts  
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 mars à 0 heure et le mardi 15 mars à 24 heures :

Un rapide courant perturbé persistera de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale autour de la vaste zone dépressionnaire du sud de l'Islande. Dans ce courant, la perturbation qui achèvera de traverser l'est de la France lundi matin sera suivie par une averse, mais cette dernière sera de courte durée sur la moitié nord-ouest de notre pays, car la nouvelle perturbation du large affectera ces régions mardi.

Ce jour-là, cette nouvelle perturbation apportera, dès le matin, un temps progressivement très nuageux avec quelques pluies éparpillées ou averse de la Bretagne aux Flandres. Le soir, les pluies s'étendront aux régions comprises entre la frontière belge et les côtes de la Manche à l'ouest du Bassin septentrional, tandis que le temps deviendra plus variable en Bretagne. Les vents, qui tourneront au sud-ouest, deviendront de nouveau forts sur les côtes de Bretagne et de la Manche.

Sur la moitié sud-est de la France, le temps sera assez frais le matin avec des nuages à aspect brumeux dans l'intérieur, puis il sera ensoleillé avec quelques nuages passagers.

Lundi 14 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012,5 millibars, soit 759,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mars :

second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 16 et 7 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 16 et 10 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 14 et 5 ; Cherbourg, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 4 ; Dijon, 15 et 8 ; Grenoble, 13 et 4 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 6 ; Marseille, 15 et 8 ; Nancy, 10 et 3 ; Nantes, 13 et 5 ; Nice, 21 et 9 ; Paris, Le Bourget, 15 et 7 ; Pau, 19 et 10 ; Perpignan, 20 et 6 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 13 et 6 ; Tours, 13 et 7 ; Toulouse, 17 et 2 ; Poitiers, 13 et 2 ; Pithiviers, 12 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 3 degrés ; Amsterdam, 12 et 7 ; Athènes, 18 et 12 ; Berlin, 8 et 3 ; Bonn, 13 et 4 ; Bruxelles, 9 et 3 ; Les Canaries, 20 et 16 ; Coppenhague, 9 et 3 ; Genève, 11 et 4 ; Lisbonne, 15 et 10 ; Londres, 12 et 6 ; Madrid, 14 et 4 ; Moscou, 4 et 1 ; New-York, 15 et 12 ; Palma de Majorque, 19 et 7 ; Rome, 16 et 7 ; Stockholm, 4 et 2 ; Téhéran, 17 et 2.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 13 mars 1977 :

## DES ARRÊTES

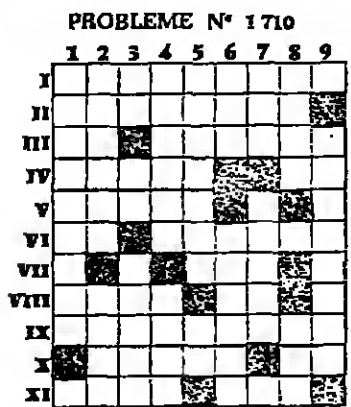
● Relatifs au baccalauréat de technicien musical (options instrument et danse) ;

● Fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres de médecin délivrés par les Etats membres de la Communauté économique européenne pouvant droit à l'exercice de la profession de médecin en France aux ressortissants desdits Etats.

## Médecine

● Les Parisiens qui désirent appeler un médecin de garde la nuit, les dimanches ou les jours fériés pourront, à partir du 1<sup>er</sup> avril, composer un numéro de téléphone unique (578-15-00). La mise en place de ce système a été réalisée par la Chambre syndicale des médecins de Paris (affiliés à la Fédération des médecins de France). Les coordonnées des médecins de garde continueront à être communiquées aux commissariats et dans les pharmacies.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
 I. Pousse normalement l'homme de bien à rechercher les bonnes actions. — II. Ne passe pas pour être favorable à l'élection des vertus. — III. Préfixe. Peut avoir été vieux et ne plus l'être du tout. — IV. Héros. Elément restrictif. — V. Operation militaire. — VI. Symbole. Avec elle, il faut s'attendre à voir rouge. — VII. Sans aucune importance. — VIII. Utile auxiliaire. — IX. Une croix pour des sujets mal éclairés. — X. Interdit aux enfants. — XI. Accroche dans une nasse. — XII. Devasta Rome et Troie.

**VERTICALEMENT**  
 1. Ont besoin d'être un peu soutenues quand elles sont très fortes. — 2. Fait un métier de chien. — 3. Crac ! L'arme au pied. — 4. Passe à la fois pour être légère et peu pratique. — 5. Moment d'oubli. — 6. Un as du volant. — 7. Peu engageante quand elle est grosse. — 8. Accompagnements de légumes. — 9. Comme négocier. — 10. S'enflamme facilement. — 11. Constitue la nature respirable de certaines marisques. — 12. S'enflamme facilement. — 13. Se déplace très difficilement. — 14. Leurs horizons ne pouvaient être que... vagues.

## Circulation

## Les conditions restrictives du permis de conduire

Un permis de conduire n'est valable que si les conditions spéciales qu'il mentionne — port de lunettes par exemple — sont respectées par le conducteur, rappelle le Centre de documentation et d'information de l'assurance (1). Si ces obligations ne sont pas respectées, le permis n'est plus valable et l'automobiliste encourt une amende (jusqu'à 3 000 francs) ou une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois mois. Par ailleurs, l'assurance ne joue pas : aucune indemnité n'est versée par l'assurance en cas d'accident.

Alors, un chauffeur de poids lourd qui circule sans lunettes correctrices alors que son permis l'exigeait, fut interpellé par les gendarmes. Les juges le condamnent à 300 francs d'amende pour conduite sans permis valable.

D'autre part, l'automobiliste qui

a remplacé ses lunettes par des verres de contact, peut se croire en règle. C'est une erreur : d'abord, le code de la route n'admet les verres de contact et les lentilles cornéennes qu'après avis du spécialiste. Ensuite, il faut de toute façon être en mesure de présenter « à tous moments » une paire de lunettes correctrices.

Quant à certains handicapés physiques, ils ne doivent conduire que des véhicules spécialement équipés pour eux : un infirme aveugle pris le volant de la voiture appartenant à l'un de ses amis. Or le permis de l'infirme n'était valable que si le véhicule conduit était équipé d'un coussin de 15 centimètres d'épaisseur. Les juges n'ont pas retenu l'argument suivant lequel le conducteur avait réglé le siège « à convenance ». En l'absence du coussin, le permis n'était plus valable.

Il en serait vraisemblablement de même pour les conducteurs n'ayant qu'un œil ou pour les automobilistes atteints de certaines formes de surdité, si le véhicule qu'ils conduisent n'était pas équipé de rétroviseurs bilatéraux imposés par le permis.

(1) 2. chaussée d'Antin, 75009 Paris, tél. 824-88-12.

## Nomination

● M. Victor Chapot, trésorier-payeur général, est nommé, pour trois ans, représentant de l'Etat au conseil d'administration de l'Agence Havas par décret publié au Journal officiel du 11 mars. M. Victor Chapot est actuellement chargé de mission auprès du président de la République.

(PUBLICITE)

## FAUT-IL UN MONSIEUR CONSOMMATEUR DANS L'ENTREPRISE ?

Journée d'étude le 31 mars ou  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES  
avec la participation effective de  
Mme SCRIVENER

Renseignements et Inscription  
**Bernard CATRY**  
CESA  
78350 JOUY-EN-JOSAS  
956-80-00 poste 552

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## OPINIONS ET TENDANCES

## LE NOUVEAU RAPPORT DU « CLUB DE ROME »

## « Des objectifs pour l'humanité » pleins de candeur et de banalité

Genève. — « Goals for Mankind », dont la traduction française doit bientôt paraître sous le titre « Des objectifs pour l'humanité », a été présentée à Genève, vendredi 11 mars, à la presse et à une élite de hauts fonctionnaires des institutions internationales réunies à cet effet au siège du B.I.T. Ce volume de 480 pages, qui ambitionne d'être un « rapport sur les

nouveaux horizons de la Communauté internationale », est publié par la Fondation pour la recherche de l'université de New-York, sous les auspices du club de Rome. Il est l'œuvre d'une équipe de cent trente personnes dirigée par M. Ervin Laszlo, professeur de philosophie de cette université.

S'il faut en croire la « note d'information » qui l'accompagne, l'ouvrage « représente une révolution copernicienne dans l'étude de l'avenir en général et dans les travaux du club de Rome en particulier ». Toutefois, le lecteur qui y cherche l'annonce de bouleversements à l'échelle cosmique sera probablement déçu. Le rapport se présente en effet comme une sorte de catalogue d'idées reçues dans les milieux faisant profession de la culture — même si elles y sont admises comme originales.

Un certain manque d'équilibre dans le tour d'horizon supposé universel et des leçons d'autant plus choquantes qu'elles semblent inspirées par le peur de choquer, y sont compensées par une bonne volonté touchante, un élanisme assuré et une loi dans les destinées humaines que l'on partagerait plus aisément si elle s'appuyait sur une analyse convaincante des réalités de notre temps.

Celles-ci ne sont plus totalement ignorées : mais les guerres, les crises, les soulèvements, les contestations de minorités, les toutes classes, les conflits de toutes sortes, ne sont jamais évoqués (quand ils le sont) qu'à titre de phénomènes ponctuels, sans conséquence pour l'avenir, comme ces anniversaires que rappellent les sphérides et que l'on oublie une fois le geste accompli. Quant à la critique des faits, quand elle existe, elle porte sur les comportements, jamais sur les régimes et s'entoure de molles réserves et précautions. On jugerait qu'un correcteur zélé a eu pour mission, page après page, d'arrondir les angles, de raboter les aspérités. Ce ne s'étonnera pas, dans ces conditions, d'apprendre qu'en Tch-

## De notre correspondante

coslovaquie un « rôle plus grand sera assigné à la culture et à l'art », ni que, pour le parti communiste de ce pays, « les mouvements de libération nationale dans les pays en développement doivent être soutenus et les principes de la coexistence pacifique appliqués en conjonction avec la lutte contre les forces de l'impérialisme et les opposants à la détente ». Les pages consacrées à l'U.R.S.S. n'auront pas eu besoin d'être corrigées, puisqu'elles ont pour auteur l'académicien Alanaiev, rédacteur en chef de la Pravda.

Il est vrai que ces exemples sont tirés de la section du chapitre « Objectifs en Union soviétique et Europe de l'Est » qui est intitulé « Les objectifs officiels ». Aussi curieusement, dans la section suivante qui a pour titre « L'évolution des valeurs et aspirations est-européennes », il est indiqué qu'« une étude de première main en provenance d'Union soviétique n'a pu être obtenue », tandis qu'il n'y est même pas question de la Tchécoslovaquie.

Que l'on ne croie pas pour autant que les auteurs aient une prédilection pour les « formes de communisme et de socialisme marxistes qui dominent le monde », il suffit de lire la section « L'évolution des valeurs et aspirations est-européennes », où l'on trouve une liste de non moins d'un tiers de l'humanité (encore qu'il y ait là une conclusion fâcheuse entre peuples et gouvernements). Les Nations unies, les églises, les communautés marginales et... les sociétés multinationales ont droit à la même sympathie, ou à la même candeur.

En Amérique latine, « les aspirations des Argentins... vont de la maison individuelle à un bout de terrain leur permettant de garder le

contact avec la nature et le confort de leur environnement. Le gouvernement [Pincho] a conscience que les Chiliens ont soit de représentation politique. Le président, déclaré, à plusieurs reprises, qu'il était en faveur d'élections populaires libres avec des mécanismes garantissant que les meilleurs éléments accèdent au gouvernement. Cependant, aucun calendrier n'a été fixé pour le retour à un gouvernement représentatif ».

Pour citer un dernier exemple, il est bon d'apprendre, figurant sous le titre « Objectifs, objectifs », que « le chef de l'Etat, qui gouverne et commande en chef des armées et présidence sur toutes les autres personnes, est exempté de tout impôt personnel direct et ne peut être poursuivi devant aucun tribunal ».

Selon que l'on est sceptique ou optimiste, à la lecture de cet Atlas mondial d'objectifs contemporains, le souhait d'une « organisation efficace et puissante de contrôle du développement mondial et du maintien de la paix » ou celui d'un « nouvel ordre mondial (qui) se réalisera lorsque les peuples de toutes les nations exigeront de leurs chefs de se voir attribuer un rôle constructif dans l'édification d'un monde humain partagé », apparaît « soit comme un vœu pieux, soit comme de nouveaux horizons vers des objectifs globaux ».

En conclusion, le « rapport » (ce terme est-il bien celui qui convient ?) préconise une « révolution de solidarité mondiale ». Car, y dit-on, « la réalisation de la solidarité mondiale est le grand impératif de notre époque ». Qui le niera ?

ISABELLE VICHNIAC.

## COMMERCE

## LA FAILLITE D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE CÉRÉALIER

Le tribunal correctionnel de Dunkerque rendra le 13 mai son jugement sur la faillite d'une importante société de négoce céréalier du Nord, la société Mentré. Fondée en 1934, l'entreprise avait en 1971 un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. Le total du passif rapporté par le ministère public atteint plus de 21 millions de francs, dont 14 de créances impayées.

Le procureur de la République a requis contre M. Gaston Mentré, soixante-quatre ans, son fils Pierre et son neveu Jean-Paul, inculpés notamment de banqueroute simple et frauduleuse, respectivement cinq ans d'emprisonnement dont huit mois ferme ; cinq ans, dont deux ans et demi ferme, et deux ans avec sursis. Il a réquis, d'autre part, des peines de huit à dix ans d'emprisonnement contre l'ancien directeur, M. LeFebvre, et un sous-directeur, M. Morizet, de l'agence roubaixaise de la Banque française du commerce extérieur, inculpés de complicité.

## ÉNERGIE

## L'AUTARCHIE PÉTROLIÈRE DU PÉROU SERAIT ATTEINTE EN 1978

Lima (Reuters). — Le Pérou atteindra son autarcie pétrolière l'an prochain, annonce, vendredi 11 mars, le directeur de l'agence nationale Petropetru. M. Alberto Bruce Cáceres.

Il a indiqué que la prospection dans la jungle amazonienne avait permis de confirmer l'existence de réserves de l'ordre de 550 millions de barils. Le pétrole sera acheminé de barils. Le pétrole sera acheminé de barils. Le pétrole sera acheminé de barils.

La production pétrolière péruvienne est actuellement évaluée à 77 000 barils par jour. Le gouvernement compte sur 45 000 barils supplémentaires de pétrole amazonien d'ici la fin décembre. Les besoins du Pérou sont estimés à 120 000 barils par jour.

D'autre part, le directeur de l'Institut national, le général Barreda Delgado, a indiqué vendredi que trois-vingt gisements d'uranium avaient été découverts au Pérou, pour la plupart autour du lac Tifféca.

## FAITS ET CHIFFRES

## Agriculture

● NEUF CENT CINQUANTE MILLE PERSONNES environ, soit le même chiffre que l'an dernier, ont visité le Salon de l'agriculture, qui s'est tenu du 11 au 13 mars. Le nombre des visiteurs étrangers — 15 % du total — a progressé de 40 %.

● ENGRAIS : LA CONJONCTION D'AMÉLIORER. C'est de façon agressive en 1976 par les effets conjugués de la concurrence étrangère (Etats-Unis, pays de l'Est) et de la sécheresse, la situation dans l'industrie des engrais s'est un peu améliorée depuis le début de l'année. Une légère reprise de la consommation notamment des fertilisants azotés (+ 2 à 3 %) — a été enregistrée. Les prix ont été relevés de 3 à 6 % au sortir du blocage imposé par le plan Barre. La pression des ventes étrangères s'est atténuée. Les pays de l'Est ont accepté d'augmenter leurs exportations, et les producteurs américains, dont les stocks ont baissé, ont fait des efforts sur leur propre marché, en sensible redressement. La crise cependant laisse de profondes séquelles, et pour l'exercice 1978, le déficit de la profession est évalué à 600 millions de francs, soit le montant du chiffre d'affaires réalisé dans cette branche d'activité par C. de F.-chimie, dont la propre perte s'élève à une quarantaine de millions de francs.

## Syndicats

● LA PARTICIPATION DU PRÉSIDENT DE LA C.G.C. M. CHARPENTIER, à la constitution des GIR (Groupes d'initiative et responsabilité) en compagnie notamment de dirigeants des P.M.E. et de la F.N.S.E.A. continue de susciter des remous au sein de la Confédération générale des cadres. Le syndicat C.G.C. de la banque « rejette formellement l'idée que la C.G.C. puisse avoir, dans un cadre institutionnel, des contacts privilégiés avec une partie du patronat et du monde agricole ». Le syndicat demande à ses adhérents de ne s'associer en aucune façon à une manifestation quelconque des GIR.

## COMMERCE EXTERIEUR

## LE PATRONAT FRANÇAIS DÉNONCE LE « DUMPING » ESPAGNOL

L'application par la C.E.E. de droits compensateurs « anti-dumping » à l'encontre de produits espagnols serait, selon le patronat français, nécessaire si ce pays ne supprimait pas ses aides fiscales aux exportations. Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, le 11 mars, à la suite de discussions entre les représentants de l'industrie française et les pouvoirs publics espagnols, M. Astier, directeur de relations internationales du C.N.F.P., a jugé préoccupante la dégradation accélérée de la balance commerciale de la France avec l'Espagne.

En 1976, la France a connu un déficit de 592 millions de francs avec ce pays, contre des excédents de 1 428 millions de francs en 1974 et 531 millions en 1975. Cette dégradation provient, selon le C.N.F.P., de l'industrialisation de l'Espagne, accordé la C.E.E. et l'Espagne, accord qui consent à ce pays beaucoup des avantages tarifaires de l'union douanière sans lui en imposer les obligations. D'après l'organisation patronale, cet accord considérablement dégrade la situation de l'Espagne comme un pays en voie d'industrialisation. Le patronat français souhaite, soit une adhésion rapide de l'Espagne au Marché commun, soit une révision de cet accord. A défaut, a annoncé M. Astier, le C.N.F.P. demanderait au gouvernement français et à la C.E.E. de défendre les secteurs français les plus menacés par ce qu'il nomme le « dumping espagnol » : papier, bœuf et surtout sidérurgie.

## POURQUOI ET COMMENT

- Des situations concrètes.
- Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion.
- Des questions à choix multiples et des applications corrigées.

faire parler la comptabilité  
32-F  
en vente chez votre Libraire  
**FERNAND NATHAN**







**Les exportations israéliennes de matériels de guerre ont atteint, en 1976, environ 1600 millions de francs**

هكذا من العمل



## EURO-OBLIGATIONS

## L'optimisme renaît

[illegible]

## DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Relevés	Relevés cours
Bate Normal. Océan, c. 17	104 p. 7	0 8 40
Ward (La), ass., c. 9	4 p. 5	..
Tulmar, c. 35	1 p. 2	0 8 10
Tulmar, c. 15	1 p. 20	...

## LONDRES

Le marché maintient ses bonnes dispositions sur l'espoir d'une amélioration de la balance commerciale. Irregularité des mines d'or.

COTON (ouverture) (MARCHÉ) : 145 85 contre 146 5			
VALEURS	CLOTURE F1/S	COURS 14-3	
War Loan 3 1/2 % .....	28 3/4	30	.....
Sesbania .....	439	439	.....
British Petroleum .....	862	866	.....
Shell .....	872	872	.....
Vickers .....	167	172	1/2
Imperial Chemical .....	342	344	1/2
Cartagena .....	122	123	.....
Du Sarris .....	243	247	1/2
... Holdings .....	248	251	1/4
Bio Nitro Zinc Corp. ....	287	311	.....
-West Orientale .....	17 1/4	17	.....

## B. A. L. O.

**Le Bulletin d'annonces légales obligatoires**, daté du 14 mars, publie notamment les insertions suivantes :

**Sociétés de Développement régional du nord et de l'ouest de la France** — Emission au pair d'un emprunt groupé de 220 millions de francs, au taux annuel de 11 %, et amortissement en quatorze ans au maximum à partir du 8 avril 1978.

**Sociétés de Développement régional du sud de la France et du Pacifique** — Emission au pair d'un emprunt groupé d'un montant total de 180 millions de francs, portant intérêt

— Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.  
— Emision à 50,50 florins de  
1.748 065 actions de 20 florins  
souscrites en 1970.  
— Les actions de 1<sup>er</sup> janvier 1971 sont  
souscrites en France jusqu'au  
15 mars 1971 inclus et réaffectées  
à la Société d'investissement  
anciennes à raison d'une action nou-  
velle pour dix possédées. Le capital  
en porte 10 333 180 florins =  
478 500 millions.

Compagnie commerciale Sangha-  
Ouhangui « Sangha » — Ouhangui  
éventuelle en bourse des 20 000 ac-  
tions de 100 francs C.F.A. et  
en réaffectant d'apports de  
Société Mamelle-Africaine. A la suite  
de ces apports, le capital social  
de la Sangha-Ouhangui est de  
10 333 180 francs C.F.A.

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/3	14/0
1 dollar (en yens) ...	282 15	282 ..

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**SOCIÉTÉ DU LOUVRE** — En 1976, la société a réalisé un bénéfice net de 1,69 millions de francs contre 2,76 millions (+ 33 %). Le dividende global par action de 2,76 F A 0,15 F.

**G.E.M. - ELECTRO-MECHANIQUE.** — Succédant à une perte de 90,97 millions de francs en 1972, le bilan de fin de 1976 est en hausse de 12,2 millions de francs. Pour le groupe, le résultat consolidé s'élève à 20,74 millions de francs contre une perte de 21,02 millions. La distribution du dividende, interrompue en 1973, est reprise à raison de 4,5 F Global contre 7,50 F Netto en 1976.

**FREYRELAB-SICOMI.** — Non com-  
pable, l'entreprise a vu le statut de  
l'absorption d'Omnilab. — le résul-  
tat net de 1976 s'est élevé à 15,53  
millions de francs. Le dividende  
passe de 23,75 francs par action à

**GRUPE FONCIA CREDIT CRASH** - En 1976, le bénéfice net de la société en participation (qui réunit les sociétés du groupe) ressort à 22,15 millions de francs (contre 16,5 millions en 1975) 17,43 millions pour Foncia, 11,24 millions pour Crédit universel).

Les dividendes globaux sont de 12,50 francs par action (répartition étant répartie sur deux ans pour respecter les recommandations du plan Barre : 6,25 francs par action en 1976 et 1978) contre 18 % en 1975 pour Foncia, Crédit : 20,70 % (+ 4,20 % net payable en 1978) contre 16,50 % en 1975 pour Crédit universel.

**BOUYGUES S.A.** - Dividende global 1976 : 16,63 F contre 13,50 F.

**ETABLISSEMENTS MAUREL ET FROM.** — Dividende global 1976 inchangé à 18,50 F par action.

**SOCIÉTÉ PARISIENNE D'ÉTUDES ET DE PARTICIPATIONS.** — Dividende global 1976 : 13,58 F contre 12,28 F en 1975.

**L.T.T.** — Lors du quatrième trimestre de 1976, la société a réalisé un bénéfice net de 151 millions de dollars contre 118 millions; soit 139 dollar par titre contre 9,98 en 1975. Selon le président, 1977 devrait être une année remarquable et pour L.T.T., qui semble avoir retrouvé la croissance normale de ses bénéfices.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE. Base 100 : 31 dec. 1978.)

	10 mars	11 mars
Valeurs françaises ..	83,8	94,5
Valeurs étrangères ..	101,6	101,7

C<sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1951.)

Indice général .....	61	61,4
----------------------	----	------

**Taux du marché monétaire**  
Effets privés : ..... à 7/8 %

Source	Domestic	Source	Domestic	Source	Domestic	Source	Domestic

[illegible]

## BOURSE DE PARIS - 11 MARS - COMPTANT

[illegible]

## MARCHÉ À TERME

[illegible]

### COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES		DES VILLETS		MONNAIES ET DEVISES	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS péc.	COURS 11 3	du 30 avril MARCHE	COURS péc.	COURS 11 3
Paris-Munich (5 f.)	4 984	4 995	0		
Amsterdam (100 f.)	206 325	206 325	4 71	22375	22380
Bruxelles (100 f.)	25 380	25 440	20 56	244	246
Antwerp (100 f.)	25 380	25 440	20 56	218	227 80
London (100 f.)	54 620	54 620	13 50	211 68	208 20
Geneva (100 f.)	7 282	7 283	7 22	211	189
Crusade-Bruxelles (5 f.)	0 854	0 857	8 025	215	215
Norway (100 f.)	54 880	56 180	94	10 12	1049
Portugal (100 f.)	139 340	239 420	188 50	563	570
Spain (100 f.)	139 340	239 420	188 50	563	570
Switzerland (100 fr.)	118 250	118 570	117 68	211 50	228 50
Sweden (100 kr.)	195 075	186 750	195 58	210	210

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COTE DES CHANGES		DES VILLETS		MONNAIES ET DEVISES	
MARCHÉ OFFICIEL	COURS péc.	COURS 11 3	du 30 avril MARCHE	COURS péc.	COURS 11 3
Paris-Main (5 f.)	4 984	4 995	0		
Amsterdam (100 f.)	206 325	206 325	4 71	22375	22380
Bruxelles (100 f.)	25 380	25 440	20 56	244	246
Antwerp (100 f.)	25 380	25 440	20 56	244	246
London (100 f.)	54 620	54 770	13 50	211 68	212 00
Geneva (100 f.)	7 282	7 283	7 02	211	189
Crusade-Bruxelles (5 f.)	0 854	0 857	8 25	215	215
Norway (100 f.)	54 880	56 180	94	10 12	1049
Portugal (100 f.)	139 340	139 420	188 50	563	570
Spain (100 f.)	140 840	140 840	188 50	563	570
Switzerland (100 fr.)	118 250	118 570	117 68	211 68	212 00
Sweden (100 kr.)	195 075	195 150	195 58	211 68	212 00



## UN JOUR DANS LE MONDE

2322. LES RESULTATS  
DU PREMIER TOUR  
DES ELECTIONS MUNICIPALES

**LE MONDE DE L'ECONOMIE**  
Pages 23 à 26  
— Les suites de la crise égyptienne.  
— Les préoccupations des « fermiers » américains.  
— La « flambée » des matières premières.  
— L'entreprise et la politique.

27. **DIPLOMATIE**  
— La Portugal pose sa candidature au Marché commun.  
— Le fin du mois de mars, nous déclare M. Sogues.
27. **AMERIQUES**  
— CHILI : le juge décide la dissolution de tous les partis politiques.
28. **EUROPE**  
— TCHÉCOSLOVAQUIE : la mort de Jan Patočka.  
— ITALIE : après les manifestations des étudiants.
28. **PROCHE-ORIENT**  
— Au Caïre, l'esprit de conciliation préside aux travaux du Conseil national palestinien.
29. **AFRIQUE**  
— TUNISIE : mesures d'apaisement à l'égard des étudiants.  
— La diplomatie chérifienne marque le pas en Afrique noire.
29. **ASIE**
31. **EDUCATION**  
— Le congrès des inspecteurs départementaux de l'éducation.
31. **SCIENCES**  
— la conférence de l'ONU sur l'eau.
32. **SPORTS**
32. **JUSTICE**
33. **ARTS ET SPECTACLES**  
— CINÉMA : Vertiges, de Mauro Bolognini.  
— MUSIQUE : les Gurre-Lieder de Schoenberg, par l'Orchestre de Paris.  
— THÉÂTRE : les Bonnes, de Jean Genet, par Henri Ronde.
37. **MÉDECINE**  
— Les pharmacologues biologiques des hôpitaux exigent un nouveau statut.
37. **EQUIPEMENT**  
— A PROPOS DE... l'aménagement des quartiers neufs.
44. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**  
— ÉTRANGER : le nouveau rapport de Club de Rome.  
— MATIÈRES PREMIÈRES : un « visage » significatif de la politique américaine.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (23)  
Annonces classées (28 à 42)  
Aujourd'hui (43) ; Carrière (38)  
« Journal officiel » (44) ; Médecine (45) ; Mots croisés (46) ; Bonnes (47).

Le numéro de « Monde » daté 13-14 mars 1977 a été tiré à 534 651 exemplaires.

## SAISI PAR LES ÉCOLOGISTES ALLEMANDS

### Le tribunal de Fribourg-en-Brisgau interdit la construction de la centrale nucléaire de Wyhl

Le tribunal administratif de Fribourg-en-Brisgau, dans le Bade-Wurtemberg, qui avait été saisi d'un recours par les écologistes allemands, a interdit, le 14 mars, la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, en face de Colmar. Le tribunal, d'autre part, décide que le gouvernement du Land de Bade-Wurtemberg devrait payer les frais du procès qui l'opposait aux comités de défense.

C'est apparemment une victoire totale que le mouvement anti-nucléaire allemand vient de remporter contre le programme électoral de la République fédérale et contre les projets d'industrialisation de la plaine rhénane. Plus de 100 000 personnes, en effet, sur la rive allemande du Rhin, répondant à celle qui doit s'élever en Suisse, à Kobernauze, et celle qui vient de l'Allemagne en France, à Fessenheim (Haut-Rhin), et à celles qui sont envisagées par l'E.D.F. plus bas dans la plaine d'Alsace.

Wyhl devait être la première étape de ce plan, du côté allemand. C'est la compagnie Badenwerk (E.D.F. laïcisée) qui avait été chargée par le gouvernement de Bade-Wurtemberg de mener à bien la réalisation. Mais, lorsque l'entreprise voulut ouvrir son chantier, au début de l'année 1976, elle se heurta à une vive opposition des villageois de la montagne du Kaiserstuhl, auxquels les Alsaciens, puis les Suisses, vinrent prêter main-forte.

A l'occupation du terrain, les autorités répondirent par l'envoi de forces policières équipées de canons à eau et de chiens policiers. Le site, évacué manu militari le 22 février 1976, fut repris le lendemain par des milliers de manifestants qui organisèrent aussitôt sa « défense ». Trente villages, mobilisés, envoyèrent des délégations qui prenaient la garde à tour de rôle. L'opposition latente de la population à l'industrialisation de la plaine rhénane avait été cristallisée par l'emploi de la force.

Le mouvement prit à contre-pied les élus, l'administration et les partis politiques. Devant son ampleur,

le gouvernement du Land demanda à la compagnie de renoncer à poursuivre les travaux, tout au moins en attendant que le tribunal administratif de Fribourg se soit prononcé.

Celui-ci a pris son temps et a initié une procédure qui a fait exceptionnelle et peut-être unique au monde. Les juges se sont transportés sur le site, ont pu voir plusieurs semaines depuis le début de l'année 1976, ils ont entendu les parties. Les élus, les experts de la Badenwerk, ceux des écologistes, les habitants eux-mêmes, ont pu déposer. Les séances étaient publiques. C'est donc un véritable « hearing ».

procès public, — à l'américaine qui a été organisé à Wyhl. La conclusion des juges est négative. On ne sait pas encore sur quels arguments elle est fondée. Elle vient apporter une aide considérable au mouvement anti-nucléaire qui a été la République fédérale allemande et qui s'est manifesté notamment contre la centrale nucléaire de Brokdorf (Schleswig-Holstein) et contre l'usine de retraitement des combustibles nucléaires à Gorleben (Basse-Saxe).

Ce jugement va sans doute renforcer l'esprit d'internationalité anti-nucléaire qui avait germé à Wyhl entre Allemands, Français et Suisses, et qui est le résultat de l'agitation d'autres pays d'Europe. Il va accroître aussi la détermination des Alsaciens qui demandent des garanties de sécurité pour le premier réacteur de Fessenheim (qui vient de diverger), l'interruption de la construction des autres tranches et le renoncement aux projets ultérieurs dans la région.

### Concorde : Air France et British Airways définissent leur attitude

C'est ce lundi 14 mars que les responsables d'Air France et de British Airways devaient décider d'ajourner — ou de plaider — leur procès devant la cour du Southern District of New-York, afin que ce tribunal statue sur l'autorisation d'atterrissage de Concorde à New-York. C'est en tout cas dans un climat plus favorable à l'appareil supersonique que s'est achevée la semaine passée. Plusieurs grands constructeurs aéronautiques se sont prononcés pour Concorde. Quant à

M. James Callaghan, premier ministre britannique, il a déclaré dimanche 13 mars au terme de son voyage officiel aux Etats-Unis que M. Carter était partisan de laisser l'appareil se poser à New-York, jusqu'à l'expiration de la période d'essai de deux mois. Toutefois plusieurs journaux britanniques de dimanche estiment que M. Callaghan n'a pas agi avec suffisamment de fermeté devant le président américain. « Il faut espérer », écrit le Sunday Express, que M. Callaghan ne s'est pas laissé emporter par le bonhomme qui a marqué sa visite à Washington, car il ne sert à rien d'adopter une attitude conciliante avec les Américains. « Le premier ministre », conclut le journal, « ne devrait pas laisser aux Français le soin de faire preuve de fermeté dans l'affaire de Concorde. Le super-sonique a coûté un milliard de livres aux contribuables britanniques. »

Beaucoup plus caustique, l'Observer note : « La Concorde devrait être autorisée à se poser à New-York, mais seulement pour démontrer à ses partisans qu'il n'est économiquement pas viable. Même si Concorde était autorisé à atterrir à New-York, il continuerait, presque à coup sûr, à être un échec économique catastrophique. Pas une compagnie aérienne du monde fonctionnerait selon des critères commerciaux, ne voudrait de bon gré prendre la Concorde dans sa flotte, même si on le lui donnait gratuitement. »

Des représentants du BATON (Mouvement de libération des pays baltes) ont remis au président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU une lettre demandant que le problème de l'annexion des pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) par l'U.R.S.S. soit examiné par les Nations unies. Une liste de prisonniers politiques baltes détenus dans les camps soviétiques est jointe à cette lettre. (Cort.)

## REFUSANT UNE ÉGLISE DISTINCTE

### Mgr Marty reconnaît la légitimité de certaines requêtes traditionalistes

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, a consacré son homélie du dimanche 13 mars à Notre-Dame du « scandale » de la division des catholiques. Le prélat affirme qu'il n'a jamais « fermé le dialogue » et qu'il ne veut pas « rejeter les légitimes requêtes ». « Nous sommes bien, les uns et les autres, a-t-il précisé, ce que de légitimes requêtes du chrétien. Mais il y a une condition : que soit sauvegardée, respectée, la communion dans la foi. Nous sommes là en principe de désaccord selon l'évangile. Et c'est à la lumière de ce principe que je juge l'événement de Saint-Nicolas de Chardonnet. »

Le cardinal signale d'autre part que cette occupation est une « violation » et que les paroissiens habituels « ont droit à leur église ». Il répond nettement à la suggestion d'interrompre les célébrations liturgiques dans un lieu de culte distinct, voire à constituer définitivement une église schismatique. « Depuis Dieu, je suis que je suis leur docteur. Je suis le seul docteur, de ce diocèse. J'ai été consacré et envoyé pour être le pasteur de tous. Je ne veux pas faire exception ni des personnes, ni des groupes, ni des opinions. Même s'il peut exister des incompréhensions, même s'il y a des conflits (dans quelle mesure ?), je ne puis pas prendre aujourd'hui l'initiative de la rupture. Il arrive qu'un père de famille constate douloureusement le départ de ses enfants : mais ce n'est pas à lui de les chasser. »

Des messes en latin ? Il en existe, affirme Mgr Marty. « Je tiens à rappeler la qualité de ces célébrations. Les catholiques peuvent qui désirent prier dans une liturgie traditionnelle, avec des chants grégoriens, doit pouvoir trouver des lieux où il est accueilli et compris. »

« La communion dans la foi »  
Après avoir cité Paul VI affirmant le 24 mai dernier qu'il avait rendu obligatoire le vœu de la messe, l'archevêque distingue entre les catholiques traditionalistes qui désirent retrouver une messe plus proche de celle qui fut célébrée au cours de la messe romaine, et ceux, nombreux, qui suspectent la foi de l'Église.

La différence entre les deux

### UN CHAUFFEUR-LIVREUR SE PLANT D'AVOIR SUBI DES BRUTALITÉS DANS UN COMMISSARIAT DE L'ESSONNE

Un chauffeur-livreur parisien, M. Joseph Milla, âgé de quarante-cinq ans, affirme avoir été l'objet de brutalités, le vendredi 4 mars, de la part de fonctionnaires de police dans le commissariat de Montesson (Seine-et-Oise). Un accrochage entre la camionnette de M. Milla et un autre véhicule avait entraîné l'intervention de deux policiers de passage sur les lieux de l'accident. Après avoir garé les deux véhicules sur le bas côté, les policiers proposèrent à M. Milla de remplir le constat au commissariat. « C'est alors, selon M. Milla, qu'on a vu les policiers et policiers qui, devant son refus, ont été traités comme un délinquant ». On fut frappé par six ou sept policiers en civil et un inspecteur en uniforme, qui étaient censés de la brutalité de l'accident. M. Milla fut légionnaire en l'indiquant. Ses policiers, qui ont une enquête administrative sur cet incident, ont été surpris par le livreur à la colère de plusieurs chauffeurs routiers qu'il aurait été conduit au commissariat. Là, il aurait refusé de montrer son permis de conduire. Il aurait alors été pris d'une crise de nerfs, obligeant les policiers à employer la manière forte pour la maîtriser.

Un accrochage entre la camionnette de M. Milla et un autre véhicule avait entraîné l'intervention de deux policiers de passage sur les lieux de l'accident. Après avoir garé les deux véhicules sur le bas côté, les policiers proposèrent à M. Milla de remplir le constat au commissariat. « C'est alors, selon M. Milla, qu'on a vu les policiers et policiers qui, devant son refus, ont été traités comme un délinquant ». On fut frappé par six ou sept policiers en civil et un inspecteur en uniforme, qui étaient censés de la brutalité de l'accident. M. Milla fut légionnaire en l'indiquant. Ses policiers, qui ont une enquête administrative sur cet incident, ont été surpris par le livreur à la colère de plusieurs chauffeurs routiers qu'il aurait été conduit au commissariat. Là, il aurait refusé de montrer son permis de conduire. Il aurait alors été pris d'une crise de nerfs, obligeant les policiers à employer la manière forte pour la maîtriser.

(De notre correspondant.)

New-York. — Le montant total des prêts consentis à l'étranger par les banques américaines a augmenté de 20,6 milliards de dollars en 1976, alors qu'en 1975 il n'avait progressé que de 13,5 milliards. Selon le département du commerce, le montant de ces prêts est aujourd'hui voisin de 80 milliards de dollars. Cette croissance s'explique par la relative faiblesse de la demande de crédit aux Etats-Unis et la suite de la récession et par le fait que les banques américaines ont été relativement peu touchées par la crise du crédit. Par ailleurs, les banques américaines aident les pays en voie de développement à financer leurs importations et à équilibrer leurs balances des paiements. Toutefois, les perspectives de remboursement restent une crainte croissante. Le système fédéral de réserve a mis récemment en garde les banques privées contre le danger de hautes quotités nationales et les a incitées à réduire leurs prêts aux pays dont la balance des paiements est particulièrement déficitaire. — L. W.

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, lundi matin 14 mars, M. Henry Ford II, président du groupe des automobiles qui portent son nom. Il a déjeuné ensuite, en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, avec des professeurs et chercheurs spécialistes de médecine et biologie : les professeurs François Jacob, Jean Hamburger, Pierre Royer, Jean Dausset, Georges Mathis, Jean-Pierre Benhamou, Etienne Beaulieu, Michel Journe, François Gros, Jean-Pierre Chan-

## A L'ÉGLISE NOTRE-DAME D'AUTEUIL A PARIS

### Des manifestants ont troublé la transmission télévisée du sermon de l'abbé Pierre Talec

Un commando d'une vingtaine de personnes s'est introduit, dimanche matin 13 mars, dans l'église Notre-Dame d'Auteuil à Paris (16<sup>e</sup>), où se déroulait la grande messe télévisée dans le cadre de l'émission « Le jour du Seigneur ». Au moment où l'abbé Pierre Talec a pris la parole sur le thème de l'évangile du jour, les manifestants ont commencé à chanter des slogans. Le groupe a essayé de lui couper la parole par des chants ou des slogans : « Trahison Talec ! », « Trahe ! A mort ! ». Des tracts ont été jetés sur l'assistance. Des coups ont été échangés. Un jeune a essayé de prendre personnellement à partie le prédicateur.

Ce dernier ne s'est pas interrompu mais a écourté son sermon pour limiter les actes de violence. Les manifestants ayant été expulsés de l'église par des paroissiens, l'office a pu continuer normalement.

Le Père Auberger, responsable de l'émission, s'est excusé auprès du public pour cet acte « inadmissible » qui n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'un communiqué de l'archevêché de Paris. Le cardinal Marty avait, en effet, personnellement approuvé le choix de l'abbé Pierre Talec comme prédicateur de carême à la télévision, malgré les difficultés survenues récemment entre lui et ce prêtre d'origine de ses fonctions du centre Jean-Bart et nommé responsable de la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse.

M. Pierre Debray, fondateur du mouvement Silencieux de l'Église, s'était alors engagé à empêcher l'abbé Talec de parler à la télévision. Il se prit d'un « scandale ».

(Le Monde du 19 février.)  
A noter que certains des manifestants de l'église Notre-Dame d'Auteuil se réclament de l'abbé Georges de Nantes, prêtre intégriste qui avait été à Paris l'un des « hérauts ». Qu'il en soit, cet incident est à mettre en relation avec l'occupation de l'église Saint-Nicolas-de-Chardonnet, où, pour le trépas dimanche consécutif, des masses, selon le rite de Pie V ont été célébrées sans incidents.

(Voir les résultats page 6.)

### LE REMBOURSEMENT DE CERTAINS PRÊTS INTERNATIONAUX INQUIÈTE LES BANQUES AMÉRICAINES

Le secrétaire américain au Trésor, M. Michael Blumenthal, a déclaré, dimanche 13 mars, que l'administration Carter pourrait, en certains cas, accorder une protection douanière et modérée et aux industries américaines menacées par les importations.

Interrogé au cours d'une interview télévisée, sur les conclusions de la commission de commerce international des Etats-Unis, qui a estimé que les industries de la chaussure de la télévision en conjonction et de sucre étaient menacées par l'augmentation des arivages de l'étranger, M. Blumenthal a clairement indiqué qu'il prévoyait aider les industries par des mesures intérieures visant notamment à faciliter leur restructuration. Il a cependant ajouté que si de telles mesures étaient insuffisantes, on en cas de concurrence déloyale de l'étranger, il ne serait pas opposé à un rétro-céder modéré des tarifs douaniers ou à un contingentement temporaire des arivages, soulignant qu'il s'agissait de mesures de « dernier ressort ».

M. Blumenthal a également mentionné la possibilité d'accorder une limitation volontaire aux exportations avec les fournisseurs des Etats-Unis.

Les cocktails Molotov ont été lancés par des inconnus samedi 12 mars à Pamplune, deux contre des banques et le troisième contre l'hôtel « Tres Reyes » causant des dégâts importants.

D'autre part, des pancartes, avec des slogans : « Indulto, non, amnistia, oui ! » ont été plantées aux abords d'une autoroute proche de Pamplune. — (A.F.P.)

**1977**  
On peut être chauve  
sans que personne ne le sache  
**INSTITUT NEWhair**  
720.66.64  
Le secret de la chevelure retrouvée  
35, rue de Washington, Paris 75008. Métro George V

**Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter**  
BOUTIQUES POUR ELLE  
1, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
3, rue de Lagry/Nation  
BOUTIQUES POUR LUI  
3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre  
Actuallement les impers !  
les boutiques Griffsolde  
ouvert le lundi après-midi

**1953/1977**  
24<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
LAPUS  
BELLE COLLECTION  
DE TISSUS COUTURE  
ET TOUTES  
LES SÉDUISANTES  
NOUVEAUTÉS  
PRINTEMPS-ÉTÉ 1977  
• cotons suisses imprimés,  
• impressions soies  
exclusives,  
• lainages et tweeds,  
• jerseys imprimés,  
• dessins exotiques,  
folkloriques, etc.  
**RODIN**  
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## Huit jours après le séisme

### UNE FEMME EST RETROUVÉE VIVANTE A BUCAREST

Bucarest (A.F.P. Reuters). — Huit jours après la terrible tremblante de terre qui a ravagé la Roumanie le 4 mars dernier, une femme de cinquante-sept ans a été retrouvée vivante sous les débris de l'immeuble où elle habitait à Bucarest. L'écrou de son bâtiment, qui lui donnait des nouvelles des opérations de sauvetage, lui a conservé la volonté de vivre.

L'U.R.S.S. a annoncé le montant de l'aide qu'elle va envoyer à la Roumanie : 10 millions de roubles (96 millions de francs environ au cours officiel). Cette aide consistera en matériaux divers et en une usine capable de produire cinquante mille à quatre-vingt mille paires de chaussures de cuir.

De son côté le Bangladesh, en des jours plus noirs, a eu un signe de sympathie.

A B C D E F G